

PROSPER

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

HORS-SERIE 3

PAR ICI LA SORTIE

abolir l'argent

Recueil d'articles

PROSPER n°16-25



Pour la petite histoire,

ce cahier a été entrepris à la suite d'une réclamation de la Bibliothèque Nationale, Département des Périodiques.

Une erreur nous a fait publier le dernier chapitre de KRONIX, anticipation politique, sous le titre CIVI 2, en « Hors-série 4 », alors qu'il s'agissait du troisième.

Il y avait donc un trou dans la collection.

Il nous a fallu quelque temps avant de comprendre que la mention Hors-série 4 que nous avions donnée au reprographe était fautive. Nous en avons profité pour lui apporter quelques modifications, et comblé le trou du Hors-série 3 en composant le recueil d'articles que vous avez entre les mains : PAR ICI LA SORTIE^o.

Ces articles ont été choisis pour donner une vision d'ensemble des principes et de la faisabilité de la désargence et montrer comment l'idée d'abolir l'usage de l'argent prolongeait celle d'abolir les profits monétaires, qui m'a décidé de lui consacrer une revue spéciale dont le premier numéro est sorti au printemps 2000.

A l'origine PROSPER voulait « simplement » faire connaître un mouvement apparu en France entre les deux guerres, disparu des dictionnaires où il était encore cité dans les années 60.

Le modèle économique et social promu par l'Economie distributive, dite aussi Economie de l'Abondance, m'a semblé intéressant parce qu'il envisage le versement d'un revenu universel bien avant qu'on en parle, financé non pas sur la redistribution des profits monétaires, comme celui dont il est question aujourd'hui, mais directement sur les ressources et leur transformation.

Il rompait clairement avec le capitalisme en dispensant de faire des profits monétaires.

Aucun « anticapitaliste » déclaré n'était (et n'est) encore allé jusque là. Il apportait la solution politique et économique que je cherchais pour réaliser économiquement et politiquement « la maîtrise de leurs usages par les usagers »

Son application dans sa forme originelle posait néanmoins de nombreux problèmes.

En conservant l'usage de l'argent, il conservait l'échange contre argent. Sa mise en œuvre aurait eu du mal à résister à une hiérarchie des revenus qui aurait reproduit les classes sociales. Il était assorti d'un « service social » qui, même rebaptisé « contrat civique » et prévu pour être de moins en moins long, n'en faisait pas moins soupçonner la perpétuation d'un contrôle social « vertical ». Il conservait aussi le modèle parlementaire...

Le distributisme aurait donc pu aboutir à un régime soviétique. Ce que le PC avait compris dès le début, et la raison pour laquelle il s'y était farouchement opposé comme à un concurrent.

^o La police du titre, *Britannic Bold*, à l'heure du Brexit, nous a semblé s'imposer.

De numéro en numéro, PROSPER a défendu le principe central du distributisme historique: l'abolition des profits monétaires. Mais comment résoudre les autres problèmes ? Et... qu'est-ce qui se passerait si on se servait de l'informatisation des données pour abolir l'usage même de l'argent ?

Dans la mesure où il proposait une économie fondée sur les ressources, PROSPER était encore « distributiste ». Mais retirer l'usage de l'informatique au capital donnait une autre consistance à la maîtrise de leurs usages par les usagers.

En abolissant l'argent, et pas seulement les profits monétaires, PROSPER a fait du distributisme au carré, au cube, et... l'a oublié.

Pour ceux qui n'en ont jamais entendu parler, ça ne changera pas grand chose ! Mais pour ceux qui en ont entendu parler ou qui risquent de le redécouvrir par leurs propres moyens...?

Pour la première fois, aux présidentielles de 2017, l'instauration du revenu universel a été évoquée. Sans dire qu'il y en avait deux : distributiste et libéral.

Si le R.U. « passe », il sera libéral, financé par les profits monétaires.

Il faudra le compléter par des travaux salariés et ne sera jamais jugé suffisant (il ne faut surtout pas qu'il le soit !). Les alternatives qu'il permettra de lancer seront récupérées pour en faire des profits monétaires. Les progrès écologiques avanceront au rythme de nouvelles concurrences. Les pratiques destructrices subsisteront.

On en prendra conscience, et alors ? Sans jamais avoir entendu parler du distributisme « restreint » des premiers cahiers de PROSPER (de 1 à 10 environ), l'idée de se passer des profits monétaires resurgira, et celle d'une monnaie de compte, émise sans intérêts, etc.

Alors... surtout pas ! Epargnez-vous ce stade !

Si connaître le distributisme peut servir à quelque chose, aujourd'hui, c'est pour convaincre de ne pas le faire !

C'est justement pour en convaincre que CIVI 2, Hors-Série n°4, a été écrit.

Dans le roman dont il est extrait, l'abolition des profits monétaires, en 2036, s'est appliquée partout sauf sur le continent américain. C'est seulement en 2089 que l'usage de l'argent est aboli sur toute la planète et que les républiques américaines passent, elles, directement, de l'économie capitaliste à la désargence.

Tout à la fin, parlant de son père, le narrateur écrit :

A chaque anniversaire, il ne manquait jamais de dire qu'il était né dix ans après la chute du Mur de Berlin fin 20^e et qu'à cette date, si on avait aboli les profits monétaires sans attendre 2036, la planète aurait moins souffert. Après quoi il ne disait plus un mot et prenait son air dévasté. A chaque anniversaire ma mère le traitait d'obsédé.

En 1989, il y avait à peine un ordi pour dix mille foyers. On n'avait encore assez développé 01 pour oser penser qu'il pourrait remplacer l'argent. Mais vingt ans plus tard ?

On pouvait faire **Civi 2** au début du siècle !



les textes choisis

Le premier, Pour une démocratie majeure, écrit aux alentours de 2012, participe à sa façon aux remue-méninges provoqué par l'idée de changer de république. On notera, tout à la fin, l'incise « dans un premier temps, le recours à une monnaie émise sans intérêt, non théorisable, émise en fonction des richesses produites, et à terme l'abandon de la monnaie elle-même. » Nous la regrettons ! V. page précédente ! Nous l'avons néanmoins laissée comme un indice de notre passage de l'abolition des profits monétaires à celle de l'argent.

Le deuxième, p. 6, rue dans les brancards et titre : Neuf raisons d'abolir la monnaie et trois pour l'abolir d'urgence. Pour la petite histoire, la citation de Francis Bacon, tout à la fin, « Il est plus sage de changer beaucoup de choses qu'une seule » figurait en exergue du DESOBEIR A LA MONNAIE, d'Abelsohn et Sanders, paru la même année dans une collection du Passager Clandestin.

Deux articles « de fond » suivent, p. 10-18, qui aident à faire la différence entre usages et besoins. Quand ces textes ont été écrits, au début du quinquennat Hollande, on ne parlait pas encore couramment de populisme. « Les besoins », dirions-nous aujourd'hui, en relèvent, loin de leur « maîtrise » par leurs usagers mêmes. Et « les valeurs » aussi, comme PROSPER le montrera par la suite.

L'article De l'écologie à l'usologie, p. 19, abrégé, fait entrer la façon même dont nous « pensons », l'épistémologie, dans le débat. Penser « usages » ne fait pas la même chose que penser « choses ». Les vertus heuristiques de « la méthode U » sont en phase avec une société où la maîtrise des usagers est synonyme d'expérienciation continue.

Un budget sans argent p. 24, et De l'achat à l'accès (une application générale modérée par le « proche en proche », p. 27, entrent dans les détails de gestion.

Gestion encore, Une démocratie sans monnaie Application aux banques, p. 31 résulte précisément de la participation d'Abelsohn et Lambert à un Colloque organisé par la Faculté des Sciences de Gestion d'Evry.

Deux textes courts, placés en regard, suivent (p. 42-43), dans le style dépliant : L'argent et après ? pour prévenir d'une réunion et une « grille argumentaire ».

P. 44, le premier article publié par PROSPER au sujet de la délégation de pouvoir. Son titre affiche clairement d'« où » nous parlons : Les décisions prises à la majorité ou du poison dans l'expérience. L'« expérience » dont il a déjà été question dans les articles précédents, sans laquelle il n'y a pas de « maîtrise » qui tienne.

*Vient ensuite, p. 46, présenté comme une discussion, un extrait d'*Un sociotope sans argent – la transition*. C'est son deuxième « tiroir », qui envisage certains « détails » de la mise en ondes sociales de la désargence. Nous l'avons abrégé. Il figure en entier sur le site desargence.org, après le premier « tiroir ». Le troisième est toujours en cours de rédaction.*

Pour finir, p. 60, un compte-rendu de L'abstraction matérielle, au-delà de la morale et de l'économie, de Laurence Duchêne et Pierre Zaoui, où PROSPER ne se gêne pas de jouer dans la cour des grands en matière d'économie (aussi).



Un projet de constitution universelle
en trois droits fondamentaux assortis de la manière de les faire respecter

pour une démocratie *majeure*

L'idée que le peuple est majeur, synonyme en principe de démocratie, a été trahie dès sa première mise en application par « l'expression » de majorités aujourd'hui soumises, quelle que soit leur couleur, à l'économie de marché.

Pour que le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes cesse d'être une vaine formule, il nous faut donc arracher « la démocratie » à ce qu'on en a fait : une technique de prise de pouvoir par le biais de majorités électoralement construites et à l'économie de marché censée leur apporter la liberté.

Cette économie est en effet anti-démocratique dans son principe puisqu'elle asservit les peuples et l'art de gouverner à la nécessité absolue de faire des profits monétaires. Les profits commandent. Quand elle démocratise ce que les techniques et les connaissances font espérer de mieux, c'est d'une manière dérisoire et à reculons (sauf quand il y a des profits à la clé).

Les démocraties se reconnaissent au fait que les peuples y ont la maîtrise de leurs usages. Cette maîtrise ne peut être acquise qu'à trois conditions :

- 1. ***Chacun doit pouvoir entreprendre, à titre personnel ou collectif, en homme libre, libéré de l'attente d'un revenu qui assure sa vie matérielle ou améliore son ordinaire.***

Chacun doit disposer inconditionnellement d'un revenu ou d'un libre accès, sans échange monétaire, aux ressources disponibles, garanti non par les profits monétaires des entreprises mais par l'existence même des produits et services disponibles.

Les usagers pourront donc refuser de participer à des usages qui leur sont étrangers, des façons de faire qui leur semblent nuisibles ou mal organisées. Inversement, il pourra tester en toute sérénité, sans passer pour séditieux ou concurrentiel, d'autres façons de faire qui lui sembleront pertinentes

- 2. ***Déconnecter l'entreprise de tout profit autre qu'un profit humain, écologique ou favorisant la recherche.***

Cette seconde condition s'impose si on veut relocaliser les décisions et les économies, et que tout ce qui est produit soit consommé. Elle implique, dans un premier temps, le recours à une monnaie émise sans intérêt, non théorisable, émise en fonction des richesses produites, et à terme l'abandon de la monnaie elle-même.

- 3. ***Assimiler toute entreprise à un laboratoire de recherche et y travailler dans une perspective expérimentale***

donc pouvoir interrompre à tout moment et assurer un lien démocratique souple et heureux, contrairement à la perspective utilitariste/marchande qui soumet les usagers à ce qui « doit » se faire.

▫ PROSPER 22 –

La crise provoquée en 2009 par les « subprimes »
les aventures de l'Argentine, de l'Irlande, l'Islande, la Grèce...,
confirment plus tragiquement que jamais la thèse de **PROSPER** :

*nous avons atteint le seuil où,
dans une économie basée sur les profits monétaires,
l'argent n'est plus la solution,
il est devenu le problème.*

neuf raisons d'abolir la monnaie

- 1. L'argent, quand on l'a, donne accès aux produits et services. Il y fait barrage quand il manque. Que ce double usage s'impose à tous ne prouve pas qu'il soit juste.
- 2. Il protège de certains aléas ou améliore les conditions de vie, mais de ces aléas et conditions, il est le premier responsable et les aggrave, comme on le constate aussi bien en période de crise, pénurie ou chômage, que d'une façon ordinaire, pour se déplacer, décrocher des diplômes, rester dans la course.
- 3. Il peut s'accumuler. Toujours entre les mêmes mains, dit-on. Il donne à ces mains-là pouvoir sur les autres, à titre défensif (placements, spéculation, lobbies) ou offensif (rachat d'entreprises, dumping, pôles de compétitivité, conquête de marchés). En cas de crise ou d'échec, les travailleurs et les Etats, associés, par force, aux entreprises dominantes, sont eux aussi touchés. Son usage surajoute ses effets aux motifs ordinaires (sociaux, territoriaux, religieux) de violences, quand il n'en est pas directement responsable (concurrence économique).
- 4. Sauf dans le cas d'une monnaie qui s'annulerait au moment de la transaction, comme la monnaie distributiste, l'usage de l'argent ne peut aller sans opérer des profits monétaires. La qualité, l'utilité intrinsèques des produits et services à partir desquels ces profits sont obtenus importent moins que les profits eux-mêmes et se font donc de plus en plus artificielles (produits de luxe, valeur ajoutée par les emballages, assurances, fuite en avant pour rester à niveau). L'« avoir » prend le pas dans l'estime de soi et d'autrui. La fracture écologique se produit, qui augmente la facture monétaire et la pression dans la recherche de nouveaux profits.
- 5. La baisse tendancielle des taux de profits sur les produits essentiels conduit à en abandonner la production ou la délocaliser. Une économie soumise à l'obligation d'opérer des profits monétaires les fait et fera toujours passer avant la justice sociale, l'intérêt national ou environnemental. Toute tentative de réforme qui se soumet à cette obligation ne peut que prolonger et agraver ses méfaits.

- 6. L'usage de la monnaie, quelle qu'elle soit, induit l'évaluation des ressources et des richesses sous la forme artificielle de prix, sur lesquels on spéculer. Cette spéculation est devenue une forme de production à part entière (80% des profits déclarés), créant des « bulles » dont l'éclatement menace en permanence l'économie réelle.
- 7. L'usage de la monnaie est incompatible avec la justice sociale et la démocratie. Il rend difficile de ne pas différencier les revenus, donnant donc à ceux qui les ont les plus élevés l'initiative de productions dont ils sont les premiers à pouvoir disposer. Ce n'est pas parce qu'elles sont « démocratiquement votées » que les décisions sont libres : elles sont asservies aux soldes positifs de bilans strictement monétaires. La comptabilisation monétaire exerce un totalitarisme rampant.
- 8. Ce qui échappe à l'appréciation monétaire peut être pillé, détruit, gâché sans souci, ou ne sera pris en considération que dans le cadre de nouveaux profits (cf. droits à polluer), soumis à un marché aléatoire. Dans le cadre actuel, l'invention de produits « décroissants » collabore à l'instabilité générale (concurrence, bulle « verte » en préparation). N.B. : En supposant que s'instaure une économie sans profits monétaires mais conservant l'usage d'une monnaie (distributisme), la hauteur des prix interviendrait encore dans le choix des produits.
- 9. *Pourquoi continuer de recourir à une comptabilité monétaire, puisque nous disposons désormais d'autres moyens pour suivre la production des richesses, le renouvellement des ressources et y donner accès sans aliénation ni spéculation ?*

et trois pour l'abolir d'urgence

Une autre façon d'aborder les problèmes créés par l'usage de la monnaie :

- I. **Dans le cadre de l'usage qu'en font les entreprises,
(l'obligation qu'elles ont d'opérer des profits monétaires)
l'argent ne permet plus d'assurer la survie des usagers.**

En régime de profits monétaires, les progrès de la productivité rendent de plus en plus négligeable la part du travail humain. Ils ne permettent plus de garantir l'emploi et donc d'assurer la survie des travailleurs en salariant leur travail. A ce fait, déjà reconnu au XIXe siècle, s'ajoute aujourd'hui la mondialisation du marché du travail. A quoi bon produire ici ce qui revient meilleur marché à importer ? La recherche de profits nouveaux s'oriente fatalement vers des productions exportables et les peuples sont donc de moins autonomes, y compris au plan alimentaire.

Les profits tirés de l'économie réelle (biens et services) vont en diminuant. La concurrence et l'effondrement périodique des cours les rend de plus en plus aléatoires. Une nouvelle classe d'entrepreneurs s'est donc créée, qui fait des profits en achetant et revendant des unités de production, en brevetant les semences, en couvrant les risques par des assurances, en spéculant en bourse ou sur les monnaies.

Les profits obtenus sur ce marché représentent cinq fois la somme des profits obtenus sur celui des biens de consommation et services. La « bonne marche » de l'économie est donc de plus en plus artificielle. Elle n'en commande pas moins les crédits dont les entreprises classiques (biens de consommation et services) ont besoin.

L'éclatement des bulles spéculatives se répète, aussi ravageuse que les guerres.

Les friches humaines, industrielles et agricoles s'étendent ou se reportent dans d'autres régions après leur exploitation forcenée.

Seule l'abolition des profits monétaires au niveau des entreprises peut rendre à chacun sa vocation à l'activité créatrice de biens et services.

L'abolition de la monnaie nous en donne le moyen.

L'informatisation des données permet en effet aujourd'hui de faire disjoncter la comptabilisation matérielle des ressources et leur évaluation en prix.

L'accès aux ressources n'étant plus conditionné par le prix qu'il faut payer pour les acquérir et la concurrence ne faisant plus la loi, il s'agit dès lors de savoir les seuils au-delà desquels la renouvelabilité des ressources n'est plus assurée et de développer les synergies d'usages les plus favorables.

□ II. **Soumise à l'obligation de soutenir la croissance des profits monétaires dont dépend l'équilibre du budget de l'Etat,
la démocratie est une coquille vide.**

Du fait de l'affranchissement des ex-Colonies et de l'anémie de la Croissance, le Budget n'est plus abondé dans les mêmes proportions. Quelle que soit la majorité (« aux affaires »), les décisions sont prises en fonction des « rentrées ». En période de croissance monétaire difficile, l'Etat se porte en priorité au secours des entreprises et réduit les dépenses qui lui incombaient. Faillite de sa mission de service public.

La dette publique et les emprunts pour la combler ont des limites, et « la finale argentine » fait école. Faillite tout court.

Dans les milieux les plus exposés, l'économie souterraine et les activités maffieuses compensent les difficultés. Faillite de l'autorité publique, qui doit recourir à toujours plus de surveillance. Démission des électeurs, succès du populisme.

Ajoutons au tableau le problème des retraites, à la charnière des attributions des entreprises et de celles de l'Etat. Financées « par répartition », elles sont menacées par la diminution du nombre de cotisants et la hauteur des cotisations. Elles ne garantissent plus de fin de vie décente. Prolonger le temps de travail des seniors relève de la supercherie, alors qu'ils sont les premiers menacés de chômage et que leur maintien en activité ralentit l'entrée en activité des futurs cotisants. Les usagers qui espèrent financer leur retraite en abondant des fonds spéculatifs courrent des risques plus grands encore que ceux qui attendent leur retraite d'un système par répartition. Ils provoquent par ailleurs les fonds de pensions à des achats et reventes d'entreprises fertiles en restructurations et ruine des productions locales.

La mission redistributrice de l'Etat, assurée jusqu'ici sur une base monétaire (taxes et impôts) ne peut plus être remplie.

Une nouvelle mission s'ouvre désormais à lui : la coordination matérielle, nationale et internationale des informations et innovations relatives à la présence, l'emploi et le renouvellement des ressources auxquelles les entreprises et les usagers auront accès non plus en fonction des moyens qu'ils ont de les acheter mais de leur réalité concrète.

Cette coordination matérielle se doublera inévitablement d'une coordination législative visant et facilitant les mêmes buts.

□ III. L'usage de l'argent interdit la gestion écologique des ressources.

Le souci de rentabilité entraîne la dévolution des espaces à des productions exclusives (minières, industrielles, agricoles). Elle ruine les économies vivrières locales, interdit aux peuples de se nourrir eux-mêmes, précipite l'urbanisation.

La misère monétaire retarde la transition (stabilisation) démographique.

Les revenus différenciés sont source de modes de consommation distinctifs dont la « démocratisation » est incompatible avec la survie de la planète. Est-il juste que la maîtrise des usages favorables à l'environnement soit soumise au prix qu'il faut les payer ?

L'abolition de l'argent permet une gestion objective des ressources, de leur présence (ce qu'il y a ou n'y a pas) et leurs capacités de se renouveler. Elle libère la responsabilité écologique et les capacités d'innover.

D'autres présentations et argumentations sont possibles : exercez-vous !

des idées directrices pour la suite

□ 1. *Pour ne pas la craindre...*

Reconnaitre que l'économie non-monétaire (échange de services, travail domestique) est déjà partout à l'œuvre, et que sans elle l'économie monétaire n'aurait jamais existé et ne survivrait pas à ses crises conjoncturelles et structurelles !

Réfléchir au fait que toute « alternative » ou parti se croyant dispensé d'abolir la monnaie ne peut qu'aggraver les méfaits du système et augmenter la révolte des usagers.

« Nos vies valent plus que leurs profits »... L'hypothèse anti-monétaire réaffirme des droits oubliés : celui des peuples à disposer d'eux-mêmes ou l'égalité de tous devant la loi. Si on l'applique, changer de pratiques ne risque plus de ruiner les bassins d'emplois.

□ 2. *Pour la rendre encore plus féconde...*

Reconvertir des capacités et motivations qui s'épuisent aujourd'hui dans des « alternatives » plus inventives et généreuses les unes que les autres mais qui, en réparant ou protégeant, ne remettent pas en cause le système dans lequel elles s'inscrivent.

Recentrer la réflexion sur la dialectique besoins/usages : sur la façon dont les contraintes ou besoins de base (ex. se nourrir) sont résolus par des usages (cuisines locales) à leur tour vécus comme des besoins (comment faire autrement ?).

Placer l'expérimentation au cœur du dispositif démocratique.

□ 3. *Pour sa mise en oeuvre*

Informatisation des données : adapter à l'usage d'une économie sans profits monétaires ce qui se fait déjà en matière de suivi des ressources et richesses. Chercher des dispositifs plus pertinents encore. Mise en réseau de plus en plus générale des informations. Construction de codes prudentiels pour gérer le renouvellement des ressources et développer la solidarité entre les peuples, l'espèce humaine et les autres.

Pacifier les relations entre acteurs en montrant que tous dépendent aussi étroitement de l'usage de la monnaie et que ses méfaits sont entretenus par les positions auxquelles elle les constraint.

Eviter les petits pas :

« Il est plus sage de changer beaucoup de choses qu'une seule » (Francis Bacon, 1561-1626).



Les besoins

article n°1 du technocrate

La construction du citoyen

Les juristes politiques construisent la notion de *citoyen* par opposition à celle de *sujet*. Leur problème est celui de l'autonomie relative du sujet par rapport à une volonté qui lui échappait, celle du souverain héréditaire. Le quotidien, les usages du « citoyen », ne les intéressent que pour autant que ces usages ont un rapport avec la puissance publique (ex : leur religion, leur liberté d'opinion, leur soumission à l'autorité).

A la différence du sujet, construit pour obéir, le citoyen est à la fois juge et partie. Il lui est reconnu le droit de juger l'autorité qui se sera constituée en son nom, et celui de la défaire par le recours périodique au vote. Le droit de juger et celui d'opiner pour tel ou tel qui continuera l'action du gouvernement ou en tentera une autre n'en font qu'un. Que le jugement et la volonté du citoyen ne puissent se manifester qu'à travers des majorités et que ces majorités soient manipulables passe largement à l'arrière plan. On ne veut connaître que « la volonté générale ».

Nous avons été élevés dans ce décor et avons du mal à penser qu'on puisse faire autrement. Nous nous reconnaissons donc volontiers en « citoyens », sans voir que cette citoyenneté se divise en deux secteurs.

Celui du citoyen légal, *usager de « la démocratie »* sur un certain territoire, dont la principale attribution est de voter, et qui doit donc se tenir informé de ce que fait son gouvernement pour le reconduire ou le désavouer.

Celui de *l'usager de l'Etat*, des *services* de l'Etat, découpé en rondelles de « droits » ou catégories administratives, telles que différents ministères puissent s'occuper de « lui ».

Force nous est de nous reconnaître dans ces rondelles, si nous voulons être reçus, compris, par les services de l'Etat qui les *traitent*, et nous donc, sans que nous y voyons d'injure - quand tout va bien. En entrant dans la vie par exemple, nous existons *par*, *pour* des rondelles comme celles des genres féminin ou masculin encore mineurs. Plus tard, *par* ou *pour* celles d'éducable, de « majeur » et de relevant de la Sécu. Plus tard encore *par* ou *pour* celles d'électeur, de marié, célibataire ou divorcé, d'actif, d'imposable...¹

L'usager de la démocratie territorialisée, l'électeur, et *l'usager des services de l'Etat* se recoupent. L'usager de la démocratie, citoyen électeur, peut à tout moment réclamer contre la qualité des services rendus par l'Etat. Il s'interroge rarement, à ce moment-là, sur les raisons pour lesquelles il se trouve abonné à ces services. Il agit dans le cadre des *besoins* reconnus par les services de l'Etat affectés à ses différentes rondelles, sans se rendre compte qu'il est assujetti par la façon même dont les services le traitent - à travers *les besoins prédéfinis par ses rondelles* - à se comporter comme ils le traitent, comme *un être de besoins* - d'école, de transports, d'hôpitaux et de gendarmes.

En jugeant *la façon* dont il est traité, en réclamant contre elle, il ne remet pas en cause la réduction technocratique de sa personne à « ses » besoins. Au contraire, il la confirme, et c'est sur cette base qu'il discute avec ses élus actuels et potentiels, qui se font forts de calmer les souffrances de telle ou telle de ses rondelles - usager des diplômes, de la route ou de l'hôpital.

¹ Certaines rondelles se sont perdues en route, comme la religion ou *bon pour le service*. Qui les regrette ?

*Les besoins sont le maître-mot de la séduction technocratique.
 Qu'ils soient traités comme ayant à croître ou décroître
 ils instrumentalisent les usages et les confisquent
 à l'expérience et la responsabilité directes des usagers.*

Les sourires et promesses du candidat ne s'adressent évidemment pas à lui en tant que personne, ayant un droit imprescriptible sur *ses usages*. Ils s'adressent à ses rondelles, aux *besoins* qui le découpent en *objet citoyen*. Juste retour des choses, puisque l'usager de l'Etat s'adresse à lui en tant que rondelle « éligible » ou « délégué potentiel ».

De la boulimie de rondelles aux rondelles boulimiques

Tout autant que par l'essor et la différenciation des techniques, et dans la même coulée pratique ou pragmatique, les Temps Modernes sont marqués par la croissance de la quantité de rondelles ou catégories par lesquelles nous sommes classés. Sous l'Ancien Régime elles sont en nombre encore relativement limité. Vous êtes de la Noblesse, du Clergé ou du Tiers Etat. Vous devez acquitter l'impôt, si vous êtes du Tiers Etat, ou le service du sang, si vous êtes noble. Le fisc considère dans le sujet de sa Majesté la rondelle imposable, le clergé la rondelle « appartenant à la religion du Roi ».

En fonction de la progression des services de l'Etat commis à s'en occuper, le citoyen moderne a vu multiplier les rondelles qui l'établissaient dans différents droits. Rares sont aujourd'hui les aspects de notre existence qui ne relèvent pas d'une administration. Il y a des services d'Etat pour tout - contrôle des naissances, obsèques, dettes, scènes de ménage - qui calculent au plus près comment faire face au besoin que nous pouvons avoir d'eux.

L'administration des rondelles ne connaît les usagers qu'à travers les besoins qu'ils « ont » - ou *sont* - et pousse le zèle jusqu'à les en informer sous forme d'obligations (ex. : école, vaccination, assurance, port de la ceinture de sécurité). Notre identité devient de plus en plus assujettie à celle que *le gouvernement des besoins* crée.

Ces rondelles et leurs services sont des êtres apparemment irréversibles : qui aujourd'hui peut imaginer une société sans école ? Et l'école sans professeurs, sans diplômes, sans des avantages d'autant plus grands que le temps scolaire est plus long ? Sans crédits suffisants ? Chacune de nos

rondelles devient l'objet d'une attention croissante, en quête de solutions plus performantes, dont le coût monétaire (seul prix en compte, au mépris du coût humain et des ressources naturelles) va lui-même croissant.

Bénéficiant plus ou moins tristement de ce mode de traitement qui nous *industrialise* au même titre que des poulets, des radis ou des pneus, nous craignons à juste titre (au titre de la façon dont nous avons été traités !) le recul du service public. Mais qu'est-ce que cela changerait ? L'Etat n'a jamais eu l'apanage du traitement des usagers par « paquets » de besoins. Son histoire récente est d'ailleurs profondément marquée par sa lutte, sur ce plan même, avec « le privé ». S'il se retire du marché des services, si l'usager ne peut plus les payer *indirectement*, comme il le fait aujourd'hui (et qu'on oublie volontiers), par le biais des taxes et impôts, il devra les acheter directement au privé. Lequel n'a jamais été en reste pour fidéliser la clientèle en *l'industrialisant* via un découpage en rondelles de « besoins » monétairement toujours plus profitables.

Reconstruire l'usager

La maîtrise de leurs usages par les usagers doit donc, me semble-t-il se décliner en trois questions.

1. Quelle maîtrise pouvons-nous avoir de découpages dont tout donne à croire qu'ils sont inhérents au fonctionnement même de la pensée ?

2. Comment les usagers peuvent-ils s'opposer à leur découpage en rondelles de « besoins », telle que la pratiquent tous les prestataires de services, étatiques ou privés ?

3. Quels critères permettent de faire la différence entre l'usager « maître de ses usages » et l'usager asservi à « ses » besoins ?

Des réponses que nous sommes en mesure d'apporter à ces questions dépend la possibilité de mettre en œuvre une société où *la démocratie* soit synonyme d'une *expérimentation permanente* des usages par leurs usagers.

Alors... Une démocratie *expérimentale* ?

C'est une hypothèse. Précisons-la

*

Des besoins aux usages

esquisse d'une société expérimentaliste

□ 1. D'une généralisation à l'autre

Le découpage du « réel » en catégories, la *réalisation catégorielle*, confondue avec la réalité, est en phase avec le langage premier qui, en désignant par des noms, verbes, adjectifs convenus, gère la diversité en distinguant les « objets » les uns des autres. Le mot *Chien* m'épargne d'avoir à recommencer chaque fois la description et l'expérience que j'ai du chien. *Le* placé devant *chien* m'épargne d'avoir à décrire qu'il est fait comme un mâle.

Nommer les choses, animaux et personnes ne facilite pas seulement la communication de ce qu'on sait de X mais aussi l'expression du projet dans lequel il peut entrer. Ainsi « du » chien considéré comme reproducteur par celui qui en fait l'élevage, « du » malade potentiel par l'Etat ou « du » buveur de bière par le brasseur ou ceux qui combattent l'addiction à l'alcool.

La désignation et la distinction sont aidées par des facilités d'opposition (couples de concepts, alternatives *ou/ou*) et des concepts éminemment pratiques, économies en observations plus fines. *Conscience, penser*, par exemple, s'appliquent d'une manière que tout le monde « comprend » aussi facilement que d'avoir, en Occident, à poser son siège sur des chaises et en Orient sur des tapis. Qu'il s'agisse d'usages concrets ou conceptuels, leur généralisation dans un certain « bassin » est tenue pour preuve de leur pertinence.

Un retournement peut donc à tout moment s'opérer, où s'insinue la dérive technocratique dénoncée par des auteurs comme Charbonneau, Ellul ou Illich. Il procède du « découpage en rondelles » (v. article précédent) des existants à des fins utilitaristes. Les gens, les choses ne peuvent bientôt plus se concevoir autrement qu'à travers ce que la généralisation d'une technique en fait. Ainsi de la technique électorale, qui permet de dégager des majorités en faisant de moi un électeur, client potentiel d'un parti. Ou de la technique scolaire qui écluse les différents âges par niveaux et distingue les compétences par des diplômes,

faisant désormais de nous des élèves relevant de telle classe, titulaires de tel bagage. Bâtir ne se conçoit, à chaque époque, qu'à travers les techniques en principe les plus économiques en temps, matériau, main d'œuvre, etc.

Arrive le moment où la généralisation d'une technique² cesse d'être synonyme d'économie - d'efforts, de matériaux, d'énergie. Où elle asservit plus qu'elle libère. Question récurrente : comment contrôler la naissance et l'extension d'un système, alors que nous sommes portés (naturellement ? économiquement ?) à attendre du *systématisation* - de la *rationalisation*, c'est son nom officiel - des performances accrues avec des moyens égaux ou décroissants ?

On n'a pas manqué d'observer de nombreux arrêts de fait. On invoque, pour les expliquer, la résistance du milieu, la contre-productivité à laquelle aboutit tout système à partir d'un certain seuil, l'arrivée d'une nouvelle technique, aux performances pourtant encore minables. La marine

à voile ou à vapeur, les aérostats, la monarchie, étaient encore loin d'avoir épuisé leurs possibilités lorsqu'ils ont été abandonnés. L'extension du capitalisme s'arrêtera probablement de la même manière, non pour ses défauts bien connus mais pour un motif aussi bête - au sens où l'état des finances n'avait rien à voir avec le principe de la puissance royale - qu'on a vu l'état des finances publiques sous Louis XVI aboutir à condamner la monarchie.

L'histoire de ces coups d'arrêts ne manque pas d'intérêt mais les observations et explications qu'ils produisent, à supposer qu'elles soient justes, n'ont d'effet que tardivement, et sur le plan même où elles sont produites : celui de la connaissance ou de la réflexion. Les responsables du système menacé d'arrêt ou construit sur des bases fautives ne le maîtrisent qu'à retardement, par différentes mesures de rattrapage. Le nez sur le guidon, ils poursuivent leur tâche en empilant les réformes au-delà du supportable.

² Ou d'une opposition : vie/mort, esprit/matière, croissance/décroissance

La seule manière d'exercer un contrôle effectif serait donc de commencer par considérer tout ce que nous faisons, aimons, concevons, comme une manière de *faire usage de*. De considérer toute entreprise ou représentation dès le départ comme *une expérience*. On ne serait pas obligé d'attendre que l'histoire décide qu'une expérience a été faite et en dresse le bilan, qu'elle soit cassée ou classée. On pourrait la vivre en tant que telle, en tant qu'expérience, en temps réel. Le principe de précaution et la transparence participeraient intimement de l'entreprise.

Je ne vois pour l'instant que l'économie distributive qui permette de réunir ces conditions, en libérant les usagers du salariat et toute expérimentation, individuelle ou collective, de la nécessité d'en faire du profit monétaire ou de ne l'entreprendre que sur la base de profits antérieurs.

Les premiers distributistes, pourtant, parlaient couramment *d'économie des besoins* et croyaient au planisme d'Etat (l'économie dirigée). Mais ce vocabulaire n'empêche en rien l'outil de base du distributisme, son principe, à savoir *la distribution des revenus proportionnelle à la quantité de richesses produites*, d'offrir les moyens d'une sortie par le haut de problèmes tels que la raréfaction des ressources et la misère de la planète, le chômage, le paiement des retraites, ou l'immigration.

La survie de la planète et de ses usagers dépendent de la mise en œuvre du distributisme. Il vous appartiendra, à vous, jeunes générations, de la traiter de façon totalitaire ou libertaire - ce mot ne me fait pas peur non plus.



Croissance ou décroissance ?

Dans les deux cas la question des usages est posée.

Des usages plutôt que des besoins.

Quels usages nous font les besoins qu'on nous fait ?

Dans quelle écologie d'usages s'imposent-ils,

qui nous en fait perdre la responsabilité - l'expérience ?

2. L'être de besoins et le débesoin d'être

La thèse que je soutiens s'énonce en peu de mots. *La maîtrise de nos usages* - et donc de nos dépenses de travail, de matériaux, d'énergie, de transports, de surveillance - *ne fait sens que si cette maîtrise se fait sur un mode expérimental*.

Je vais préciser ce « mode » et ce critère à mesure. Le critère expérimental me semble en tout cas seul capable de prévenir toute aliénation et plus particulièrement celle qui résulte de la réduction des usagers à leurs besoins et le *croissancisme* - et le prochain *décroissancisme* - liés à ces besoins.

Interrogeons-nous déjà sur un tour de langage qui nous est on ne peut plus spontané mais qui porte à lui seul toute une vision du monde, une certaine sagesse, et donc une philosophie.

Nous sommes en effet attentifs aux différentes aliénations subies ou consenties par les usagers. Des aliénations, c'est-à-dire des pertes de liberté.

Mais ce mot même de liberté entretient le flou, car la liberté de quoi ? La liberté d'être, de faire être les gens, les choses comme ils doivent être, ou la liberté d'expérimenter ?

S'il s'agit d'être, la contradiction est patente, car peut-on être et libre ?

C'est dans cette contradiction que s'enfoncent les tenants, gauche et droite confondues, d'une « liberté » qui saisit la personne et les peuples à travers les besoins qu'ils « ont ». Des besoins dont il devient inconvenant de se demander d'où ils viennent, comment il se fait qu'ils sont et qu'on vous jette à ronger comme étant, comme des données fatales, irréversibles. Vous les avez, vous les êtes - point. Et ce qu'il faut en faire va de soi : il faut les satisfaire, les exalter, les cultiver, puisque c'est d'eux que vous tenez votre identité, votre mérite, votre salaire.

Loin des confusions liées à une idée de liberté conçue en réaction contre la ou les aliénations subies et qui flirte avec l'usage social de s'affirmer en tant qu'*être*, je propose donc plutôt de voir dans nos diverses aliénations - la perte d'initiative, d'inventivité, la dépendance matérielle, salariale - une *perte d'expérience*. Nous ne pouvons pas expérimenter, expérientier comme ou autant que nous le voudrions.

La notion de *besoins* est pour moi, j'y reviens à nouveau, le maître mot de cette perte. Présentés comme *étant*, inscrits - et nous inscrivant - dans un monde de fatalités, nous commençons par les reconnaître dans des fonctions de base comme respirer, boire, manger, dormir, copuler, déféquer, échanger, communiquer. Nous continuons en plaçant sur le même plan « naturel » les usages qui ont pris forme à partir de ces fonctions. Ainsi dormir enchaîne-t-il tout « naturellement » la majorité des Occidentaux à un lit aux draps rabattus sous un matelas. Nous croyons donc en toute bonne foi que nous en avons besoin. De « mieux » en « mieux », qui vont du confort au moindre prix en passant par le jetable, ce que l'usager fait de ses fonctions basiques est guidé par des nécessités secondes qu'il « expérimente » ou « expériencie » d'une manière dérisoire, sous forme de désirs programmés et payants qui violent son consentement, dans la mesure où il est malgré lui obligé de consentir, et même d'en rajouter dans le désir.

A quoi ressemblerait une expérience digne de ce nom ? Au fait qu'elle serait *maîtrisée*. Ce qui signifie deux choses. 1. Que l'usager se conçoive comme un usager, dans un milieu constitué d'usages dont les bases matérielles donnent lieu à une interprétation permanente, fondamentalement ouverte, et que vient précisément fermer ou tente de fermer l'écologie des interprétations dans laquelle nous nous engageons - qui créent des signes de reconnaissance, une économie de la répétition. En d'autres termes, qu'elle soit vécue non plus dans la perspective exclusive d'urgents *besoins* mais dans celle des *usages* qu'on en fait, qui en ont fait l'urgence, au plus près du moment où l'*usage de ces besoins* se décide. 2. Que la décision de poursuivre ou d'arrêter l'expérience soit libre, endogène, dépendant de ce qui est en jeu dans l'expérience elle-même (dans la mesure où elle n'est pas de caractère addictif) et non commandée par des considérations qui lui sont étrangères comme celles du profit monétaire ou symbolique, ou les prochaines pénuries.

Ces deux points demandent une reconversion de l'attention que nous portons aux choses, et qu'on cesse de les construire d'une manière faussement évidente comme *étant*. Ils demandent

de reconnaître qu'elles constituent des ensembles d'usages, une écologie d'usages. Ces usages, leur écologie, résultent de constructions qui ont leur logique et leurs hasards. Ils ont une histoire, et qui se continue à travers nous, une histoire dont il n'y a lieu d'être ni honteux ni fiers. Considérons-la donc comme une suite d'expériences qui viennent « valider », malheureusement sans claire intention ou conscience de le faire, et d'une manière toute provisoire, des hypothèses qui sont celles d'une époque ou d'époques antérieures et qui n'auront jamais d'autre « vérité » que dans le cadre d'une époque ou d'une « continuité vérifique » qui peut enjamber parfois de nombreuses générations mais peut aussi à tout moment être falsifiée, comme l'usage de la plume d'oie³ et de l'encre, les corsets ou les plumes au chapeau.³

Sans jamais le dire aussi clairement, c'est à cette mise en lumière que travaillent l'histoire, l'ethnologie, l'anthropologie, toutes sciences dont les succès éditoriaux et universitaires s'expliquent par l'intérêt spontané qu'éprouvent les usagers envers les usages qui ont précédé les leurs, dont ils tirent, comme leurs ancêtres ou d'autres cultures, leur identité.

Les sciences ne peuvent toutefois nous dire que ce qui s'est fait ou se fait encore⁴. Elles ne peuvent, en tant que sciences, même les sciences de l'évolution, présenter les choses que comme des faits. En présentant ces faits comme autant d'expériences - rien qu'en usant de ce terme - elles sortiraient de leur principale attribution : l'objectivité : commettaient une interprétation.

Se déplacer en rampant, volant, sur deux ou pattes, la forme des marmites et des chaussettes, la politique ordinaire, sont pourtant pétris d'expérimentation. Encore faut-il souligner, concernant les expérimentations culturelles, ce qu'elles ont de limitées, d'infirme, d'« attrapé par la queue », puisque les expérimentateurs n'ont pas les moyens de faire autrement, et qu'à peine ont-ils commencé de faire de cette manière-là (s'ils en ont les moyens sociaux, pécuniers, etc.), il leur faut persévéérer, et que toute autre façon de faire est épierée, refoulée, interdite ou considérée comme un échec.

³ Observons que la reconnaissance du fait qu'il s'agit d'usages se traduit souvent par un regret : *Ce ne sont donc que des usages... Il n'y a donc pas de vérité, etc.*

⁴ J'attire l'attention sur « se fait ». Car il est d'usage de présenter les sciences comme disant « ce qui est » ou « était », et donc, à travers cette présentation en apparence innocente, de sacrifier à la religion de « ce qui est », de ne connaître le réel que comme fatal.

Nous sommes souvent surpris par la façon dont ceux qui ont le plus à souffrir du système actuel rêvent d'acquérir les signes les plus visibles, ostensibles, de la réussite consommatoire. Ils veulent être reconnus par l'*expérience* de cela même qui, dans les conditions actuelles, donne à ce qu'ils *sont* une espèce de consistance. Les marchands de vacances lointaines, automobiles et caviar, de seins en canons de DCA et de ventres musclés, sont avant tout des marchands de signes, et de signe d'*être*, ou d'*en être*, des signes de reconnaissance, et je regrette donc que certains partisans de « la décroissance », soucieux de penser les « valeurs » qu'elle met en jeu, aillent récupérer le désir d'*être* dans les poubelles de la philosophie et les panneaux publicitaires.

résistances

Au lieu de se bourrer aux amphétamines de « l'*être* » en inversant le désir d'*être* *par le plus* en désir d'*être* *par le moins*, ne serait-il pas plus judicieux de poser la question du pouvoir que nous avons sur l'usage des *signes d'être*, des appâts d'*être* ou d'*en être*? Car nous en avons un. Il nous arrive de leur résister, au moins un certain temps. Ceux qui bêlent aujourd'hui après l'*« être »*, revendent le maximum d'*« être »*, ont d'ailleurs le plus souvent commencé par là, lorsqu'ils ont reconnu qu'à travers les « avoirs » qu'on leur proposait, les *besoins* qu'on leur faisait et grâce auxquels ils allaient atteindre un peu de *plus* dans l'*être*, ils se faisaient *avoir*. Mais ne trouvant, pour s'expliquer leur allergie, qu'un langage tout prêt, standardisé, des énoncés faisant intervenir « l'*être* » ou « les besoins », on les voit donc revendiquer cela même qui les fait souffrir, à la manière des salariés qui revendent n'importe quel travail pourvu qu'ils aient un revenu, puisque seul le travail en procure un.

La résistance à « l'*avoir* » et ce qu'on nous fait « être » à travers lui a le plus souvent lieu sans formuler de raisons explicatives claires et ne s'explique pas toujours par la platitude de notre bourse. On aurait donc intérêt, me semble-t-il, à l'interroger et lui faire accoucher des raisons que la marchandisation, l'obligation de se montrer plus grand, plus fort, mieux placé qu'autrui, enterrent promptement. Nous fabriquons des anticorps - ou mieux : des antipraxiques - qui soutiennent un certain *débesoin d'être*, de nous libérer ce qu'on nous fait être à travers les achats utiles à notre survie matérielle et plus utiles encore à une reconnaissance sociale vécue elle aussi sur un mode concurrentiel. Mais qu'il s'agisse de *besoin* ou de *débesoin*, on est toujours, comme le mot « *besoin* » l'indique, dans l'*urgence*, le tragique,

le « que vais-je être », « que suis-je d'autre » ? Ce qui ne prédispose pas à mettre en rapport le profit commercial, monétaire, de ce qu'on nous fait espérer d'*être*, et la façon dont il modifie l'*humain* et l'*écologique*. A nous donc de travailler à une prédisposition contraire...

□□

3. Du technocratisme à l'expérimentalisme.

Mettre en rapport le profit monétaire, des modèles qu'on nous invite à suivre ou être et la façon dont ce profit modifie les rapports entre eux et avec leur planète n'a d'intérêt que si les usagers peuvent intervenir sur la production de ces modèles et donc sur la production tout entière.

Les cent dernières années et les périls qui nous menacent permettent de tirer quelques leçons de deux « expériences », l'une qui s'est mal terminée, l'autre qui se terminera probablement encore plus mal. Ni l'une ni l'autre n'a en effet été ou n'est encore vécue sur un mode expérimental.

L'expérience soviétique, pour ses promoteurs et protagonistes, ne se présente jamais, faut-il le rappeler, comme une expérience. Elle était dictée par l'*Histoire*, elle en réalisait le plan. Le Peuple allait enfin entrer en possession des moyens de production, et donc répondre quasiment en temps réel aux *besoins* qu'il avait, dont la *réalité* serait reconnue et la *planification* assurée par son émanation. Le Parti, donc imposait le Plan. Lequel devait être suivi comme on suit un ordre, et surtout pas comme on procède à une expérience, avec à tout moment la possibilité d'interrompre. Ceux qui n'exécutaient pas comme prévu étaient condamnés. Et quand le Plan conduisait à des catastrophes, c'était au tour de ses auteurs de l'*être*.

Le *centralisme démocratique*, remarquable oxymore, était formellement avalisé par un appareil censé démocratique (élu à 99%) qui obligeait la faction en place à conduire les choses jusqu'au bout d'une manière suicidaire.

En comparaison de l'étendue des erreurs commises, du goulag et des purges, le système « occidental » semble autrement doux et intelligent. Mais prédispose-t-il pour autant à expérimenter ?

Côté entrepreneurs, les initiatives sont lancées comme des offensives militaires. Les PDG ont intérêt à jouer l'autorité, l'*urgence*, les besoins de l'*entreprise*, et de rappeler que tout ce qui est bon pour *General Motors* est bon pour l'*Amérique*.

*La démocratie ne peut se faire concrètement démocratique
que si toutes les entreprises sont conçues comme des expériences
et ne perdent à aucun moment leur caractère expérimental.*

A terme les expériences qu'ils conduisent - car elles en sont malgré eux : ils ne peuvent jamais être sûrs à 100% - ne leur apprennent quelque chose d'utile que sous l'angle des comptes de bilan. A leurs actionnaires elles n'apprennent rien non plus, sinon à surveiller davantage la gouvernance des entreprises où ils investissent. Quant aux usagers, à qui on ne demande rien d'autre que d'*y croire*, d'acheter, de se plier à l'usage - la modélisation - qu'on fait de leurs « besoins » et qui sont victimes de l'expérience, ils ne tirent de son échec qu'un nouveau couplet sur les « gros », « le fric », etc.

Côté gouvernants, il leur faut eux aussi se montrer sûrs d'eux. Même lorsqu'ils sont venus au pouvoir à partir de majorités souvent très faibles, on les voit donc soutenir des opérations comme celles des abattoirs de La Villette ou du Crédit Lyonnais, les autoroutes inutiles, le tout-nucléaire, et souvent même avaliser les mesures prises par les élus précédents (n'ont-elles pas, à travers eux, été voulues par le Peuple ?). L'inertie administrative, le souci d'éviter l'opprobre à la classe politique dont on fait partie, tout conspire à étouffer abus de pouvoir et coups fourrés. Ceux qui voient plus vite que d'autres venir l'impasse, l'échec, ne peuvent donc le signifier que sous la forme dénonciatrice, accusatoire, et au final se réjouissent que les expériences en cours tournent au massacre. Il leur vaudra des voix.

La technocratie profite de chaque changement de majorité pour asseoir sa puissance. Elle flatte le pouvoir par l'emploi de « mesures » survisibles ou surdiscrètes, présentées comme seules possibles et devant être vigoureusement conduites. Aucun recul n'est possible et lorsque des affaires comme celles du sang contaminé ou de l'amiante éclatent, leur triste « expérience » contribue encore à entretenir la culture du secret.

Une culture d'expérience

Que *Démocratie capitaliste* et *Centralisme démocratique* soient des contradictions dans les termes, la façon dont les usagers, dans les deux cas, sont dépossédés de l'usage qu'ils font de leur vie, via les besoins à travers lesquels on les industrialise le démontre suffisamment.

Mais quoi ? Les Soviétiques ne se sont-ils pas arrangés de la leur soixante-dix ans durant ? C'est

bien la preuve qu'une contradiction dans les termes n'a rien de mortel. Celle-là a vécu. La démocratie capitaliste, même si elle en est une autre, en aura finalement triomphé. Bravo. C'est bien la preuve que... Alors qu'est-ce que vous voulez mettre à la place ? Réponse : *une démocratie expérimentale*.

C'est le moment d'introduire quelques balises.

A « la démocratie » en effet, nous continuons tous de croire. **PROSPER** aussi, puisqu'il reprend le terme. Les ravages et contradictions de la démocratie dont nous sommes acteurs et témoins entretiennent malgré tout l'espoir.

Beaucoup d'entre nous mettent aujourd'hui leurs espoirs dans la « *démocratie directe* » ou « *participative* ». Rien que d'envisager un usage amélioré de la *démocratie*, ils se figurent aussitôt que les citoyens - des usagers découpés en rondelles de droits et devoirs par la technocratie d'Etat - seront appelés comme aujourd'hui à aller voter - ou alors ce ne serait plus une *démocratie* ? Les nouvelles conditions les conduiront aux urnes avec une allégresse renouvelée...

Ayant suffisamment constaté que la délégation de pouvoir par élection ne garantissait nullement un exercice démocratique plein et entier, certains parmi nous pensent pouvoir corriger ce grave défaut en instituant *le mandat impératif*.

Mais quelle garantie avons-nous que le mandat impératif irait forcément dans le sens d'une expérimentation à ciel ouvert et permanente ? Admettons même que le mandat des élus ne leur soit donné qu'à partir de 75 ou 80% des voix. Il est tout à fait possible de mandater quelqu'un à 100% pour faire de grosses bêtises. Sans pour autant le défendre, reconnaissions que le système actuel, en ne contraignant pas les mandatés d'exécuter le programme qu'ils affichent la veille des élections, est d'une certaine façon plus prudent. Il autorise l'élu, quitte à passer pour un menteur, à des abandons de dernière minute. Il le projette même, s'il veut aboutir, dans une certaine forme d'expérimentation. Laquelle porte il est vrai plus souvent davantage sur la question de savoir jusqu'où il peut aller dans l'affrontement des lobbies en place ou de l'opinion publique que sur les effets produits par des mesures nouvelles. L'élu mandaté à 100% et projeté dans la réalité n'a plus aucun motif de prendre des précautions. On court le risque de pratiquer avec plus de furie encore le tout ou rien.

Ceci compris, c'est donc le principe même de la délégation de pouvoir qu'il nous faut mettre en cause : la manipulation des majorités pour obtenir le pouvoir, au risque que le dit pouvoir, une fois obtenu devienne fou.

Retour, donc, à la case départ : comment faire autrement ? Réponse : en libérant *les expériences* de toutes les contraintes autres que celles qui doivent la valider, à savoir le bien de tous - *demos* et planète confondus.

Mais ici, attention. Ce « bien de tous » auquel je viens de me référer, le bien du *demos* dans son ensemble, et de sa planète, s'il veut survivre, ce bien, aussi « clair » nous apparaisse-t-il, peut se faire, *démocratiquement* parlant, trompeur. Une fois connu, reconnu, applaudi, ne sera-t-on pas tenté de considérer le principe de sa mise en œuvre comme acquise, et donc *la technologie* sur laquelle elle s'appuie ? Et de s'abandonner à celle-ci et sans cesse l'améliorer sans davantage se poser de question ? N'est-ce pas finalement toujours l'essor de sa technologie qui valide l'entreprise et

confisque ce qu'elle peut avoir d'expérimental ? L'observation de ce qui ronge aussi bien que de ce qui prolonge l'entreprise devient de plus en plus difficile. L'expérience est bientôt bloquée. N'est-ce pas ce qui s'est passé dans l'extension du leninisme ou la nucléarisation de la société ?

Nous tenons là une des raisons pour lesquelles *expérience* et *entreprise* doivent absolument se faire synonymes dans leurs moindres recoins. Ce n'est pas la seule, nous le verrons, mais pour l'instant allons au principal : à quelles conditions la liberté d'expérimenter sera-t-elle garantie ?

Via les expériences soviétiques et capitalistes qui n'en sont pas j'en ai déjà indiqué deux : l'abandon du salariat, qui met le producteur à la merci de ce qu'il expérimente, et la délégation de pouvoir par système électif, où le producteur s'en remet aux expériences qu'on aura décidé en son nom. Alors comment ça va se passer ?

XXX

Débat

Pourquoi nier qu'il existe des besoins ?

Il faut manger pour vivre... Encore faut-il distinguer entre les besoins ou nécessités de base - ex. : la ration alimentaire - et les usages qui en sont faits, qui se traduisent par des « besoins » autrement terrifiants.

Terrifiants, sinon terroristes, au sens où celui qui ne satisfait pas « ses » besoins comme la technocratie l'a décidé - dans une logique qui prétend être la bonne, pour son bien - se complique la vie. Terrifiants au sens où l'ensemble des besoins nés du traitement des besoins de base n'arrête pas de croître et que la planète n'en peut plus.

On ne peut pas « faire la décroissance » les yeux rivés sur *les besoins*. Vous les y river, c'est ce que fait, « veut » l'idéologie croissanciste.

Dans *Le savetier et le financier*, de La Fontaine, le savetier se plaint que « Monsieur le Curé, de quelque saint nouveau, charge toujours son prône ». La religion de la croissance a remplacé les saints par des besoins dont nous sommes de plus en plus dépendants et qui ne résolvent pas pour autant la question des besoins de base. Inutile de vous rappeler que le jour même où l'agriculteur va porter sa production à détruire pour soutenir les cours, plusieurs milliers d'hommes meurent de faim ?

Le « citoyen » est une conquête de la démocratie. Pourquoi y renoncer ?

En créant le *citoyen* la démocratie grecque distingue *l'homme libre* de l'*esclave* et de l'*étranger*, qui n'ont pas droit de décision. N'est-ce pas admirable... ? Il nous faut depuis comme arracher la démocratie à la Grèce, au très mauvais exemple « grec ».

User sans précaution du terme de « besoins » c'est consentir à rebondir d'un besoin à un autre, à devoir les justifier les uns après les autres, ou les condamner en tant que besoins...

Mais si vous les condamnez en tant que besoins, réaction fréquente en milieu écolo, il va donc falloir vous en passer ?

Que signifie « je m'en passe » ? Formés comme nous le sommes à « parler besoins », la première réponse qui nous vient est que *nous n'en avons pas besoin...* Ou que nous avons *besoin d'autre chose*. Quoi de changé ? Nous continuons de coller à la nécessité.

Essayez plutôt : « je n'en ai pas l'usage » ? Vous allez soudain faire un pas de côté. Vous allez voir les besoins que vous « avez », qu'on vous a faits, sous l'angle *des usages qu'ils vous font*.

N'est-ce pas le genre de regard que devrait rechercher ou développer déjà quelqu'un qui cherche à maîtriser la croissance ? Voir partout des façons de faire, des usages - qui, comme tels, ont une histoire, et qui auraient pu se faire très différente - laisse une marge d'appréciation que n'ont pas les besoins.

« La citoyenneté » a jusqu'à présent été considérée comme un *état*, l'état d'un citoyen dans un Etat qui, prenant appui sur l'*« état »* de ses citoyens, n'a cessé de croître et d'embellir. C'est pour l'instant encore l'état d'une clientèle, et pas seulement électorale.

L'Etat et l'économie dans son ensemble établissent leur puissance en construisant le citoyen/client comme un être aux besoins duquel il faut faire droit, et qui dépend de ce fait de plus en plus de l'Etat ou *des entrepreneurs* - privés ou politiques - *en besoins*.

La notion de citoyenneté est aussi difficile à rejeter que celle de démocratie. Alors reconstruisons-la sur d'autres bases que celles d'une clientèle, dont on connaît les besoins et qui ne peut s'exprimer qu'à travers les besoins dont elle peut faire état - ou Etat.

Un citoyen « expérimental », c'est quelqu'un sur qui on peut faire des expériences... ?

C'est bien ce qui se passe aujourd'hui et précisément ce que **PROSPER** refuse. Faire de nous des cobayes. Et pire encore : des cobayes participatifs et hyperactifs. Voyez le succès croissant de Salons comme celui du *Développement personnel* !

Nous sortons à peine de l'âge des certitudes. Au début la science elle-même se voulait une source de

certitudes. Aujourd'hui nous arrivons heureusement arrivés à l'idée qu'il n'y a de vérité que si elle peut être falsifiée, ou alors c'est une croyance, elle n'est plus maîtrisée, elle est établie.

A nous de trouver une économie, un droit, où la possibilité de falsifier ce qu'on pose comme « étant » soit en permanence ouverte.

Tu utilises la vogue de la décroissance pour placer l'économie distributive... ?

Dois-je cacher qu'il existe au moins une alternative sérieuse à l'économie du profit, une économie où faire des profits monétaires ne s'impose plus ? Ce serait comme si Galilée avait gardé pour lui que la Terre tourne autour du Soleil. Les bases de cette nouvelle économie ont été jetées par ce qu'on appelle « économie distributive ». **PROSPER** respecte cet

apport. Il l'a toutefois maintenant largement dépassé. A la limite, il ne l'intéresse plus qu'à titre historique et c'est pourquoi les lecteurs qui l'ont bien compris proposent de changer de terme. Reste qu'en matière de *maîtrise de leurs usages par les usagers*, il faut encore - il faudra toujours - chercher, et les ateliers des EGDE ou du PPLD peuvent y aider.

Si je résume, « la maîtrise de leurs usages par les usagers » ne se déduit pas de l'économie distributive. Les distributistes historiques ne s'en souciaient pas, ou seulement à travers un planisme d'Etat assorti d'un inquiétant « service social » ou « contrat civique »...

« La maîtrise de leurs usages par les usagers » par contre intègre le distributisme. Elle le fait dans un tout autre cadre. Pourquoi ne pas le dire, mieux le définir ?

Dans ses premiers numéros PROSPER a parlé d'« usologie ». Le mot revient de temps en temps. Tu parles de recherches à mener au sujet de la maîtrise des usages. Pourquoi pas sous ce mot-là ? C'est encore une bannière... Mais on peut essayer ?



De l'écologie à l'usologie

Ecologie : *discours (logos), sur la maison.* **Usologie** : *discours sur les usages (usus).*

Le vocable *usologie* a été imprimé pour la première fois dans la revue du MAUSS (*Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales*) n° 14, automne 1991 : *Penser usages, introduction à l'usologie.*

Il existe une Association 1901 à ce nom.

Des *Cahiers d'Usologie* ont été édités de 1992 à 1996, l'un d'eux préfacé par François Dagognet.

Du clampin lambda à l'usologue

L'usologie est le produit de la convergence de plusieurs « objets » d'observation. Elle résulte d'opérations qui ont eu lieu dans un certain crâne à une certaine époque, mais rien ne vous empêche de tester si, dans votre propre crâne et à votre époque, vos observations n'iraient pas dans le même sens.

▫ Débrouille et bricolage :

Pendant la guerre : les enfants participent à la lutte pour la survie en découvrant souvent bien avant les adultes des possibilités inédites. Ils sont aux premières loges pour observer les écarts par rapport aux normes et les justifications qui leur sont données. *Vous ne pourrez plus jamais entendre dire (ou prononcer vous-même « il faut ») sans subodorer le bricolage.*

La guerre finie, les départs dans la vie sont encore difficiles et « les économies » continuent. Elles se font imitatives (une table avec une vieille porte, un range-livres avec des caisses) ou créatives : de quatre pieds sculptés, d'un sommier à ressort, etc., a-t-on bien l'usage ? Un panneau d'aggloméré, deux roues et un vague rembourrage déconstruisent la notion de « lit » et en construisent une autre.

Lecture des bidonvilles comme lieu d'un « design » sauvage... des conduites déviantes comme de façons de raccourcir la distance par rapport aux modèles dominants...

Les banlieusards et les libertés qu'ils osent prendre vis-à-vis des professionnels...

La conquête ouvrière des « manières » de la bourgeoisie, via le pavillon et l'auto.

Roland Barthes (*Mythologies*). Baudrillard (*Le système des objets, Pour une économie politique du signe*). Combats intimes entre votre tolérance au technique, via la débrouillardise imitatrice et créatrice, et la façon dont la technocratie étend son règne (Ellul, déjà, et pas seulement lui).

Ebauche de distinction entre usages et besoins.

▫ Les « généralèmes »

Appliqués à nos congénères.

39-45 : « les » Boches, Alliés, Résistants, Collabos. L'Etat Français enquête dans les écoles pour savoir la religion des élèves. Tant pis pour vous si vous « êtes » Juif ou protestant (« comme » l'occupant). La guerre n'aura cependant fait qu'exacerber les couleurs de « l'être ». Les généralèmes sévissent dans la plus commune des conversations. « Les » belles-mères, « les » patrons, « les » propriétaires, « les » riches, « les »... Racisme, xénophobie, antisémitisme, sexism : « les ».

Comment font-« ils » pour « être » ainsi ? Peut-on « les » empêcher d'*être* aussi négativement ? Oui, à condition de trouver des activités communes : ainsi change-t-on « les » Boches en Allemands grâce à la Communauté du Charbon et de l'Acier...

Appliqués au vivant. Répulsions et attirances : *contre* l'araignée, la souris, *pour* le chat, la rose.

Appliqués aux manières de faire : « ça ne se fait pas », « on » doit faire. Et tout à coup, voilà qu'on le peut... et qu'on s'en fait un nouveau devoir. Histoire culturelle.

Appliqués à « la réalité » : « il y a », c'est prouvé ! Comment naissent les évidences.

Aux interprétations personnelles : Je suis Verseau, Balance, fils unique, etc.

« Généralèmes » égale *recherche de sécurité, bouclage utilitariste*.

Cette ébauche de contestation contre « le faire être », son « roman » et ses violences, emprunte encore, remarquons-le, à cela même qu'elle conteste (elle généralise « faire être » comme concept).

▫ Des faits aux usages

« La Science » fut admirée pour sa capacité de débusquer et d'observer objectivement « des faits » toujours nouveaux. Ce qui la distinguait de la religion et de ses croyances.

Ces faits, pourtant, rien que pour les « observer », il faut les construire, et ensuite les interpréter ? Les performances d'instruments d'observation nouveaux obligent à reconstruire certaines « données » qui venaient à point pour illustrer des interprétations courantes.

On a fini par prendre la chose suffisamment au sérieux pour que « la science » n'ait plus aujourd'hui d'intérêt ou droit à notre reconnaissance que pour autant qu'elle se fait *recherche*. On en vient même à considérer que toute conclusion qui n'est pas falsifiable (qui ne donne pas lieu à une expérience qui puisse la contredire) relève de la croyance (v. Karl Popper).

Que peut-on donc mettre en observation et dont l'observation se fasse toujours falsifiable ?

« Des faits » ? Leur notion est malade du *faire être* (les faits *sont* les faits)...

Pourquoi pas plutôt *des manières de faire, de se faire, ou usages*, qu'ils se présentent comme ayant une certaine répétitivité (« lois », « us et coutumes ») ou s'improvisent dans l'instant ? « Des faits » nous faisons usage, en les incorporant à des usages (des applications plus ou moins généralisées) qui se font confirmer ou infirmer « à l'usage », un usage que nous avons tendance à fixer comme *étant* (la seule chose à faire) ou à justifier comme participant de la nature des choses (on s'en fait « une religion » !).

La lecture « u »

Si on veut savoir de quoi on parle, une mise en observation aussi complète que possible d'un « objet », objet matériel, concept, institution ou énoncé (proposition, affirmation), doit répondre à trois questions :

▫ 1. De quoi X (l'objet observé) fait-il usage ?

Que faut-il pour *le faire* ? Il utilise quoi, selon quels modèles ?

(Essayez en vous référant à une table, une poule ou un concept comme « la nation »)

▫ 2. Dans quel environnement d'usages ?

X existe dans un certain « milieu », qu'il confirme, qui rétroagit sur lui ou sur lequel il anticipe. Ex. : l'usage de la table confirme un milieu où il y a des chaises, des sols suffisamment plats pour que quatre pieds « posent » en même temps, des opérations que la table facilite, etc... Sans cet ensemble d'usages, en d'autres termes, « la table » n'existerait pas. La table n'existe pas autrement qu'*en usage*. Mais c'est vrai aussi du chêne et du roseau, de Marie et de Pierre, de tout ce que j'affirme ou tente de vérifier.

▫ 3. De quoi d'autre X peut-il faire usage, quels autres usages peut-on en faire ?

La table peut utiliser d'autres matériaux, n'avoir que trois pieds ou cinq, se faire ronde ou ovale, en fonction des usages qu'on en « a » dans un certain environnement d'usages. Toute introduction de nouveau matériau réagit sur l'environnement, et tout nouvel usage peut conduire à des solutions matérielles inédites (voir l'invasion du plastique dans les jardins).

Applications

Lecture « u » et dépassement de l'essentialisme (des « généralèmes »).

Elle n'explique plus les gens, les choses, par l'invérifiable « nature » qu'ils ont. Tel comportement par le « fait » que son auteur est Français, de tel genre, actif, nerveux, primaire, Balance, de tel âge.... Elle fait apparaître qu'on fait usage d'*« elle »* ou *« lui »* selon des « généralèmes » dont l'observation « u » montre la complexité et qu'ils « prouvent » par cela même qu'il faudrait pouvoir prouver (leur nature). Les « façons d'être » s'observent désormais comme des *façons de faire*, qui peuvent toujours changer.

La lecture usologique méthodique augmente nos performances observationnelles.

La lecture « u » n'invente rien. Elle opère spontanément chez tout usager, professionnel de la recherche ou clépin de base. Nous n'arrêtions pas d'observer de quoi les choses sont faites, que ce soit pour les reproduire ou les manger. Le regard que nous portons sur les choses, les gens, ne cesse de les comparer à d'autres ou à la précédente façon dont ils sont apparus. Etant intéressés à leur remplacement ou leur conservation, nous y faisons entrer ou projetons d'y faire entrer de nouvelles utilisations ou modèles qui anticipent sur un nouvel environnement, ou au contraire, partant d'un environnement qui a globalement changé, nous essayons de les y faire malgré tout entrer (ex : récupération des antiquités, du folklore). Dans ce flou observationnel résident nos capacités d'adaptation... et aussi (hélas !) de conclure (*c'est*).

La lecture « u » et la maîtrise des usages observationnels

Que la lecture « u » remplisse le programme qu'on attend de l'observation scientifique - ou de la simple honnêteté - ne tient pas seulement à la façon dont elle « environne » X. Elle tient aussi et surtout à ceci qu'en rappelant l'interdépendance de X et de son environnement et que cette interdépendance ne cesse de se reconstruire, elle fait de X un « objet flottant », qui met l'**expérienciation** au centre de la connaissance. Contrairement aux conceptions classiques qui réduisent la perception du donné à une *image* ou la font dépendre des cases ou *schèmes* dans lesquels elle entre, l'usologue considère tout ce dont il est fait usage, par un « usager » naturel ou humain, comme une « expérience » (plutôt qu'*« objet d'expérience »*) dans un continuum expérientiel. La question qui, dans la lecture « u », vient en troisième position, se fait en réalité première ou primitive. La maîtrise des connaissances, *ou des usages*, n'en fait une que si elle conserve la capacité de se modifier. Autrement elle devient - et toute la société avec elle - dogmatique.

L'usologie politique

La gestion des rapports *homme/nature* a largement débordé le champ des recherches visant à placer les espèces dans leur environnement. Elle est devenue, au cours des cinquante dernières années, un enjeu de société. Elle se complique aujourd'hui d'une écologie *civilisationnelle* qui met aux prises les usages des populations autochtones et migrantes aussi bien au plan matériel que religieux, les différences de « développement » entre le Nord et le sud, sur fond de raréfaction des ressources.

L'écologie politique ne répond qu'imparfaitement aux questions posées par cet ensemble. Reconnaissions-lui le mérite d'avoir alerté le public sur des usages relatifs à l'énergie, les pesticides, l'amiante, les OGM, etc., et plus généralement l'*usage* des ressources, mais elle s'est arrêtée à *moraliser ces usages* dans le cadre de l'économie capitaliste.

Tout en critiquant l'usage capitaliste de la planète c'est toujours à lui qu'elle fait appel, afin de créer d'autres sources de profits grâce à des produits et appareils économies en ressources, créateurs de nouveaux emplois (on ne dit pas combien ils en supprimeront) et dont l'usage (à commencer par leur vente) dépendra de la hauteur des revenus ou de la redistribution des profits.

Les refus de l'écologiste de base (lutte contre le nucléaire, les OGM, etc.) se soldent donc par une mise sous surveillance accrue des usagers, les prises de décision de plus en plus secrètes. Sans compter qu'une

déconsommation massive déstabiliseraient le système qui assure actuellement à tous les moyens de survivre (que ce soit par le salariat ou des mesures d'assistance).

L'usologie politique, bien qu'elle reste à ce jour encore largement à inventer, lève ces hypothèques.

Elle met, nous l'avons vu, la maîtrise des usages, aussi bien représentationnels que matériels, au centre du dispositif. **Or une telle maîtrise n'a de sens qu'à trois conditions : pouvoir les conserver, en changer, en admettre d'autres que les siens**, sous la forme d'une expérienciation continue et ouverte.

Aucune de ces conditions n'est actuellement satisfaites, ni dans le cadre d'Etats non laïques, ni dans celui des démocraties dites libérales, qui imposent aux usagers des productions et consommations qui répondent à l'urgence de faire des profits monétaires et où on toutes les institutions favorables à l'épanouissement des personnes et la défense de l'environnement (école, santé, transports, retraites, investissement personnel dans une activité, recherche) sont aujourd'hui menacées ou régressent pour des raisons systémiques (où la redistribution des profits et la soumission des consciences sont intimement mêlées).

L'écologie politique, bien qu'elle porte déjà sur *des usages*, n'a pas une conception aussi radicale de la maîtrise des usages par les usagers. Ce qui explique sa soumission au système actuel.

L'adoption des principes du distributisme est pour *l'usologie politique* le moyen de sortir par le haut de la crise écologique et civilisationnelle. La nécessaire déconsommation, le pluralisme des usages, la relocalisation, deviennent matériellement envisageables et concevables comme des valeurs ou pratiques universelles.

*...Et a fortiori si on abolit l'argent !!
PROSPER a depuis (à partir du n°26)
introduit l'idée de « banques de données
usologiques », traitant les « données »
fournies selon la méthode U pour dégager
leur singularité et enrichir les « expériences »
auxquelles elles s'intègrent.*

un budget sans argent

Le budget est la voie la plus directe
pour éduquer à l'économie
et interroger ceux verrouillent l'avenir dans le copier-coller du présent.

Budget évoque aussitôt l'argent.

Gérer un budget n'est-ce pas gérer de l'argent ?
Oui et non. La gestion d'un budget sous forme d'argent n'est qu'un cas particulier de budget. La survie animale ou végétale résulte, comme celle des humanoïdes, d'un budget en équilibre.

Chaque espèce animale et végétale doit, elle aussi, gérer un budget. Un budget où elle ne verse ni sou ni centime, mais aussi rigoureusement tenu que le nôtre.

Ce que chaque espèce consomme ne doit pas dépasser l'offre des ressources locales. Quand ce dépassement se produit, l'espèce doit chercher ailleurs : ses ailes et pattes lui sont alors bien utiles, et ses prédateurs mêmes, qui limitent le nombre de consommateurs ou disséminent les graines après un transit stomacal et intestinal qui les livre dans leur futur domicile dans un emballage recyclable.

Pour gérer ce budget-là, le budget naturel, les humains eux aussi ont migré. Chaque migration élevait derrière elle des barrières. Il fallait être très puissant pour les abattre et se procurer les richesses qu'elles protégeaient.

Pour remplacer la violence M. de Montesquieu appelait à la généralisation du « doux commerce », qui remplacerait universellement les échanges de coups par l'échange de biens.

Le doux commerce, pourtant, de son temps déjà, n'hésitait pas à s'appuyer sur la force des armées pour s'assurer des ressources. Encore au XXe, quelques uns parlèrent - mais qui s'en souvient ? - d'« espace vital ». La force de l'argent, bien plus subtile, et tellement plus intelligente, a créé la concurrence marchande, et en pleine paix la guerre universelle.

La circulation des ressources tend donc à remplacer - mais n'abolira jamais entièrement ! - celle des peuples.

Des échanges de plus en plus lointains sont assurés entre des inconnus qui ne communiquent entre eux que par la commune confiance qu'ils ont dans un produit qui s'applique à tous les produits et leur permet d'assurer l'échange.

Ce produit c'est l'argent.

L'argent, donné en échange des richesses dont vous avez l'usage, facilite les échanges. Il les facilite au point qu'on n'échange plus que par son entremise. Au point d'abandonner l'exploitation des ressources locales. Si importer le charbon du Katanga revient moins cher à quoi bon fatiguer les mineurs d'Hénin-Liétard ou d'Alès. Idem pour des salades ou les fraises.

Ceux qui échangeaient leur droit de vivre sur place contre leur force de travail salariée n'ont qu'à aller s'échanger ailleurs. L'argent vous donnait le droit de vivre sur place ? L'argent vous l'a retiré. Dites merci à l'Argent comme Job dit merci à Dieu qui l'a enrichi et ruiné. Que sa volonté soit faite.

Le schéma économique de base, sur la base actuelle, est donc celui-ci :

Que les ressources dont vous avez l'usage soient là ou ailleurs, vous ne pouvez en disposer qu'en les achetant. Pour les acheter, même chez vous, il faut avoir les sous.

Pour avoir les sous il faut avoir au préalable produit des choses comme des tapis, des appareils, n'importe quoi, disposer de ressources ou richesses convertibles en argent.

Pour avoir des sous, il faut qu'au prix où vous allez vendre ce qui doit vous en procurer, ce que vous allez vendre trouve des clients.

Ces clients vous achèteront d'autant plus volontiers que vos produits seront offerts à bas prix.

Comment produire à bas prix ? La division du travail, la formation professionnelle, l'emploi de machines, la qualité de ce qui entre dans la fabrication et celle du produit qui en sort sont conditionnés par les prix. Vous croyez que votre entreprise a pour but de produire des salades, des machines à laver ou des nuitées d'hôtel ? Erreur. Elle en produit aussi mais produit d'abord et avant tout des prix. Pour avoir des sous il faut vendre des sous. Il faut vendre *des prix* pas trop élevés pour vendre plus sûrement, et faire des « rentrées » d'argent plus abondantes.

Si beaucoup de producteurs produisent les mêmes richesses, ou, s'agissant des richesses agricoles, si les récoltes ont été abondantes, les prix chutent. Les sous que vous avez investis pour produire des sous ne sont plus compensés par des rentrées suffisantes d'autres sous. Toutes les belles et bonnes choses éminemment utiles que vous avez produites restent sur le carreau. Les moches, mauvaises et inutiles aussi, et leurs méchants producteurs, selon la morale écolo, sont bien punis. Que leur punition fasse autant de dégâts que celle des gentils producteurs, la morale écolo attendra encore un peu avant d'y penser.

Inversement, si les ressources de base et les produits de première nécessité se raréfient, leur prix augmente. Vous avez du mal à les acheter. L'augmentation se traduit par un prix plus élevé de vos produits. Vous rognez sur la qualité. Vous avez malgré tout encore du mal à les écouter. Idem si les travailleurs se font payer trop cher. Un brave petit volant de chômage entre 8 et 12%, dans une économie qui produit et vend des sous, ça rend les échines plus souples.

Ajoutons que lorsque les rentrées d'argent sont trop abondantes, tout se passe comme pour les récoltes : l'argent se déprécie et l'inflation pointe son nez.

Tout cela, nous le savons. Nous ne le savons même que trop. Nous le savons au point de ne plus voir ni vouloir savoir que le problème engendré par l'obligation d'avoir des sous pour acheter et l'obligation inverse de récupérer des sous après avoir vendu, ce problème est entièrement créé par l'outil de l'échange. Il est créé par les sous. Il provient du seul fait que le budget des entrées et sorties, aussi bien matérielles qu'immatérielles, pour produire du blé ou de la connaissance, est réglé par des sous.

Peut-on attendre du problème créé par les sous qu'il soit réglé par les sous ?

C'est la méthode de l'économie actuelle, sur laquelle s'est aligné le philosophe Roger-Pol Droit, qui, dialoguant avec un banquier, reprend à sa

façon la grande idée de la Croix Rouge, qui civilisa la guerre : blessez-vous les uns les autres, nous vous soignerons tous également.

S'avisant que notre civilisation est celle de l'argent Roger-Pol Droit propose bravement de civiliser l'argent.⁽⁵⁾ N'est-ce pas séduisant ? Mais n'est-ce pas à quoi s'efforcent depuis toujours les travailleurs quand ils réclament des augmentations de salaire ? Et les entrepreneurs et banquiers, qui facilitent les échanges en augmentant sous par sou la masse argentière ? N'oubliions pas les post-écolos, qui voient les profits de l'avenir en vert. Roger-Pol Droit ne risque pas de manquer de compagnie.

La création de richesses et leur circulation, dont notre civilisation s'honneure, exigent toujours plus d'argent. Les crises ? Les bulles ? Détails ! La civilisation avance « quand même », et comme la civilisation c'est beau, ne vous plaignez pas.

Elle rapproche aussi du grand trou du budget planétaire. **PROSPER** n'est plus tout seul à le dire. Mais il est le seul pour l'instant à montrer comment l'éviter, et pour bien expliquer la différence il recourt à la petite histoire du fou qui se frappe la tête avec un marteau.

Vous la connaissez. Le pauvre homme, tout le monde lui dit qu'il est fou.

Il répond qu'il le sait. Mais qu'est-ce que ça fait du bien quand il arrête !

Alors, pour sentir à nouveau le bien que ça fait, il recommence.

Nos amis de la Décroissance ont la sagesse du fou qui se frapperait un peu moins fort ou moins souvent la tête. Ils proposent de dépenser moins. Mais pour dépenser moins ? Il faut commencer par dépenser. Il faut avoir des sous, et même des gros, pour faire des panneaux solaires ou des éoliennes. Alors écoutez bien le bruit que ça fait quand on vous martelle la Décroissance : c'est celui de la bonne cause, celle de l'Argent.

PROSPER jette le marteau.

Il jette les sous. Il dit « cause toujours », car on peut créer des richesses et les échanger sans un sou.

Au début, ceux qui entendent ça croient qu'il veut revenir au troc : ni moderne, ni vraiment pratique, et même dangereux...

Et puis ils écoutent mieux un peu mieux et ils entendent prononcer « codes-barres ».

Levée de boucliers. Quoi ? Nous mettre sous haute surveillance avec ces trucs-là ?

Qui s'en est servi les premiers ? Ces salauds de commerçants, les capitalistes, et la police !

Fichage ADN, puces RFID, tout y passe.

⁽⁵⁾ Roger-Pol Droit et François Henrot, **Le philosophe et le banquier**, PLON, Tribune libre, 2010.

Argument suprême : les codes-barres, c'est comme toutes les techniques, fragile-fragile ! La moindre panne d'électricité, crac ! Sans compter les espions.

Comment répondre à ce genre d'objections ?

A celle du retour au troc, je renvoie à la leçon d'Achille Talon, qui fut B-dessinée à l'usage des employés d'une grande banque. Elle décrit l'Ile de Sanzunron, où chacun troque à tout va. Des malfrats en profitent... Mais voici qu'un ex-banquier, curieux de l'expérience sanzunronienne, s'introduit dans la place et y régule les trocs.

Incidemment, la BD vous apprend que les banques ont toujours fonctionné sur cette base-là : un troc dont les multiples échangeurs ne se connaissent pas, un troc habillé par le crédit qu'elles font aux richesses à venir. A la fin de la BD un Sauveur arrive, en sous-marin celui-là, avec plein de cartes de crédit dans ses soutes. Leçon : le troc est le principe caché des banques et n'est jamais si bien servi que par l'argent. En soutenant le troc, **PROSPER** soutiendrait donc l'argent, soit exactement l'inverse de son propos.

A la levée de boucliers contre les codes-barres, **PROSPER** répond que depuis trente ans ils font partie du paysage et que leur usage n'est pas responsable de la faim dans le monde. Ce qui n'est pas le cas de l'argent, auquel leur usage est encore, malheureusement, asservi. Ils ont même permis d'abaisser de 3% les prix. En supprimant l'emploi de nombreuses petites mains affectées aux bordereaux, c'est vrai, mais vous le pardonnerez de ne pas pleurer. Il n'a pas pleuré non plus quand disparut le Poinçonneur du Métro.

Les codes-barres constituent une sorte de carte d'identité des choses auxquelles ils s'appliquent. Elle est nécessaire pour savoir la provenance des articles et pourrait s'étendre aux conditions de production. Est-il criminel de pouvoir contrôler l'origine de la viande folle ? D'une *E.coli* ?

Si on supprime l'argent et la concurrence qu'il introduit entre nouveaux arrivants aux bas salaires et anciens, les indications d'origine par codes-barres deviennent aussi neutres qu'une tête de Noir, Jaune ou Blanc dans une société déracialisée, ou que telle ou telle religion dans une société laïcisée.

Ce n'est pas parce que la technique qui permet de contrôler les entrées et sorties de marchandises permet aussi de faire un usage policier de l'ADN que cette technique est coupable. Ce n'est pas l'informatisation des données, symbolisée par la technique des codes-barres symbolise, qu'il faut mettre en cause. C'est l'usage policier que ne peut manquer d'en faire, pour se maintenir, de plus en plus difficilement, un « ordre » économique et politique injuste par construction.

Le budget de l'avenir prend en compte non plus seulement « des choses » mais des usages.

Quant à l'objection de la fragilité des techniques, censée condamner nos recherches, il est bien évident que les distributeurs de monnaie ne tombent jamais en panne. C'est du solide ! Aucun hacker ne cherchera jamais ce qui se passe derrière les échanges monétaires !

La fiabilité des machines qui gèrent les comptabilités sous forme monétaire, notamment par cartes, la distribution d'argent aux guichets, etc., ne risquent-elles pas de connaître des pannes de plus en plus fréquentes, du fait des réductions de crédit qu'exigent leur entretien ? Car là comme ailleurs on supprime des postes et externalise les services au plus offrant. Pour des raisons de gros sous.

Les objections que je viens de relever regardent le rétroviseur. Elles objectent à la proposition de changement en grossissant les dangers présents, et en tenant pour nulles et sans avenir les propositions de **PROSPER** en vue de les éradiquer. Elles ont un effet conservateur.

Non seulement nos objecteurs n'écoutent pas, mais ils refusent de discuter. De la manière la plus élégante : il leur suffit de détacher quelques points, les plus saillants, de l'ensemble, et de bâtrir avec une théorie imaginaire, qu'ils présentent comme une espèce de paquet déjà entièrement ficelé, à prendre ou à laisser.

Metttons donc les points sur les i.

Que propose **PROSPER** ? De produire partout autant de richesses que nous savons déjà en produire, et de pouvoir choisir de les produire, ces richesses, ou d'en abandonner la production sans priver de salaires tout un bassin d'emplois.

Il propose que tous les usagers de la planète puissent s'investir dans des activités choisies pour produire non plus des prix, mais des réponses aux usages qui sont les leurs, *les leurs*, et non ceux que privilégient le marché, au mépris de la qualité des produits et de la singularité des situations locales.

L'appareil productif est désormais capable à peu près partout dans le monde de répondre quasiment en temps réel à toutes les demandes.

Le problème aujourd'hui n'est plus de produire. Le problème est de vendre, n'importe quoi pourvu que ça fasse de l'argent, et en masse, pour réaliser des économies d'échelle et produire encore plus d'argent. Or le problème classique, celui de la rareté, est insoluble dans une économie où l'argent prévaut sur les richesses et tantôt

manque pour produire les richesses en temps réel, tantôt spécule sur leur rareté et l'entretient par cette spéulation même.

Venons-en maintenant à la méthode.

Une fois compris l'intérêt de ne plus prendre en compte que des « choses », dans le budget que nous avons à gérer, des choses dépouillées de toute considération monétaire, on commettait en effet une grave erreur en considérant ces « choses » isolément, d'une manière dont « l'objectivité » serait aussi réductrice et destructrice que celle qui nous fait aujourd'hui considérer un travailleur ou un quintal de blé comme « un emploi » ou un matériau, ni plus ni moins que comme des marchandises.

Une comptabilité « matière » excluant toute référence à des prix, permet de déborder du comptage arithmétique des « choses » (combien de tonnes de blé, combien d'ordinateurs) en croisant les usages dans lesquels elles entrent, qu'elles soutiennent et peuvent aussi faire craquer.

Dans le cadre d'une comptabilité prenant en compte les choses par le biais de leurs usages et non plus de ce qu'elles valent monétirement, le budget des « choses » peut enfin consister en un budget d'usages, prenant en compte la façon dont ils agissent et rétroagissent entre eux et nous avec puisque nous y sommes liés.

Il s'agit d'un budget « usologique », tenu dans les règles d'une science, l'usologie, qui, sur base de la mise en observation exclusive des usages reprend à nouveaux frais ce qu'a apporté la science écologique.

Pour bien faire ressortir les enjeux, prenons à titre d'illustration, l'exemple des « terres rares », métaux indispensables aujourd'hui en électronique.

Le sous-sol de la Chine en est très riche et le reste du monde en dépend à 50%. La Chine en interdit progressivement l'exportation, s'approprie les terres rares d'Afrique, et dans l'économie actuelle occupe une position de plus en plus dominante. Ce qui favorise l'implantation chez elle de toutes les industries du monde où ces terres rares sont indispensables, et les transferts de technologie vont bon train.

Dans le cadre actuel, les profits monétaires sont pressés, et les recherches coûtent cher pour trouver des procédés substitutifs à ces fameuses terres rares. Tous les industriels et gouvernements du monde foncent donc tête baissée dans le piège chinois.

Dans une économie sans monnaie par contre, les recherches de substitution sont immédiatement envisageables, dans la transparence et l'émulation réciproque, à partir de ressources matérielles et humaines qui n'ont plus besoin d'être achetées pour être disponibles ou, s'agissant des personnes, pour exister.

Cet exemple introduit à trois questions.

1. La première vise l'extension du système de partage ou répartition envisagé par **PROSPER**. N'est-ce pas en effet *encore* un truc à vocation tristement mondiale ?

2. La seconde concerne la conception du nouvel appareil budgétaire. Gérer des usages semble bien plus complexe que gérer des euros. Comment est-ce qu'on va s'y prendre ?

3. La troisième : qui va s'atteler à ce genre de recherches et ne risque-t-on pas, là encore, de les voir récupérer dans un cadre monétaire, pour faire de la nouvelle spéulation ?

Quelques éléments de réponse pages suivantes.

Le reproche de vouloir apporter LA solution sur un plateau nous est souvent adressé. Par des amateurs d'alternatives dont le plateau est joliment décoré de scandales chatoyants dont tout le monde convient (école, hôpitaux, chômage, hauts salaires des patrons) et chargé de mesures-qui-s'imposent, plus démagogiques les unes que les autres et adossées à la norme actuelle, qui oblige à devoir opérer des profits monétaires.

Paradoxe de se voir accuser de présenter des solutions toutes faites par des usagers qui ne discutent surtout jamais la leur et s'en remettent aux politiques (qu'ils ne se gênent pas de vomir) pour l'appliquer.

PROSPER propose une hypothèse de travail.

Sur le site prosperdis.org, il invite depuis deux ans à participer à des études de faisabilité. Les réponses reçues nous ont conduit à l'Esquisse qui figure p.63 du présent cahier. Elle précise à la fois l'enveloppe général et le contenu des études à faire.

De l'achat à l'accès

*une application générale
modérée par le « proche en proche »*

1. Retour sur « la mondialisation »

Les appels au secours de la planète ont fini par aboutir à des colloques « mondiaux » - Kyoto, Copenhague. Mais de même que pour la réduction du temps de travail, décidée au Traité de Versailles, après la Grande Guerre, la négociation n'a pas porté sur l'objet déclaré - la quantité d'heures de travail ou la pollution. Elle a porté sur les conséquences qu'aurait l'accord dans le domaine de la concurrence économique.

Pour adopter les mesures qui s'imposaient, personne n'a vu d'inconvénient à une concertation mondiale, ni à ce que le souci de profits monétaires prévale sur les urgences sociales ou écologiques. Retenons la leçon : l'usage de l'argent rend cette mondialisation-là inévitable. Corollaire : si vous conservez l'usage de l'argent, elle s'aggravera jusqu'au totalitarisme. *Abolir la monnaie, et donc la concurrence monétaire, est en fait la seule façon d'éviter ce risque.*

L'abolition de la monnaie a-t-elle vocation elle aussi à se « mondialiser » ? Oui. Mais **PROSPER** défend l'hypothèse de cette abolition avec d'autant plus d'assurance et de tranquillité qu'en disjonctant les activités humaines de l'obligation de faire des profits monétaires, ces activités peuvent rapidement se relocaliser et cesser de nous faire craindre les effets justement dénoncés de « la » mondialisation, sans préciser mondialisation **monétarienne**.

Pourquoi vous est-il pratiquement interdit de cultiver ou produire X, Y, Z ? Parce qu'ils coûtent moins cher ailleurs. Pourquoi asservit-on des pays entiers à la banane, l'orange l'arachide... ? Parce que les conditions sont réunies pour une production massive qui dispense - et interdit, là encore - les pays acheteurs de chercher à produire des denrées aux fonctions équivalentes.

Asservi aux profits monétaires, mondialisé par la concurrence marchande, le régime actuel interdit d'accéder aux richesses locales, de produire local, d'inventer local. L'accès même que nous avons à la connaissance du monde environnant, au sujet des capacités personnelles comme du reste, est distordu par l'usage de l'argent.

N'ayant jamais connu que lui, une pratique qui s'en libérerait semble impossible, en tout cas très compliquée. Mais une fois compris que « la simplicité » de l'usage de l'argent résulte d'une construction millénaire et se retourne en calamité dont personne ne peut plus se dé potrà, même ceux qui en « ont » et dont la chute sera plus cruelle

qu'aux autres, l'accès aux ressources et richesses au moyen de leur informatisation, *quand celle-ci s'impose*, mérite l'étude.

Quand cette informatisation s'impose-t-elle ? Elle s'impose dès lors que, dans un certain champ d'activités, les limites de l'autarcie sont dépassées. N'est-ce pas d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui ? Quand un produit vient à manquer, on cherche plus loin. L'informatisation résout déjà le problème et répand l'usage des « flux tendus » (pas de stocks).

Dans les limites de l'autarcie, les échanges ont de tout temps été assurés par des monnaies locales (francs, dollars). Mais au-delà, la valeur relative de ces monnaies interfère avec le prix des marchandises. Elle perturbe l'accès aux richesses disponibles et détourne les bénéfices sociaux et écologiques qu'on peut tirer de l'informatisation à des fins spéculatives.

Le but que nous assignons à l'informatisation des données, dans notre hypothèse, est à la fois limité et ambitieux. Limité, car il s'agit tout bêtement de savoir où sont les richesses disponibles. Mais ambitieux, car il s'agit aussi de les partager, dans l'intérêt de tous, et pour cela de prendre en compte non plus le prix à payer mais *assurer la renouvelabilité des ressources ou produits*.

Comment l'informatisation des données, liée à des prix, a-t-elle procédé jusqu'à présent pour s'établir et fonctionner ? Elle a procédé de proche en proche, en généralisant certains codages, à commencer par les codages nationaux. Elle n'a pas attendu d'être décidée « d'en haut », et à supposer que ce soit un jour possible cette méthode ne pourra tenir compte de toutes les particularités locales. Différents systèmes sont donc à l'essai, dans des bassins d'usages plus ou moins étendus.

Dans le cadre actuel, ces essais doivent ruser pour conserver certains secrets.

Dans une économie démonétisée, l'intérêt général, social et écologique, pourra primer, et dans des bassins d'usages de toutes étendues, déclencher des recherches prioritaires en vue d'épargner les ressources, par le biais de nouvelles techniques, la promotion d'*usages nouveaux* ou la restauration d'*usages anciens*.

Cela se saura, et se généralisera, sans exclure des congrès mondiaux où seront comparés les différentes formes d'informatisation et de prise en compte des données, et soulignée l'acuité des problèmes qui restent à résoudre, le tout *dans un régime de concurrence heuristique (relatif à la découverte) et non plus monétaire*.

2. Retour sur l'« usologisation »

Il en ira de même, de proche en proche, pour les budgets prenant en compte des *objets* discrets, nombrables, et *les usages* auxquels ils sont liés ou peuvent l'être.

Les trois points de l'analyse « usologique » dont **PROSPER** a déjà donné plusieurs illustrations vont dans ce sens. Rappelons-les :

1. *De quoi X fait-il usage : que faut-il pour le faire matériellement - ou le concevoir ?*

2. *Quels usages en fait-on, à quel environnement d'usages doit-il sa nécessité, sa survie ?*

3. a. : *De quoi d'autre pourrait-il faire usage pour se conserver, et 3.b. : quel autre environnement lui serait alors associé ?*

Les trois degrés de cette enquête nous sont en fait déjà familiers⁽⁹⁾. Tenir un budget d'usages, nous le faisons quotidiennement dans le cadre de l'économie domestique ou du bricolage. Nos achats alimentaires sont rarement affectés à un seul usage : avec des pommes de terre nous faisons des frites, de la purée, nous pouvons en réserver l'usage en cuisant et les laissant dans leur peau, nous les introduisons dans tel ensemble à tel repas. Idem pour les outils, les appareils, certains éléments du mobilier. Rares sont les achats qui ne reçoivent qu'une fonction. Cette polyvalence est tantôt mise en avant, tantôt combattue par les vendeurs. Nous savons ce qui est usé, qu'il faudra remplacer, ce qui l'a usé, ce qu'il est prudent de garder - « on ne sait jamais ».

La plupart des entreprises croulaient autrefois sous le matériel officiellement « amorti » depuis longtemps mais qu'elles ne se résignaient pas à évacuer. Le cycle d'usage utile est aujourd'hui profondément perturbé à la fois par l'obsolescence accélérée des appareils, par certaines règlements comptables qui poussent à les renouveler, et par des recherches plus soucieuses d'accélérer l'usure que de rendre les services durables ou polyvalents.

« Usologiser » les données - ou leur budget de ressources *matérielles* - revient à mettre en rapport chacun des deux premiers points avec les questions posées dans le troisième.

1. *De quoi X* (« objet », institution, mais aussi bien animal ou plante) *fait-il usage* ? Il fait usage de matériaux divers, de savoir-faire, d'énergie, de transports... Son existence, son expansion, sont liés à des emplois qui n'ont rien de figé, à des données elles-mêmes en perpétuelle évolution. *Ce dont X fait usage*, rien qu'au plan matériel, laisse donc toujours ouverte la question d'autres utilisations, susceptibles de modifier son environnement.

⁽⁹⁾ V. **PROSPER** 22, « L'usologie, science au monde la mieux partagée »

2. *Quels usages fait-on de X* ? Les usages qu'on en fait dépendent d'un environnement social, culturel, économique, technologique, qui s'adapte à ce dont il fait usage, le précède, et le modifie aussi. Le rapport qu'X entretient avec son environnement est aussi instable que celui qu'il entretient avec ses composants. Il navigue sur un océan de possibles, où « *le même* » n'arrête pas de se faire autrement.

L'usologisation des données objectivées (donc en principe vérifiable) prend en compte à la fois leur composition et les rapports qu'elles ont entre elles. Elle s'applique déjà d'une manière courante dans le domaine des mots, avec l'usage des dictionnaires étymologiques (correspondant à *de quoi X fait-il usage*) et analogiques (*dans quel environnement d'exceptions*). A partir des renseignements fournis par ces dictionnaires, comme de ceux provenant de certains moteurs de recherche, l'esprit « décolle » et effectue toutes sortes de croisements inattendus, improbables et néanmoins féconds, qu'une informatisation adaptée - adaptée à *des usages* et non plus seulement à *des articles* - pourrait encore multiplier et féconder.

L'économie de l'argent n'est certainement pas seule responsable de la façon dont nous pensons les choses, les personnes, sous forme d'*articles*, mais elle y contribue puissamment en collant dessus des prix qui abrègent d'en faire *connaissance*. De même, la rédaction des lois, article par article, les catalogues des cas, en psychologie, médecine ou ailleurs, s'ils ont l'avantage de préciser les situations, canalisent les observations et « réalisent » d'une manière artificielle l'objet de l'enquête sous forme d'une unité naturelle, essentielle, coupant ainsi d'avance plein de « ponts usologiques » par lesquels nous pourrions le relier à d'autres « objets ».

Que nous le voulions ou non, que nous y ayons réfléchi ou pas, nous ne cessons de tenir/penser/ calculer des budgets, qui connotent les *réserves* de puissance, d'adaptabilité, que nous avons ou les *manques* du même ordre qui pourraient apparaître au moment de faire face à des situations ou ensembles d'usages coutumiers ou imprévus.

Les budgets calculés en argent ne sont qu'un cas particulier de budget, mais la plupart des autres en sont empoisonnés.

Au moment où nous pourrions faire face à une situation en y introduisant de nouveaux usages ou en modifiant les usages dont cette situation découle, l'argent dont nous disposons ou devrons disposer intervient dans tous nos choix. Abolir l'usage de l'argent revient donc à libérer ces choix de ce qui les conditionne et les oriente, et par voie de conséquence à libérer la planète elle-même, première victime des profits monétaires que ses usagers doivent absolument tirer des ressources qu'elle leur offre.

3. La mise en ondes politiques

Quand tu proposes de tenir un budget « matière », budget de ce qu'il y a ou n'y a pas, sans recourir à l'argent, ça surprend. Coupler ce budget avec un budget prenant en compte les usages, faire dépendre le premier du second - là, personne ne peut plus suivre.

Ce n'est pas encore dans les mœurs, mais ça viendra vite. Il suffit de regarder.

Pourquoi l'usage de l'argent ? Il s'est répandu parce qu'il facilitait les échanges. Faciliter les échanges, que ce soit dans le cadre de l'auto-suffisance locale ou d'aires économiques de plus en plus larges et éloignées est « l'horizon indépassable » de l'économie, et pas seulement de l'économie matérielle.

Est-ce l'échange qui est à proscrire ?

L'échange, on ne peut pas. Alors à quelles conditions ?

Dans le cadre d'une économie qui oblige qu'il y ait des profits monétaires, les conditions sont liées à l'argent. Ces échanges peuvent être aujourd'hui assurés sans recourir à l'argent, en informatisant les données, entre sociétaires d'une même région ou de régions éloignées, pour savoir où il y a telles ressources, en quelles quantités, et y avoir accès sans être dominé ni dominer celui qui les a sur son sol par le biais de l'argent.

Dans vingt ans, l'informatisation actuelle, avec ses codes-barres, paraîtra débile. On aura trouvé mieux pour comptabiliser les choses, exclusivement des choses, sans argent.

Passons aux usages. Tous les jours, sans le savoir, nous prenons en compte les usages qui environnent un objet, un bonhomme, une espèce vivante. Nous les prenons en compte avant même de savoir quel article nous visons, qui ne nous intéresse qu'à travers les usages que nous allons pouvoir en faire, dans lesquels tout s'inscrit, dont tout dépend, comme nous.

Les choses que nous achetons, les services auxquels nous faisons appel, participent d'une écologie. Mais une écologie de quoi ? Une écologie d'usages. *En abrégé, une usologie.* Ils font usage les uns des autres. Notre décision participe de ces usages. Elle constitue, que nous le voulions ou non, *un moment d'usologie politique*. Elle participe déjà à la mise en ondes politiques.

Actuellement elle doit constamment faire avec l'argent. Mais si nous n'y sommes pas obligé ? En serions-nous plus malheureux ? Ici donc, de deux choses l'une.

Ou bien considérer comme une fatalité de devoir toujours échanger avec de l'argent. Lutter contre l'emprise de l'argent avec les moyens de

l'argent, en réclamant des sous, en approuvant la diplomatie prédatrice des Etats les plus forts sur les plus faibles, en vous passant de tas de trucs inutiles, en militant pour que l'utile et l'inutile soient enfinverts.

Ou bien « penser usages », et l'usage de l'argent comme les autres.

La mise en observation d'un usage quelconque, aujourd'hui, l'usage de s'asseoir sur des chaises ou de manger avec des couverts, passe par des considérations monétaires. Celui qui s'assied sur ces chaises-là se désigne comme ayant pu ou dû acheter ces chaises-là. Pareil pour les vêtements. Il montre son pouvoir d'achat. S'il n'avait plus à le montrer, son choix s'effectuerait selon de tout autres critères, où interviendrait, bien entendu, la mode, la mode dont il ne faut pas avoir honte, *car suivre la mode est une succession d'expériences à travers lesquelles nous faisons celle de notre identité et de notre environnement social.*

Nous pourrions mettre ces usages-là à plat et nous amuser de leurs hasards et gratuité.

Hors de toute considération monétaire, la mise en observation *technologique*, disons, d'un usage, permet de savoir quels matériaux, combien de transports, machines, compétences il faut avoir pour le prolonger.

Mais il faut la « croiser » avec plein d'usages dont ça dépend, et vous aurez des surprises. Comme celle de vous apercevoir que si les chaises ont quatre pieds, c'est parce qu'on sait faire des sols assez plats pour qu'elles ne soient pas bancales, et que si les Chinois mangent avec des baguettes, c'est parce que la cuisine chinoise épargne aux convives l'effort de découper leurs aliments.

Les budgets d'usages, ce n'est donc pas compliqué à mettre en place, et les économies de planète passent par là. Les économies de travail aussi - tout. C'est la base de l'économie, une base « cachée depuis le commencement du monde », pour parler comme René Girard.

Cachée par l'usage de la monnaie.

En admettant que ce soit souhaitable, en admettant que ce soit possible, comment faire pour décider d'abolir l'argent ? Où et quand se prendra la décision ?

La décision mûrit. Parmi les signes avant-coureurs, je note les critiques des économistes du sérial. Gros succès de librairie ! Les rayons et la radio en débordent. Mais à la fin qu'est-ce qu'ils proposent ? D'arrêter de confondre l'enrichissement avec la création de richesses,

de modérer la spéculation, l'accumulation entre les mains des mêmes, en continuant de faire usage de l'argent. Autant soigner la maladie alcoolique en vendant du whisky meilleur.

En 2009, **PROSPER** a esquissé ce que serait la banque de l'avenir, banque sans argent, qui donne accès aux données, aux ressources et aux richesses produites. En 2010, Salle Jean-Dame à Paris, en janvier, il lance l'idée d'un front antimonétaire. En octobre la faculté d'Evry, section Sciences Economique, organise un colloque sur « La banque de l'avenir ». **PROSPER** y participe. Il a bien prévenu. On le fait parler en plénière. [v. article suivant]

Pour décider d'abolir l'argent, il faut déjà montrer que c'est possible et comment faire. Ensuite il faut passer de « le pouvoir » à « le devoir ». Ce qui décide de « le devoir » n'a le plus souvent aucun rapport avec des valeurs morales, comme on vient de l'observer de l'autre côté » de la Méditerranée.

Il existe une demande de vision d'ensemble. C'est à elle qu'on doit le succès d'*Indignez-vous*, de Stéphane Hessel.

La stratégie qui faisait dépendre le bonheur de l'argent s'achève en désastre. Le désastre est planétaire, il appelle une solidarité universelle.

Comme il n'y a jamais eu et ne peut y en avoir une avec l'argent, il faut donc se passer d'argent. La civilisation de l'argent n'a pas réussi et ne réussira jamais à civiliser l'argent. Une expérience de cinq mille ans a été perdue. Une autre peut commencer...

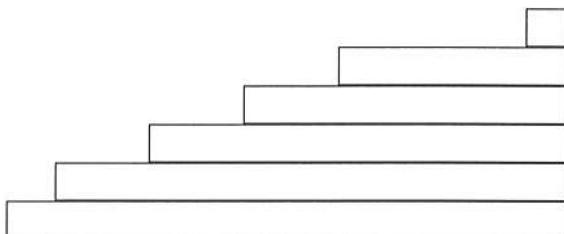
« Les gens », comme on dit, pour abréger, sont révoltés par les restrictions du service public. Ils sont révoltés par les conditions de travail et la mise au chômage. Mais leur révolte même, sa traduction en « j'ai pas les sous, je veux des sous », les empêche de voir que les richesses sont là et le scandale de ne pouvoir les acheter parce qu'ils n'ont pas les sous, et que le produit de leur travail va être détruit.

Elle empêche de « voir » que le chômage ce n'est pas seulement privation d'un salaire mais l'obligation de mettre leurs capacités d'imagination, de participation, ce qu'on appelle, d'une manière réductrice, le « travail » - de mettre ça au placard. Comme ils doivent d'ailleurs y renoncer à 80% quand ils travaillent...

Ils se laissent encore facilement chapeauter par ce que leur proposent leurs partis et syndicats et quelques « alternatifs » plus ou moins inspirés : plus de justice dans la redistribution des profits monétaires. Dans un premier temps ils vont donc s'en prendre aux redistributeurs attitrés de profits monétaires, les entrepreneurs et l'Etat. Mais supposons qu'ils changent les entreprises en coopératives : pourront-elles échapper à la concurrence ?

Supposons qu'ils décrètent le revenu d'existence : ils ne pourront l'abonder qu'à condition que la croissance revienne en force, ou en faisant tourner la planche à billets. L'inflation mettra les pays à plat, et les dictatures au pouvoir.

Nos moyens sont limités, mais quand une idée est juste, elle a vite fait de les trouver.



Le 8 octobre 2010, à l'Université d'Evry (département des sciences économiques) **PROSPER** a participé au Colloque ayant pour objet « Les banques de l'avenir ». L'enregistrement de l'intervention est repris dans le CD encarté dans le présent cahier et audible sur prosperdis.org. La Revue des Sciences de Gestion (dirigée par Philippe Naszalyi) a publié en Juin 2011 un article abrégé de celui qui suit.

Une démocratie sans monnaie

2. Application aux banques

Une banque, un banquier, tout le monde croit savoir ce qu'ils font. Posons pourtant la question : à quoi sert un banquier, au service de quoi et de qui l'a-t-on préparé ?

On peut distinguer entre l'aspect commercial et l'aspect financier :

- *commercial : collecter les dépôts, gérer les moyens de paiement, accorder des crédits aux entreprises, aux particuliers, aux collectivités.*
- *financier : organiser au mieux la connexion entre les capitaux disponibles et les besoins d'investissements, réduire les incertitudes consubstantielles aux marchés, par des placements sûrs ou au contraire choisir le risque et jouer avec des « valeurs », à la bourse des actions ou celle des matières premières, en achetant et vendant à temps, en mettant en relation les entreprises des pays émergents et des économies développées. Dans l'autre sens, toujours selon le principe des vases communicants, faire s'écouler les excédents des pays émergents et les besoins de financement des « anciens ». Et puis... et puis, fabriquer des produits financiers, dont l'ingénierie particulière est devenue très inventive et dont les récentes mésaventures n'ont pas dissuadé d'en inventer d'autres...*

Mais tout cela énuméré deux réponses prévalent.

La première : un banquier fait gagner de l'argent à ses clients comme à sa banque.

Ce sont les deux points sur lesquels il est et sera professionnellement jugé. Les écoles de commerce et de gestion, les formations sur place sont là pour lui apprendre les procédés permis et défendus pour faire gagner de l'argent aux clients de la banque, ou ne pas en perdre, donc en compensant par un gain, des intérêts, une dévaluation jugée inévitable et plus ou moins sévère. Quant à la banque elle-même, dans tous les cas de figure, elle en gagnera.

La banque, commerciale ou financière, est un métier dont la matière d'œuvre est l'argent.

A « que fait le banquier ? » une seconde réponse est possible : il permet aux entreprises d'accéder aux moyens de créer des richesses. Cette réponse ne mentionne pas l'argent. Elle prend en compte que toutes les richesses ne sont pas asservies à l'argent et que l'accès à nombre d'entre elles est barré par son usage. Que la banque fasse aujourd'hui office de garde-barrière pour l'ouvrir par des prêts et la fermer par des refus de crédit ne prouve pas que ce soit la fin de l'histoire. Elle peut l'ouvrir et la fermer pour de tout autres raisons, que nous allons préciser et qui permettent de repenser de fond en comble et revaloriser la liberté d'entreprendre.

Aujourd’hui, la création de richesses passe obligatoirement par la résolution de contraintes monétaires, d’une manière frontale ou indirecte. Nous sommes enveloppés de partout par les contraintes de l’argent. Demain, ce n’est pas sûr et même de moins en moins sûr. Car la condition « chrématistique », la dépendance vis à vis de l’Argent, n’a rien de fatal, et il est probable que les peuples en seront un jour libérés, comme d’un vulgaire colonialisme. Quand les peuples seront libérés des contraintes monétaires, leurs entreprises le seront aussi, et les banques au milieu.

Observons donc pour commencer comment les entreprises et les banques actuellement doivent y faire face.

L’argent comme moyen et comme obstacle

Pour entreprendre quoi que ce soit, ou poursuivre un programme, il faut avoir des locaux, des machines, de la matière d’œuvre, de la main d’œuvre, et donc avoir les sous, ou disposer déjà des locaux, machines, matière et main d’œuvre, ne pas les perdre et donc les entretenir même quand ils ne servent pas ou pas à plein rendement. Et pour cela il faut des sous aussi. Dans les deux cas, les sous vous allez les chercher en créant une entreprise nouvelle ou renouvelée des anciennes, en tâchant de vous imposer sur un certain marché où les produits et services que vous aurez créés entreront dans un certain panier de « richesses » comme dans celui d’une ménagère.

Au fil du temps, la nature des entreprises n’étant plus liées à la terre, ni l’argent au métal, les services offerts par les banquiers sont devenus indispensables. Au point que leur position de valet s’est changée en celle de maître qui commande le maître en titre, le « client », particulier, entreprise, ou collectivité.

Nous disons : la banque a pour objet de créer des richesses. Dans le cadre actuel, aujourd’hui tracé, contraint par la raison monétarienne, où y a-t-il problème ?

Il y en a deux.

Le premier, celui de la confiance qu’on peut avoir dans la fin de l’aventure qu’est toujours la création de richesses. Car si ça ne se vend pas ? S’il y a plus concurrentiel ? Si celui qui vient à la banque emprunter ne vous offre pas les garanties d’un passé jonché de succès ? S’il vous semble bien un peu jeunot et « trop frais émoulu du collège » ? Si ses précédentes entreprises, on ne sait trop pourquoi, ont

manqué de vigueur ou d’audace et se sont soldées sinon sur un échec tout au moins sur des demis-succès ?

Sous cet angle-là, le banquier prend et multiplie ce qu’on appelle des garanties.

Quelle que soit l’affaire, il ne perdra rien, il le sait, mais elle peut encombrer son temps avec des clients collants, des décisions au caractère émotionnel éprouvant.

Par ailleurs, tous les prêts qu’il consent diminuent ses propres capacités de prêter – et d’emprunter lui-même. Autant prêter à ce qui va rapporter, à qui ou quoi on peut faire confiance, dans des opérations aux risques limités.

Tel est le triste quotidien de la majorité des banques, petitement liées à des affaires petites, qu’elles tondent comme le bourgeois de Rimbaud tond « sa mesquine pelouse ».

L’autre angle est celui de l’enrichissement créé, mesuré en argent, celui des uns pouvant se retourner contre celui des autres.

Exemple : un entrepreneur lance un produit ou un service dont les profits sont assurés à court ou moyen terme. C'est le cas de produits qui surfent sur des usages déjà bien établis, dont on va perfectionner la technologie en l’habillant joliment, ou de services qui vont en rendre les clients totalement dépendants, sinon esclaves. Les OGM, certaines applications des nanotechnologies, sont de cette eau-là.

Le banquier peut difficilement dire *holà, stop.*

A supposer qu’en tant que citoyen électeur il vote Vert ou Décroissant, qu’a-t-il à connaître, en tant que banquier, des composants de l’appareil électronique, de la technologie dispendieuse en énergie, en eau, des recyclages non prévus, ou de l’extinction des insectes fécondeurs ?

Si aucune réglementation n’interdit, c’est donc permis. Il n’est pas plus tenu que son client d’appliquer d’une manière préventive le principe de précaution. Les dégâts ? Ils seront supportés par d’autres et épargnés par de nouveaux crédits. Les banques actuelles sont aussi faites pour ça. Dans un univers où tout se mesure en argent, elles transforment les dégâts publics en Produit Intérieur Brut, indice symbolique de la richesse nationale.

C’est idiot ? Du gâchis ?

Bien sûr, mais il faudra attendre encore un peu, jusqu’à la touche d’exagération finale qui décidera les décideurs à faire quelque chose comme émettre des droits à polluer ou lancer des Grenelles de l’environnement.

Vous voyez bien, il y a de l'espoir, mais vous voyez aussi comment la machine bancaire actuelle, dans les tuyaux de laquelle circule de la monnaie et des informations rabattues sur leurs incidences monétaires, exclusivement - comment cette machine fonctionne à rebours du bien général, de la prospérité collective.

En l'état actuel des choses économiques et sociales, l'enrichissement de l'entrepreneur et de la banque peuvent se développer sans souci aucun de leur participation à l'épuisement des ressources naturelles et au mépris des ressources humaines.

En l'état actuel, exercer son imagination n'a d'intérêt que si l'exercice s'applique à des affaires rentables ou à les rentabiliser davantage encore. Bien d'autres que nous l'ont vu et bien avant nous dénoncé. Mais leur dénonciation est jusqu'à présent restée stérile.

C'est pourquoi, plutôt que dénoncer la participation des banques à la paupérisation générale, nous préférions l'interpréter comme un dévoiement regrettable et les appeler à reconnaître que leur vocation est de contribuer à un enrichissement concret, où la richesse ne se mesure pas en monnaie, et que cette vocation très précisément empêchée par le seul outil, le seul levier dont elles puissent faire usage, celui de la monnaie.

Autre exemple.

Vous avez l'idée d'un produit ou d'un service dont le succès serait écologiquement ou socialement souhaitable mais qui peuvent condamner tout un bassin d'emploi. C'est le cas de la machine à laver sans eau.

Si, avec un projet pareil, je vais, rien que pour en étudier la faisabilité, demander à une banque de m'ouvrir un crédit, si le directeur de cette banque a pour clients une société distributrice d'eau, des fabricants de plomberie, et de machines à laver de toutes catégories, il va... réfléchir.

Mon procédé condamne en effet, à terme, ce qui est aujourd'hui généralement considéré comme des richesses. Elle risque de faire du tort à des clients qui s'enrichissent en produisant des machines dont la capacité de rendre le linge et la vaisselle propres soutient celle de fabriquer des moteurs électriques et d'emboutir des tôles, qui « rendent » beaucoup, beaucoup d'argent.

Ayant conçu ma machine à laver sans eau comme un bien collectif enfermé dans un bunker qui garde les bruits pour lui et récupère les poussières, sa philosophie écologique et politique est incompatible avec celle d'une distribution dans chaque foyer, de l'appropriation individualiste d'une technique ou d'un service.

Elle est aussi incompatible avec cette philosophie-là que la centrale d'aspiration affectée à tout un immeuble, qui figure déjà dans une Encyclopédie Ménagère Larousse datant des années 1920, dûment brevetée, encore à ce jour à peine exploitée et que les architectes ignorent.

Le conflit entre les richesses dispendieuses pour l'environnement et celles qui lui donnent encore une chance est bien évidemment entretenu, sinon créé par des considérations monétaires.

Pourquoi le « sommet » de Copenhague a-t-il échoué ? Parce que réduire l'empreinte écologique équivaut à des profits moindres, pour les pays dits émergents comme pour les autres.

A court terme, toute innovation doit produire des profits monétaires sans empêcher les précédentes de rapporter. Ce qui n'empêche pas certains entrepreneurs de sauter sur de nouveaux chevaux. Avec un argument moral de poids, depuis quelque temps, si le cheval est vert.

A long terme, on ne peut rien prévoir. En quelques mois les opportunités les plus tentantes peuvent se retourner comme des gants, le bon cheval s'avérer le dernier des toquards ou pire, crever dans une grosse bulle.

Apologue du banquier futé

Et maintenant, sous la forme d'une fiction, voyons comment les choses pourraient évoluer.

Vos clients A, B, C, ont des capitaux. Vous n'avez pas à savoir comment ils ont été acquis. Vous devez répondre à leur demande : comment les faire fructifier.

Vous avez donc prévu toute une gamme de produits à leur proposer. Pour les deux tiers de ces produits, vous avez parfaitement le droit d'ignorer comment ceux qui les mettent sur le marché font pour les rendre aussi attractifs, et les faire rapporter à un taux aussi élevé, au client comme à eux. Vous en avez d'autant plus le droit que la banque reçoit des ristournes sur la vente de ces produits et ne se gêne pas d'en loger dans son propre portefeuille.

Vous n'êtes pourtant pas sans connaître quelques uns de leurs trucs, délicieusement désuets à côté des modernes titrisations de dettes mais qui marchent toujours, comme acheter des entreprises pour les revendre après « restructuration ». Ou procéder par « effets de levier » pour rafler des terrains pas cher et être là, ô combien compatissant et plus offrant quand ceux qui refusaient de vous les vendre les voient brûler. Ou encore planter une usine polluante pas loin d'un quartier résidentiel, ce qui fait baisser les prix des logements, rachetés et revendus après avoir édifié une tour à la place de l'usine.

Pour les deux tiers de ces produits, vous n'êtes pas sans savoir que votre travail de banquier collabore à quelques infamies. Vous vous honorez d'ailleurs d'avoir compris avant tout le monde ce qu'avait de pervers le regroupement de dettes et leur introduction en Bourse à titre d'actions ordinaires, et aucune de ces choses-là, absolument aucune, n'a jamais figuré dans votre portefeuille.

Et pour le tiers restant ?

Il est constitué en partie par l'achat et la revente de matières premières. On retrouve la spéculation. Vous devez donc insérer le portefeuille du client dans la conjoncture de la real-politik internationale, vous tenir informé de ce que les Chinois s'interdisent d'exporter ou pousser à en acheter avant qu'ils ne rafleut tout. Ensuite il suffit d'attendre un peu et de revendre au bon moment... Les entrepreneurs seront contents d'en trouver, même à ce prix, et il n'y aura que des esprits chagrins pour vous reprocher d'avoir participé à la cherté des matières premières.

Une autre partie du tiers restant est constitué par l'achat et revente de devises. C'est très spécial, et pas sale du tout, comme l'a prouvé M. Soros, qui fit sauter la Banque d'Angleterre avant de se convertir à la pure philanthropie.

Une autre partie du tiers restant est constituée par des obligations pépères, des actions solides.

Aucune honte, cette fois, à en profiter, n'est-ce pas ? Aucune, à ceci près que l'argent prêté à intérêt oblige mécaniquement l'entrepreneur à en rendre plus qu'il en a reçu. Le brave épargnant qui place ses sous en obligations, actions, SICAV - ou en toute innocence à la Caisse d'Epargne ! - participe donc à l'obligation de faire des profits monétaires toujours plus importants et toujours moins regardants sur les retombées sociales et écologiques. Des profits d'autant plus féroces que le crédit est cher et que le fisc, qui épingle les dégâts sociaux et environnementaux par des taxes au rendement de plus en plus improbable, devient de plus en plus hargneux.

Passons à un autre type de clients : X, Y, Z entrepreneurs et commerçants. Z est chercheur en molécules nouvelles, X en imagerie médicale.

Avec eux, quel plaisir de travailler. Ils ont des idées. Passionnantes. Comment ne pas vous y intéresser et vouloir aider de toutes vos forces à leur réussite ? Ils vous font confiance au point de venir accompagnés de leur chef du bureau d'études. Vous vous informez mutuellement.

Vous n'êtes toutefois pas sans observer que les informations que vous leur fournissez, qui portent - c'est votre métier - sur des taux d'intérêts et cadences de remboursement, ont pour effet de reformater d'une manière de plus en plus réduite leurs projets. Leurs soucis de faisabilité débordent même souvent ceux que vous avez en matière de faisabilité budgétaire et de crédits raisonnables.

Ainsi, ce n'est pas vous, c'est eux qui, pour assurer non seulement la vente de leurs produits mais la fidélisation des acheteurs, ont eu l'idée d'embaucher des ingénieurs ayant pour mission exclusive de calculer la durée des pièces et circuits de telle sorte qu'ils créent des pannes peu après la fin de la date de cessation de la garantie. Ils ont aussi embauché des commerciaux, pour mettre un service hyper-rapide d'enlèvement et de remplacement de machines en panne. Comme elles tombent souvent en panne, le client a davantage intérêt à en louer, qui, celles-là, ont intégré un petit génie qui les protège de la Panne mais pas de l'obsolescence accélérée de toutes les machines. Ce qui permet de louer plus cher celles de la génération suivante.

Bien vu, bien dit, M. Bruckner !

Le pouvoir et la richesse, disait Adam Smith, sont des illusions nécessaires, « d'énormes et fatigantes machines » où le souci du bien-vivre se confond avec les moyens d'y accéder, où l'argent ne fait pas le bonheur puisqu'il est déjà le bonheur en lui-même sous forme de liasses, d'or, de magot. Confusion bénéfique car elle change la face du monde, transforme le désir d'enrichissement en condition de l'aisance pour tous. Excellent raisonnement. Mais nous ne sommes plus à l'époque d'Adam Smith : nos sociétés sont opulentes à en crever et si l'argent est incontestablement libérateur, source d'autonomie et d'anonymat, il nous affranchit de tout sauf de lui-même. Vient un moment où il faut s'émanciper de l'émancipateur, le rappeler à son rang. Tel est le vice de forme : au lieu que l'économie permette à tous de relativiser le souci matériel, elle en devient l'obsession, nous laisse jour et nuit, pauvres et riches, le nez sur les chiffres, les courbes du chômage. Au lieu de nous autoriser une certaine insouciance, elle nous met dans l'obligation de ne jamais oublier que nous sommes agents, ses créatures. Au lieu de nous soustraire au besoin elle nous y enfonce. Le mécanisme s'est perverti en son contraire : le moyen est devenu une fin, les fins sont devenus des moyens. L'étau monétaire et marchand s'est infiltré dans tous les interstices de la vie. « Evénement aussi monstrueux, disait Péguy à propos de l'argent, que si l'horloge se mettait à être le temps ».

Pascal Bruckner, *Misère de la prospérité, La religion marchande et ses ennemis*, Grasset 2002 p. 217.

Bien joué. Vous êtes bien obligé d'approuver. Mais ça ne vous empêche pas de constater que s'enrichir vient de changer de régime, et que l'âge de « l'accès » est tout bonnement en train d'emboîter celui de la production.

L'âge de « l'accès », tel que nous le décris, Jeremy Rifkin, car il est déjà à l'œuvre, n'a plus pour objet de produire des biens pour les vendre. C'est « l'âge » où il est plus rentable d'en faire cadeau à la clientèle que de les lui vendre, pour qu'elle apprenne à s'en servir et ne sache plus comment s'en passer.⁵

Le truc des pilules qu'il faut prendre à vie quand on en a pris une seule s'étend pratiquement à tout : automobiles, ordinateurs, appareils ménagers. Ce qui va rendre les producteurs d'addiction de choses physiques de plus en plus irresponsables et malins, sachant que la durée de ces choses a intérêt à rester limitée.

En régime de profits monétaires, l'âge de l'accès accélère donc la cadence du jetable, qu'il suffit de compacter pour faire de nouvelles îles de rêve et y aménager des marinas de Paradis. Autant de gagné pour la planète.

Si vous restez encore quelques années dans ce métier de banquier, vous verrez un jour les paysans gagner leur vie en vendant non plus des fruits et légumes mais la garantie de se les voir rembourser s'ils pourrissent avant la date prévue.

Les clients courront reconvertis le montant du remboursement chez le pharmacien en achetant des vitamines ou des compléments alimentaires.

Mais pour vous quelle importance ? Dans un système comme celui-là comme dans l'ancien, les entrepreneurs viendront toquer à la porte de votre banque pour garantir leur trésorerie.

Le phénomène vous a cependant ouvert les yeux sur un fait qui vous avait échappé.

Car depuis longtemps déjà, sinon depuis l'origine, si votre cœur de métier est bien de créer des richesses, a-t-il jamais consisté à fournir des sous comme de vulgaires marchandises ?

Ne consiste-t-il pas plutôt à fournir la garantie monétaire qui donne accès à la création de richesses ?

Vous n'avez pas attendu Jeremy Rifkin pour être moderne.

Mais l'accès aux richesses et la création de richesses sont-ils vraiment garantie par les sous ?

Tout ce qui précède montre que ce n'est pas le cas. Non seulement le flux des sous qui permettent d'accéder aux richesses existantes peut à tout moment tarir mais il peut interdire d'en créer de nouvelles, même si toutes les conditions sont

réunies pour réaliser des machines à laver aussi géniales que la mienne.

L'argent, qui nous ouvre la barrière peut aussi la fermer.

On n'y peut rien ? C'est comme ça ?

Alors vous mettez sous le coude, en essayant d'oublier.

Des questions...

Le coude malgré tout vous démange, surtout depuis la crise dite des subprimes, et votre cœur de métier a de plus en plus d'extrasystoles.

Car ces maisons individuelles dont on rendait le rêve accessible à tous les Américains, elles constituaient bien des richesses ? Considérées sous l'angle des dépenses énergétiques et matérielles, elles n'avaient rien de bien économiques ni d'écologique. Mais ce qui les a condamnées n'est pas là. Ce sont les opérations bancaires pour les acquérir.

On a fait marcher le crédit à plein tube et créé des dettes irremboursables, qu'on a regroupé en titres vendus comme du bon pain. Jusqu'au jour où le pain s'est avéré pourri. Les banquiers ont commencé à soupçonner leurs confrères d'en être infectés. La base de dépôts sur laquelle ils avaient le droit de créer de l'argent à raison de treize ou quatorze fois ces dépôts, elle n'a rien garanti du tout. Alors il a fallu sauver les sauveurs attitrés, les banques. Et les Etats, qui n'avaient pas de sous et la veille encore leur en empruntaient, ils en ont tout à coup trouvé pour les sauver. On les a vus ramener à la berge leurs sauveteurs attitrés.

La presse n'a pas trop ébruité comment ils avaient réussi ce miracle, mais il vous a réveillé comme un coup de gong à l'aube.

Car lorsque vous accordiez un crédit à vos clients ? Il était où, l'argent ?

Vous ne l'aviez pas. Il vous était promis par le remboursement probable de la dette contractée par votre client augmentée par les intérêts.

Vous voilà donc vous souvenant de la création monétaire dont on vous a parlé à l'école.

Une création tellement incroyable, pour vous comme vos camarades, que vous n'avez pas osé réclamer de précisions, et le prof n'a pas voulu offenser vos honnêtes préjugés. Même si tout cela a été un jour très clair dans votre tête, vous l'avez vite oublié, comme chacun de nous oublie la leçon sur les principes du moteur à explosion, dont la connaissance ne s'impose ni pour rouler aux vitesses autorisées ni pour garer la voiture dans les règles de l'art.

⁵ L'âge de l'accès, Trad. française *La Découverte* (2000).

Cette création monétaire qui vient de sauver les sauveteurs et que vous pratiquez vous-même en toute innocence dans les limites autorisées (je rappelle : entre 13 à 14 pour 1 de dépôt), elle finit quand même par remuer des idées et accoucher de quelques questions. Par exemple :

Pour créer des richesses, vos entrepreneurs ont besoin de crédit.

Est-ce qu'ils ont pour autant besoin de faire des bénéfices ?

En voici un qui a utilisé au mieux son emprunt pour rénover ses chaînes de fabrication.

Il a bien travaillé ! Tout est prêt, le produit a été annoncé par voie de presse, sur Internet, affiché à côté d'une acheteuse ravie. Il est dans des caisses prêtes à partir chez les commerçants ou par petits paquets via la Poste.

M. votre Client réunit le personnel, le grand jour est arrivé. Il vous invite à fêter ça. Buvons !

Il n'a pas encore touché un sou en retour du produit qui devrait se vendre comme des petits pains puisqu'une étude de marché a prouvé par A+B qu'ils correspondaient un besoin.

Mais de ces sous, a-t-il vraiment besoin ?
Dans le cadre actuel ABSOLUMENT.

Si l'argent qu'il a investi ne lui revient pas, grossi par de justes bénéfices, il aura travaillé pourquoi ?

Pour créer des richesses !
Elles sont là, regardez, bien visibles.

Mais si elles ne rapportent pas des sous, ce ne sont plus des richesses, c'est de la faillite.

Ah, pourvu que la clientèle potentielle ait les sous pour acheter.

Une idée...

Le problème de l'entrepreneur, tout à l'heure, était : à quoi bon imaginer de créer une entreprise si on n'a pas les sous pour la faire fonctionner.

Le voici comme inversé : A quoi bon créer des richesses, si les clients ne peuvent pas acheter ?

La première partie du problème, vous l'avez réglé, vous, banquier, en créditant l'entrepreneur.

La seconde partie, comment rendre réels les clients potentiels vous donne une idée.

Elle est, notez-le, tout à fait dans la ligne actuelle de votre métier : faciliter l'achat de toutes sortes de biens à vos clients. Soutenir leur consommation.

Pourquoi ne pas le faire en grand, et créditer à l'avance tous les consommateurs de la somme nécessaire pour acheter les produits de toutes les entreprises ? Le total des produits valant T, les clients auraient été crédités d'autant. Ils auraient de quoi acheter le produit ? Le total de ces achats reviendrait sur le compte de toutes les autres banques.

Chacun des banquiers qui aurait avancé des sous pourrait savoir si les produits créés grâce à ses sous correspondaient bien aux usages pour lesquels ils étaient prévus.

Une Banque ou Comptoir National observerait les choses d'un peu plus haut. Elle ferait quelques commentaires sur un meilleur emploi, comme la Cour des Comptes, et pourrait donner des avis sur la dilapidation des richesses naturelles et la réalité des « richesses » produites.

Une fois l'argent revenu, les deux colonnes, sorties et entrées, seraient comparées, bien sûr, mais si elles ne sont pas de la même longueur, s'il en manque dans les rentrées, ça n'aura rien de catastrophique. D'abord parce que ces belles et bonnes choses restées en rayon seront utilisées plus tard, ou recyclées, ou échangées avec des pays à qui vous ferez connaître le génie national. Et puis, que cet argent vous revienne ou pas, vous quelle importance ? Puisque...

Puisque vous l'annulerez !

Elle est là, l'idée ! L'argent que vous aurez émis n'aura servi qu'une fois, et après usage vous en émettrez d'autre.

Dans ce système, vous accueillerez donc tout autrement l'inventeur de la machine à laver sans eau. Avant d'entreprendre quoi que ce soit, les entrepreneurs ne devront plus chercher comment en faire du profit monétaire. La création de richesses « authentiques », disons, pour faire simple, ne sera plus distordue par les bénéfices qu'il fallait jusqu'alors en faire.

Vous pourrez donc vous adonner à fond à votre cœur de métier de banquier, créer des richesses, exclusivement. Côté production, créer du bien public et environnemental, en dissuadant les doubles-emplois, les importations inutiles, les ravages environnementaux. Et dans le même mouvement, côté consommation, créer l'accès aux richesses, par le biais de revenus largement suffisants pour tous, puisque leur montant sera proportionnel à la valeur des biens et services mis sur le nouveau marché.

D'une économie sans profits monétaires...

Depuis cinq mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent, il est rare qu'un quidam aujourd'hui ait une idée bien nouvelle.

Si, timidement, vous parlez à quelqu'un en qui vous avez toute confiance de celle que vous venez d'avoir, peut-être vous rappellera-t-il qu'elle fut cultivée juste après la crise de 29, sous le nom d'Economie distributive, et que Marx déjà l'avait eue et que les promoteurs de l'Economie distributive n'avaient pu en informés. Et Marx l'avait peut-être énoncée sans savoir lui-même que d'autres, avant lui...

Qu'avait donc vu Marx ? Que plus la machine se développerait, plus elle mangerait d'emplois, et qu'il arriverait un jour où les travailleurs seraient inutiles. Sismondi l'avait dit aussi. La production de richesses matérielles par la Machine conduisait à un enrichissement monétaire spectaculaire de leurs possesseurs et à la misère des exploités, jetés à la rue quand on n'avait plus besoin d'eux, jusqu'à ce qu'on trouve d'autres choses à faire, dont le traitement machinisé n'était pas encore au point.

Marx en était arrivé à l'idée d'abolition du salariat. « Les moyens de paiement » devraient correspondre à la valeur totale de « la production sociale ». Point.

André Gorz, qui connaissait bien son Marx, nous a rappelé l'affaire : le texte de Marx figure dans les *Grundrisse*, publiés avant la guerre en URSS et traduits en français seulement au début des années 50. Jacques Duboin, le plus connu des distributistes historiques, ne pouvait pas le savoir. Je signale au passage que Gorz avait pris parti pour un Revenu d'Existence abondé de cette façon, c'est-à-dire garanti par la production réelle et non ce qui reste à redistribuer des profits monétaires après avoir remboursé les intérêts, payé les actionnaires, le fisc, etc.

Bon : vous vous renseignez. Vous lisez la prose distributiste. Et même Elysée Reybaud, un ami de Jacques Duboin, qui a étudié la question d'assez près et commis un essai sur la gestion comptable du nouveau système.

Tout ça date un peu, bien sûr, et contient des risques évidents de centralisation, de planification rigoureuse, de Comité Central... N'empêche : votre cœur de métier en est tout conforté. Conforté par un drôle d'argent qui ne s'accumule plus, émis sans intérêt. Anticapitaliste par construction ! Et quand quelqu'un s'inquiète de savoir comment, de quoi vivrait votre Banque, vous éclatez de rire : elle « vivrait » comme n'importe quelle autre entreprise, recevant des crédits de fonctionnement proportionnés à ses dépenses matérielles.

Dans un système comme celui-là, on ne serait plus obligé de financer petitement et à retardement pour servir tout le monde. On pourrait anticiper sur les besoins, ensemencer de nouveaux usages, aujourd'hui interdits ou déconseillés parce qu'ils donnent du travail...

Mais ? Sur quels critères seraient attribuées les fournitures ?

...à une économie sans argent

Certainement plus en raison directe des profits que leur dépense doit faire : la chose, dans votre esprit, est désormais acquise. Mais en banquier attaché à l'initiative locale, l'idée qu'elles soient attribuées par un bureau central est exclue.

Alors, à la question posée, un jour, comme ça, vous répondez *qu'aussi longtemps qu'il y a on peut prendre*.

Ce qui vous étonne tout le premier et amuse la galerie. Les index font des vrilles. Alors ? c'est « la prise au tas »? Et ceux qui rafleront tout ?

On n'ose vous traiter de fou, votre position sociale vous protège et vous tenez bon : tant qu'il y a de quoi manger, de quoi répondre aux besoins de base, de quoi poursuivre une recherche, y compris en simplicité volontaire, personne ne doit en être privé. Le tout est de savoir ce qu'il y a, où il y en a et combien.

Et... on n'a pas besoin d'argent pour ça.

Et... si on n'a pas besoin d'argent pour le savoir, pourquoi faudrait-il en avoir pour y avoir accès ?

Comment cette nouvelle idée vous est venue ?

Dans une grande surface, un jour de solitude, en regardant la douchette de la caissière faire des bises lumineuses et sonores à tous les codes-barres qu'elle pouvait.

Chaque baiser informait les fournisseurs qu'ils auraient à renouveler leurs envois. Et chaque fournisseur en faisait sans doute autant avec ses propres fournisseurs.

Qu'est-ce que les prix venaient faire dans cette cascade de tendresses ?

Ils s'imposaient parce qu'il fallait des sous pour assurer les échanges. En clair et dur, tant pis, ils la prostituaient.

Et s'il n'y avait plus de sous ? Est-ce qu'on arrêterait de fabriquer ? Est-ce qu'on se laisserait mourir de faim ? Est-ce qu'on ne toucherait plus aux ressources disponibles ? Ces choses-là, est-ce qu'elles n'arrivent pas, justement quand on se sert d'argent et qu'il vient à manquer...

La douchette de la caissière était branchée sur un double circuit : celui des fournitures et celui des sous.

Et si on coupait le second ?

Récapitulons...

Dans le régime actuel, l'entrepreneur doit non seulement avoir des sous pour produire mais que les sous reçus produisent des sous, fassent ce qu'on appelle du profit, du profit monétaire, pour rendre à la banque les sous qu'elle a prêtés augmentés des sous des intérêts.

En régime distributiste, où les usagers disposent d'un revenu assuré et où il n'y a plus de profits à faire, l'accès aux fournitures n'est plus conditionné par des profits.

Mais ceux qui ont défendu ce système, pour écarter l'objection des accapareurs-nés que sont « les hommes », ont conservé l'usage de l'argent. Chaque particulier gérerait son revenu, un revenu attribué en proportion des richesses disponibles, en achetant ce dont il aurait l'usage. Il ne mettrait tous ses sous sur le même qu'exceptionnellement, et on pourrait jouer des prix « politiques » pour ralentir les désirs.

Pour échanger et évaluer ce qu'on échange, on collerait donc des prix sur les choses.

Ces prix, pourtant ?

N'alleraient-ils pas continuer de pervertir le choix des choses ainsi appréciées ?

En effet, et pour au moins deux raisons.

1. Continuer à faire usage de l'argent inciterait probablement à conserver un certain écart entre les revenus, en travaillant plus ou en posant à MM. les Indispensables. Cet écart induirait des productions dont les mieux payés, même avec un écart de revenus rétréci de 1 à 3, seraient les premiers demandeurs : des productions de bien et services exigeant plus de soin, des ressources plus rares.

Les mieux payés seraient donc, par ce biais, les conducteurs de la production. C'est un fait que les écologistes en général et les Décroissants encore, ont négligé : ils dénoncent l'empreinte écologique dévastatrice des pays riches, mais oublient que les revenus de chacun des usagers de ces pays-là impliquent des empreintes écologiques proportionnelles. Le jour où ils se décideront à faire de l'écologie cohérente, il faudra bien qu'ils parlent des hiérarchies salariale.

2. Même dans une économie où les usagers recevraient de quoi acheter tout ce qu'ils ont produit, le prix valoriserait certains produits et services plus que d'autres et réimpulserait leur production. Plus ce serait cher, plus il faudrait en produire.

Alors, boum, youp l'argent. « Youp » pour dire adieu.

Adieu l'argent, et... et ? Vive la banque !

La banque de l'avenir

1. Une banque d'accès aux informations

Comment elle fonctionne, votre banque sans argent ? Qu'est-ce qu'elle offre comme services ?

Décrivons-la.

Premier volet : c'est une banque d'accès aux informations. La banque de l'avenir, si vous voulez qu'il y en ait un, débarrassé des guerres, des revendications sociales et peuplée d'une humanité réconciliée avec elle-même et sa planète, c'est une banque de données.

Elle ne fournit plus de sous, elle fournit des informations et cherche les meilleurs systèmes pour recenser les richesses, les utiliser au mieux et y donner accès à deux moments-clé : celui de leur transformation en produits et services et celui de l'accès à ces biens et services.

Elle arbore plusieurs drapeaux : le local, le régional, le national et l'international. Elle montre par là qu'elle a une vocation publique. Elle est devenue un ministère à elle toute seule, dont le centre est partout et la circonférence nulle part.

C'était déjà le cas du Marché, notez-le, mais cette fois vous ne risquez plus les groupes de pression, les bénéfices individualistes, les ravages culturels et écologiques.

Tous ceux qui ont envie de créer une entreprise viennent vérifier sur vos pupitres ou sur leur propres ordinateurs, si c'est faisable, ce qui veut dire : si on a les matériaux, l'énergie, les ressources humaines, pour en faire l'expérience, du plus proche au plus lointain.

Rien qu'en pianotant le titre de leur projet, ou son but, plein d'autres projets et buts allant dans le même sens vont apparaître, actuellement en cours ou abandonnés. Les brevets qui y ont été associés apparaîtront aussi, et les domaines de recherche dont votre projet relève. Vous viendrez y chercher à la fois un appui, des confirmations, et aussi toutes sortes d'objections.

Votre projet précisera son objet et sa mise en œuvre en fonction de paramètres qui s'adapteront aux distances auxquelles sont les ressources dont vous aurez besoin, des productions qui vont dans le même sens, dans les limites d'un certain territoire, et auxquelles ce projet-là va d'une manière ou d'une autre, s'associer ou entrer en concurrence, comme c'est déjà le cas, mais cette fois le candidat en sera clairement prévenu. Si ce qu'il projette a des incidences négatives, les logiciels sauront très vite le détecter et bloquer.

Les enquêtes sur les ressources locales iront bon train. Elles redécouvriront plein de ressources oubliées. Elles amélioreront sans cesse les services offerts aux candidats entrepreneurs et s'évertueront à « prudentialiser » la fourniture de matériaux et d'énergie, à l'énergie, aux locaux.

Prenons l'exemple de la machine à laver sans eau. Le stock de données dont la banque dispose est capable de vous indiquer ce qui s'est déjà fait dans le domaine des vibrations, dans quels sens vous devez encore chercher pour en améliorer les performances.

La banque répercuttera votre appel à tous les spécialistes en vibrations stochastiques, en produits textiles, pour savoir les plus aptes à supporter les vibrations, en sondes capables de reconnaître la matière des tissus, céramiques ou verres dont on va détacher les corps étrangers. Et vous ne craindez pas, cette fois, de ruiner ceux qui assemblent les moteurs, forment et laquent des tôles. Ils ne vont plus se constituer en lobby pour continuer le gâchis d'eau qui leur vaut de l'emploi. Et le jour où toutes les machines à laver sans eau remplaceront les machines qui usaient de l'eau, ceux qui apportaient leur force de travail à ces machines écologiquement immorales se seront depuis longtemps investis ailleurs : les inventions ne manqueront pas.

La libre entreprise » pieds et poings liés à la monnaie, c'est fini. Dans une économie comme celle dont la nouvelle banque est le pivot, qu'est-ce qui peut empêcher un entrepreneur d'entreprendre ?

Le fait tout bête que sa demande en ressources risque de n'être pas abondée. En permanence, les banques du monde entier font donc respecter des « ratios » autrement sérieux que le ratio qui permettait de prêter 13 ou 14 quand on avait 1. Cette fois on vous avancera 1 quand on dispose de 15. On parlera de ratios de renouvelabilité, dans le calcul desquels se reconvertisront les mathématiciens et statisticiens qui ont si bien su calculer les profits qu'on pouvait attendre des dettes titrisées.

Les candidats entrepreneurs peuvent être dissuadés d'entreprendre si certains seuils de pollution ou de récupération risquent d'être dépassés. Mais il n'y a plus d'argent à gagner : aucun lobby n'entravera l'ajustement des codes prudentiels. Les candidats entrepreneurs peuvent aussi être, sinon empêchés, tout au moins obligés de tenir compte des objections de caractère culturel, cette fois, que leur projet peut rencontrer. Il suffira qu'il

Des budgets « matière » aux budgets « usologiques »

Quand PROSPER a commencé à envisager en public la possibilité d'une économie sans argent, il la réduisait à un inventaire purement matériel des « choses » : combien d'unité de chacune de ces « choses » il y avait et ce qu'il fallait pour les mettre au monde matériellement. Ce qui obligeait à prendre en compte l'énergie, les transports, la conservation, l'emballage, les ressources naturelles non facturées, les formations professionnelles.

Ce programme d'observation suffisait à faire comprendre les enjeux et surtout qu'une économie démonétisée aurait avec la réalité un rapport bien plus objectif et complet.

Le message passant relativement bien, nous le comprenons désormais dans la nécessité de compter, dans « ce qu'il faut pour le faire », des interactions entre ce dont X fait usage au plan matériel et les usages qui en sont faits, auxquels il participe, qu'il soutient, parfois combat, et peut éventuellement remplacer.

Ce « chapeautage » revient, remarquons-le, à reprendre à la base la leçon initiale de la science écologique. Les interactions entre les « objets » ne peuvent en effet s'expliquer que par leur interdépendance usologique.

Reste donc à mettre au point une méthode « usologique » de prise en compte, plus précise que celle que tous les usagers pratiquent spontanément (v. PROSPER 22, 2^e partie). La présente description de la banque de l'avenir anticipe sur son application (cf. p. 10).

qu'il soit lancé à titre expérimental : à condition de pouvoir arrêter à tout moment et que les dégâts soient autant que possible réparables.

On imagine déjà de nouvelles lois. Pensons plutôt à des principes comme ceux qu'on trouve dans les Constitutions : exemple : nulle entreprise ne peut être engagée ni poursuivie si elle n'a un caractère expérimental - ce qui veut dire qu'on peut l'arrêter à tout moment, qu'elle n'a rien d'irréversible. Pour aider à l'application de ce principe, il faut penser dès à présent aux moyens d'automatiser des systèmes qui bloquent les expériences avant qu'elles deviennent ingouvernables et certaines dérives internes ou externes. A l'usage d'automates comme ceux-là, la démocratie ni la planète ne perdront rien, bien au contraire. Il ne faudra pas attendre qu'un hurluberlu tire la sonnette d'alarme ou de rassembler un million de pétitionnaires pour s'en occuper.

La banque de l'avenir

2. Une banque d'accès aux ressources

Deuxième volet : l'accès matériel aux produits et services disponibles.

On peut l'envisager de deux points de vue. Celui des entrepreneurs, qui seront « crédités » des matériaux, énergie, machines, locaux qui leur seront nécessaires, et celui des usagers.

Dans les deux cas, je vous rappelle le principe : tant qu'il y en a, on peut en prendre.

S'il y en a, c'est qu'on a eu la permission de le produire. Voir plus haut : on a « prudentialisé » l'accès aux ressources et pris en compte les recyclage. Au plan écologique, pas de danger.

Et quand il n'y en a plus ?

On renouvelle dans les mêmes conditions.

Et si la demande est telle que seuils de prudentialité sont atteints ?

Eh bien les clignotants s'allument.

Ils s'allumaient déjà, notez bien, lorsque les entrepreneurs ont peaufiné leurs projets, pour leur signaler qu'on avait déjà suffisamment de ce qu'il apporterait et les inciter à plus d'imagination. Ou pour signaler que, dans la même gamme d'usages, si une production quelconque était, pour une raison ou une autre empêchée, il fallait pouvoir trouver des appareils ou produits de remplacement.

La sagesse qui prévaut aujourd'hui déjà pour dissuader de mettre sur le marché un produit ou service qui surabonde ou pour mener de front des productions convergentes, cette sagesse prévaudra demain comme aujourd'hui.

Dans une économie sans profits monétaires ni monnaie, le risque de manquer, envisagé d'une manière globale, ne pose pas de problème.

Il n'est en tout cas pas entretenu pour faire monter les prix. La régulation de l'offre et de la demande est aujourd'hui assurée par des prix.

Elle est donc aussi filtrée, déformée par l'usage de l'argent. L'usage d'un outil aussi transparent que celui des codes-barres régulera tout aussi bien et dans la transparence.

Venons-en maintenant aux particuliers.

Répondons d'entrée à l'objection récurrente des « gens » qui rafleraient tout.

Les gens qui ont entendu dire que le riz allait manquer sont-ils aujourd'hui empêchés de faire la tournée des magasins et de rafler le maximum ? S'ils ont les sous, ils le peuvent. Mais ça le serait aussi, notez bien, dans une économie sans profits monétaire qui conserverait l'usage de la monnaie.

Imaginons donc comment ça se passera, dans une économie sans profits monétaires ni monnaie, quand vous irez dans un magasin qui applique le principe « tant qu'il y en a on peut en prendre » ?

Sans trop m'éloigner de l'esprit de l'objection, focalisé sur les individus accapareurs, j'avais pour ma part proposé l'usage de cartes anonymes, disposées à l'entrée du magasin, qui se rempliraient de tous les articles que le client avait déjà pris avec cette carte. Passé un certain nombre de « prises », elles refuseraient l'accès à l'article. Mais s'il en reste vous pouvez demander à un autre d'en prendre sur la carte anonyme qu'il a reçue.

Que ce soit lui qui prenne ou un autre, aucune importance, tant qu'il y en a. Le système qui gère les renouvellement est prévu en temps réel.

Il peut l'être sans recourir à des cartes à puces dont seraient équipés les acheteurs. Des systèmes sont aujourd'hui à l'étude, qui devraient bientôt supprimeront les caissières : le contenu du chariot sera automatiquement enregistrée sans déverser les articles sur le tapis roulant. Je regretterai ma caissière favorite, certes, mais j'imagine que la caissière a mieux à faire que de la gym devant un rayon laser.

Quelques uns m'ont déjà remontré que tout ne s'achèterait pas dans des super-marchés, et que l'idée de cartes, qu'ils avaient du mal à concevoir anonymes, n'était donc pas exclue. Mais le marchand de journaux n'est-il pas déjà équipé d'un terminal ? Pourquoi pas la distributrice de fleurs ?

Réinventer la banque...

Reprenons.

Solution basse : abolir les profits monétaires. La banque continue de créer de l'argent. Sans intérêt. Il ne sert qu'une fois - il s'annule au moment de la transaction. Il n'est pas théssaurisable et donc **anti-capitaliste par construction**.

Cet argent génial traîne malheureusement encore avec lui des risques de hiérarchies salariales et ceux qui ont les revenus les plus élevés veulent

en avoir pour leur argent. La consommation se démocratise par paliers, les moins payés sont les derniers à acheter ce qui a séduit les premiers - ou on le leur produira à bas prix, moindre durée et moindre service, ce qui les signalera encore plus gravement comme « gens d'en bas ».

La critique des signes de richesse, de progrès, d'utilité, risque d'attendre encore un peu et la planète continuera de souffrir.

Au plan technique, la banque continue comme avant de créer des sous d'un trait de plume. Elle élargira probablement déjà cette mission en jouant la banque d'informations, avec codes prudentiels etc. Mais vous ne pourrez empêcher ceux qui ont les revenus les plus élevés de justifier leur distinction en provoquant des productions dispendieuses pour l'environnement. Et si matériellement il y a encore de quoi les réaliser, vous pourrez difficilement en dissuader les plus-friqués.

Solution haute : abolir l'argent.

Humiliée depuis des siècles par son usage, la vocation de votre cœur de métier enfin se révèle : **favoriser la production de richesses et l'accès de tous aux fruits de leur travail.** Favoriser la production de richesses, recherches incluses, et dans ces recherches toutes celles qui visent à préserver les richesses naturelles.

De cette vocation, vous aviez l'intuition. Mais vous l'avez étouffée.

Vous n'êtes pas devenu banquier seulement pour produire de l'enrichissement en argent. C'était un moyen, par lequel il fallait passer, mais vous visiez autre chose. Vous avez sincèrement pensé que soutenir ce mode d'enrichissement était nécessaire et sain.

Il vous est même arrivé de reprendre, en toute bonne foi, l'argument selon lequel c'est grâce au capitalisme, « malgré tout », que les progrès dont l'humanité s'honneure ont été rendus possibles.

A présent, sachant tout ce qu'une banque peut aujourd'hui faire sans argent, et qu'elle ne peut le faire que si on abolit l'argent, vous reconnaîtrez que ces excellentes choses que vous portiez au crédit du capitalisme, l'argent a empêché l'humanité d'en bénéficier plus tôt, et qu'il a affaibli ce que leur usage pouvait avoir de bénéfique.

Mais il ne suffit pas de le savoir, de le dire, et de rejoindre ceux qui le démontrent à longueur de succès éditoriaux et le disent en prose et en vers. Ils sont contre le capitalisme, mais n'ont encore jamais proposé d'autre que lui-même pour abolir ses méfaits.

Leurs alternatives, toutes plus généreuses les unes que les autres - redistribution des profits plus juste, association capital-travail, monnaies locales, revenu garanti - s'y adosserent.

De plus en plus de collègues admettent faire un sale métier. NON : simplement, le métier ce n'est pas ça. Leur métier ils ne l'ont jamais fait que dans les coins.

Alors c'est quoi, ce métier ? Celui qui vous reste à inventer, à partir des moyens qui sont là, qui abondent, et dont on peut faire un tout autre usage.

Si tous les banquiers du monde

La planète ne suit plus. Elle est incapable de répondre aux demandes matérielles que lui impose l'obligation de faire des profits monétaires croissants. L'appât de nouveaux gains sur des produits et services qui modèrent son épuisement soutiendra l'appât de gains qui l'épuisent. *De ce cercle on ne sortira qu'en abolissant les profits monétaires.*

Les peuples n'en peuvent plus. Ils acceptent de moins en moins ce qui leur arrive. Leurs territoires, soumis aux exigences du marché, ne leur appartiennent plus. Pourquoi n'ont-ils plus le droit de se nourrir eux-mêmes ? Pourquoi doivent-ils consentir à une réduction massive de services publics patiemment construits par les générations précédentes ? Pourquoi l'accès au travail, à la retraite, au logement, leur sont-ils refusés ? Pourquoi...

Pour de strictes raisons de comptabilisation monétaire, *dont on ne sortira qu'en abolissant l'usage même de l'argent.*

Abolir l'argent : qui mieux que des banquiers peuvent aujourd'hui émettre une telle hypothèse ? Qui mieux qu'un banquier peut la faire connaître et pousser à l'élosion d'une civilisation sans monnaie ? Ils sont mieux placés que quiconque pour connaître les abus, les méfaits et contradictions de l'outil capitaliste.

Et de cette hypothèse, où étudier la faisabilité les applications, mieux que dans les écoles et les instituts d'économie qui préparent au métier ? Ils regorgent de données, d'outils et méthodes de traitement capables de tester les conséquences pratiques du nouveau paradigme tout en pointant les cinglants démentis apportés par les faits aux fausses évidences qui inspirent toutes les politiques économiques actuelles. Ils peuvent dans des délais très brefs, élaborer diverses pistes et les proposer à la mise en ondes politiques.

Tenir des propos pareils semble irréaliste. Les banquiers tiennent le manche et ne le lâcheront pas - etc. Mais la situation peut s'aggraver et les y obliger. Et il n'y a aucune raison de les condamner et de se passer des compétences qu'ils ont acquises en faisant la seule chose qu'ils étaient autorisés à faire : de l'enrichissement monétaire, au mépris du reste.

Ils ne sont pas plus coupables que des enseignants employés à fournir des négriers, ou « des forces de l'ordre » employées à protéger ce que Mounier qualifiait de « désordre établi ». Les moyens préjugent de la fin. Exclure, condamner, préjuge d'une société fermée.

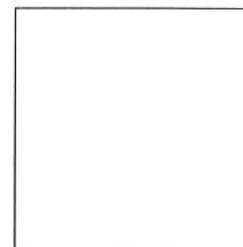
Je m'adresse maintenant aux socialistes, à la gauche de la gauche, aux écolos, aux décroissancistes, les anarchistes. Tant que vous admettrez implicitement que les profits monétaires et l'usage de l'argent sont la fin de l'histoire, si jamais vous arrivez au pouvoir, vous reproduirez les mêmes turpitudes budgétaires qu'aujourd'hui.

Si vous ne voulez pas les reproduire, si vous ne voulez pas offenser, à votre tour, les valeurs que vous avez défendues, vous devrez en passer par l'abolition de tout comptage monétaire.

Vous devrez donc inventer des institutions chargées d'informer sur les ressources disponibles et la cadence à laquelle elles peuvent se renouveler. Vous devrez aussi en inventer pour y donner accès.

Et que vous choisissez « la solution basse » avec l'argent, ou « la solution haute », sans, ces institutions seront forcément identifiées à des banques, dont elles occuperont tout naturellement les locaux.

Les banques, qui feront enfin leur cœur de métier, seront au centre du dispositif, comme elles le sont déjà. Mais tous les usagers cette fois comprendront et partageront leur objectif, « dans l'honneur » et non plus le mépris des richesses humaines et de la planète.



Page suivante un argumentaire pour une économie fondée sur les ressources...

Il suffit de l'imprimer et de remplir le cadre en écrivant la date et le lieu de réunion !

L'argent et après ?

Pour quelles raisons l'usage de l'argent s'est-il imposé ?

Pour quelles raisons son usage doit-il être aujourd'hui abandonné ?

Les mêmes.

L'usage de l'argent a certes facilité les échanges, mais il a toujours, mécaniquement, réservé en priorité l'accès des biens et services à ceux qui en ont. Il prive donc la majorité du fruit du travail collectif. Même s'il n'a pas été inventé pour cette raison, comment empêcher d'exploiter cette propriété ? Aussi longtemps qu'argent il y aura, classes sociales il y aura et lutte des classes.

Hors d'un cadre restreint, aucune création de richesses ne peut être envisagée si on n'a pas l'argent pour les financer et si elles ne produisent pas d'enrichissement monétaire. Dans ce cadre « la libre entreprise » est un vain mot. Ne survivent que les entrepreneurs capables de soutenir et renouveler les technologies les plus pointues, parmi lesquelles celles de la guerre, rempart ultime des oligarchies.

**L'usage de l'argent, *par construction,*
fait obstacle à ce qu'il promet.**

Emis avec intérêt, il oblige les entrepreneurs à en rendre plus qu'ils n'en ont reçu. La croissance monétaire, indispensable à la « bonne marche » de l'économie, oblige de fermer les yeux sur la nature des produits et services créés, de les produire en abondance pour faire des économies d'échelle et enlever les marchés. Quelle que soit leur compatibilité avec le renouvellement des ressources naturelles (produits « verts »), l'obligation d'en produire en masse s'achève en friches industrielles et en déserts.

On ne peut faire *la décroissance matérielle* dans un système qui exige *la croissance monétaire*.

Peut-on civiliser l'argent ?

N'est-ce pas le but des monnaies dites alternatives ? Elles combattent la capacité d'accumuler l'argent, excluent parfois son émission avec intérêt. Elles incitent à relocaliser l'économie. Mais aucune de ces monnaies ne prévoit comment abonder en amont les revenus des usagers.

Seule la monnaie « distributive », émise sans intérêts, s'annulant au moment de l'achat, distribuée leur vie durant aux usagers en proportion de la valeur attribuée à la production pendant une certaine période, introduit une véritable rupture. Elle éradique l'inflation. Tout ce qui est produit peut être acheté.

Elle a néanmoins encore deux défauts : elle met des prix sur les choses, ce qui tend à leur donner une autre valeur que la valeur d'usage, et en met aussi sur les usagers, si on hiérarchise les revenus, ce qui semble difficilement évitable. Elle risque donc de faire primer, dans le choix des produits et services, les désirs induits par les moyens supérieurs dont disposeront certains usagers.

Peut-on se passer de monnaie ?

Cette hypothèse suppose de désactiver le circuit qui prend en compte des prix au moment où la sortie des articles est enregistré à la caisse.

Seul le circuit qui informe des renouvellements nécessaires nous intéresse.

Cette information, rendue possible par l'informatisation des données (codes-barres) remonte du commerçant aux producteurs, et de ceux-ci à leurs propres fournisseurs. Elle est précise, totalement objective : *il y a, il y en a (ou pas !) et en telle quantité.*

Elle permet de recentrer l'économie sur le local, et d'équilibrer l'utilisation des ressources naturelles avec leur renouvellement.

Elle intéresse tous les usagers, du RMIste au banquier, tous les partis.

**Ses conséquences sociales et environnementales,
sa technique et sa mise en ondes politiques seront présentées**

le...

ABOLIR LA MONNAIE

grille argumentaire pour une économie fondée sur les ressources appliquée à l'apurement de la dette publique par les Etats

L'économie actuelle ne peut subsister qu'à condition d'opérer des profits monétaires croissants dont une partie revient à l'Etat (taxes et impôts). Il les facilite par des grands travaux, des règlements intérieurs et internationaux. Il épingle leurs dégâts sociaux et écologique et parie sur une croissance infinie - ou son retour, qu'il facilite en taxant moins. Au fil des ans son endettement s'accumule et les agences qui « notent » ses capacités de remboursement tiennent sa politique à la merci des créateurs.

1. Les parades en forme d'impasses.

Réduire les déficits publics conduit, entre autres, à privatiser les entreprises publiques, à réduire le nombre d'emplois d'Etat, et donc à créer des chômeurs qu'il faut secourir et dont la moindre consommation réduit la croissance. Nationaliser la création monétaire reconduit l'obligation de faire des profits, d'entrer dans le jeu de la concurrence internationale et de masquer son coût social et écologique. Créer des organismes de secours pour parer aux famines et catastrophes : leur financement s'adosse au système et prolonge ses méfaits. Changer les majorités en exercice ? Les nouvelles doivent faire pareil. La déception génère le fascisme.

2. Tirer parti de pratiques déjà largement répandues.

Pour réservier une place en train, on sait aujourd'hui en temps réel combien de places sont disponibles, en quelle classe, quel jour, quelle destination. Ce prodige peut s'appliquer à tous les articles. Il permet de les renouveler en fonction de la cadence de sortie et de prévoir des seuils pour éviter l'épuisement des ressources et chercher d'autres solutions.

Aussi irréversible que l'électricité ou Internet, l'informatisation des données est déjà partout à l'œuvre. Au moment du passage en caisse d'un article, les codes-barres activent deux circuits : celui des prix et celui du renouvellement des articles.

Seul le second est indispensable. Il prévient le fournisseur, qui se retourne sur ses propres fournisseurs... La chaîne est rompue parce que les ressources viennent à manquer et non plus, comme aujourd'hui, parce que l'article ne fait plus assez de profits et que l'entrepreneur doit abandonner.

L'informatisation des données permet d'assurer tous les échanges sans monnaie.

Une comptabilité parfaitement objective des richesses produites et des ressources est en fait déjà à l'œuvre, masquée, pervertie par les profits, la spéculation, les secrets de la concurrence.

3. Conséquences de l'abolition de l'abolition de la monnaie :

Abolition de l'obligation de faire des profits monétaires qui remboursent les intérêts des crédits. Relocalisation des activités. Economie solidaire. Résurrection des ressources matérielles et humaines négligées, oubliées, gâchées du fait de la concurrence et de la production en masse. Reconquête du « cœur de métier ». Libérée de l'obligation de faire des profits monétaires, la banque (devenue banque de données) peut enfin se concentrer sur le développement de la recherche en général et d'activités aux retombées sociales et environnementales positives. L'entreprise peut faire tout de suite utile, sain, durable et beau en association ou complément avec les autres. Les travailleurs s'investissent librement dans les activités de leur choix. La démocratie, libérée des contraintes monétaires, repart sur le principe de la maîtrise de leurs usages par les usagers. Les ressources de la planète cessent d'être mises à l'encan.

4. Mise en ondes politiques :

L'abolition de la monnaie abolit l'opposition droite-gauche. Elle réalise toutes les espérances cultivées en ordre dispersé par les partis politiques. Elle constitue la base du rassemblement que les partis cherchent à opérer à leur profit tout en gardant l'ordre actuel. Son instauration est un pas en avant pour l'ensemble de l'humanité, comme l'abolition des droits seigneuriaux, de l'esclavage, de la supériorité d'un genre sur l'autre, de la peine de mort, des cultes imposés...



*Les élections 2012 font remonter à la surface deux vieux débats :
à propos du capitalisme (plus anticapitaliste que moi tu meurs)
et de la délégation de pouvoir (qui pourrit son élu).*

*Mais ceux qui s'affichent anticapitalistes
continuent de croire à la vertu des profits monétaires,
sans lesquels... le capitalisme n'existerait pas !*

*Quant aux abstentionnistes ou ceux qui rêvent de démocratie participative,
ils croient toujours aux décisions prises à la majorité.*

les décisions prises à la majorité ou du poison dans l'expérience

L'idée de tirer au sort les responsables fait du chemin dans les réseaux « alternatifs », où Etienne Chouard⁽¹⁾, qui sait tout sur l'expérience grecque-antique, est abondamment cité.

Je n'ai toutefois vu nulle part remarquer que le tirage au sort était parfaitement compatible avec les décisions prises à la majorité.⁽²⁾

Or tout appel à une majorité pour clore un délibération perturbe la perception de la réalité et la liberté d'action. Cela, nous l'avons tous observé, dans maintes circonstances, et tous refoulé, tant est forte l'idéologie majoritariste, et vaut aussi bien dans le domaine politique que celui de n'importe quelle action entreprise à plusieurs.

C'est donc en partant de ce cadre général que nous appelons à réfléchir au problème particulier de l'organisation politique.

Une réalité : l'expérimentation continue.

Soit une entreprise, un projet en cours, à titre patronal, coopératif, individuel, sur le long terme, le temps d'un cent mètres ou de se moucher.

Quel que soit le cas, s'il s'agit d'une action contrôlée par un cerveau et non par des dispositifs mécaniques, *elle fait l'expérience de capacités et*

de résistances en relation avec le projet de départ. Elle consiste en une suite de rétablissements d'équilibre. S'y agglutinent ou doivent s'en détacher des « actions » parentes ou concurrentes, des contraintes matérielles qui renforcent ou contrarient le projet. Interviennent à tout moment des corrections dont la souplesse et la pertinence sont menacées dès que la décision doit attendre d'être prise à la majorité, ou par des décideurs élus à la majorité.

Lorsque la décision est contrainte par l'obtention d'une majorité, cette décision, une fois prise, fait exister, *abstrait*, un schéma, un devoir-être, qui tend à faire négliger ou traiter comme hostile ou coupable tout ce qui peut s'y opposer.

L'expérimentation en est corrompue. Elle met au premier plan le respect des décisions, dégénère en enquêtes « à charge » : méchantes conditions matérielles, collaborateurs incapables, etc., et le moment d'orienter l'action dans un autre sens ou de la suspendre en est encore retardé.

Petite boîte dans la boîte générale : l'organisation politique.

Rien ne va plus aujourd'hui en matière de démocratie. Celle-ci étant confondue avec l'instrument de sa confiscation (c'est-à-dire l'élection d'instances que leur élection établit comme ayant la justice et la justesse avec elles), le mécontentement, dans tous les milieux, fait gonfler une bulle accusatrice : être élu pourrit les meilleurs, « ils » ne savent pas quoi inventer, « ils » ne décident de rien.

Mais après avoir dénoncé et redénoncé : que faire ? *Il n'y a pas d'alternative.*

⁽¹⁾ V. sur Internet

⁽²⁾ ...et la sélection préalable sur la base de diplômes, de services passés, du profil psychologique ou autres critères sur la base desquels décider, là aussi, à la majorité. Ex. : Ces diplômes sont-ils indispensables? Combien de oui..., combien de non ?

Faux. Il y en a une, et probablement même plusieurs. L'administration de la preuve exige toutefois des précautions.⁽³⁾

Observons donc *comme une expérience* trois siècles de délégation de pouvoir et de décisions prises à la majorité.

Longtemps élire ou être élu a été filtré par le cens. On a progressivement descendu l'assiette de l'impôt et donc « démocratisé » l'élection, au point de supprimer le cens. Ont alors commencé à s'introduire dans les lieux de décision des compétences d'un tout autre ordre que celles qu'il faut avoir pour gérer une usine, de grands domaines ou une banque d'affaires. Il est devenu plus important de savoir dire que savoir faire. L'émotionnel, a pris - et servi - le pouvoir. Il a aidé à créer une classe politique et des partis ou entreprises politiques soumises à la concurrence et aux rentrées de voix, comme les autres aux rentrées d'argent.

Si nous considérons cette évolution comme une *expérience*, aucune raison de culpabiliser *les politiques*. Nous ne culpabiliserons pas davantage *les managers* étranglés par des majorités qui ne connaissent que le profit monétaire immédiat. Les classes politique ou managériale, leurs avantages, leur irresponsabilité, leur contre-productivité matérielle, sociale, écologique, résultent d'une *expérience ignorée*, subie, conduite le nez sur le guidon et que nous avons tout lieu de chercher à abréger.

Reste à en concevoir une autre, qui abandonne les deux principes de l'*expérience* en cours et qui se sont comme retournés contre elle : la condition monétaire et les décisions prises à la majorité.

Cahier des charges

La condition monétaire fait dépendre toute décision des profits monétaires. Dans ce cadre toute entreprise, *expérience de fait*, doit composer avec les retours sur investissements. Elle se réduit quasiment à tester, de façon dérisoire, s'ils sont compatibles avec les profits monétaires immédiats ou futurs. Ceux-ci étant désormais plus rapides sur le marché financier que sur le marché de produits « réels » et le second dépendant du premier, le mammouth économique avance sur un fil. La contre-expérience que nous proposons, abolir l'argent, apparaît donc ici comme une planche de salut.⁽⁴⁾

La condition majoritaire fait dépendre toute décision d'une majorité. Elle implique de devoir

convaincre une majorité et donc soit de minorer la nouveauté des propositions, soit de les noyer dans un consensus général, un jus d'évidences qui ont souvent déjà perdu tout avenir (comme de croire encore au pétrole, aux profits monétaires ou à la démocratie 50,1 ou - pire encore - à 99%). Se faire élire sur un programme tarde le moment d'arrêter au moindre soupçon d'échec. En cas d'obstacle, la première réaction de l'élu pour faire ce qu'il a déclaré est de chercher l'origine de l'obstacle dans la volonté des exécutants. Celle du tiré au sort sur mandat exprès sera-t-elle différente ? Toute délégation de pouvoir emprisonne le délégué dans le projet affiché. Il tait la difficulté, et s'il la dit ceux qui ont conçu le projet préfèrent « refiler le bébé » à la prochaine équipe de décideurs plutôt que d'avouer leur erreur, comme on l'a vu dans des affaires comme celles des Halles de La Villette ou du Crédit Lyonnais.

Mais comment prendre les décisions si on ne le fait plus la majorité ?

A l'expérience, c'est à dire d'une façon qui soit en accord avec n'importe quelle forme d'action ou entreprise, qui en compose d'ailleurs plusieurs simultanément. C'est en réalité déjà le cas, mais seulement lorsque l'échec (tragique, culpabilisant), est enfin avoué.

Dans le cadre d'une démocratie débarrassée de l'usage de la monnaie et qui de ce fait peut avoir accès « aux choses » sans qu'elles soient masquées par les artefacts monétaires, « à l'*expérience* » veut dire au moins trois choses.

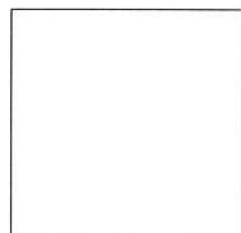
1. *En temps réel*. Nous savons le faire (voir place TGV). Mais pas dans la transparence, du fait de la spéculation (les quantité de CO₂ et de ressources sont encore secret d'Etat).

2. En croissant *dans des banques de données* le maximum d'informations relatives aux quantités, à l'origine, aux expériences déjà en cours. Informations assorties de seuils de renouvelabilité à ne pas franchir et de calculs des effets d'un nouvel usage dans l'écologie générale. Nous avons là aussi tous les moyens pour le faire.

3. *Que toute activité soit revendiquée comme une expérience et puisse être lancée et arrêtée sans honte et dans les plus brefs délais*, ce qui exige que l'entreprise soit de petites dimensions et que tout participant ait un droit de remarque, de retrait, de proposition.

⁽³⁾ Notre but étant une société réconciliée, nous n'en prendrions pas le chemin en jouant les accusateurs publics. C'est pourquoi je parle d'une *expérience*.

⁽⁴⁾ Elle revient à fonder l'économie exclusivement sur les ressources. *Zeitgeist*, apparu en Californie dans les années 70, sur lequel nous reviendrons, a lui-même déjà adopté cette hypothèse, mais est resté dans la même ignorance que le distributisme historique au sujet des moyens informatiques grâce auxquels nous pouvons aujourd'hui nous passer même d'une monnaie.



PROSPER

un sociotope sans argent

ARGUMENTAIRE

DEUXIEME TIROIR **LA TRANSITION**

Les objections « spontanées » réunies dans le premier tiroir mettaient directement en question la faisabilité d'une société qui abolirait l'usage et donc le pouvoir de l'argent. Celles classées dans le second s'attachent plus précisément aux modalités de la transition. Elles s'ordonnent autour des trois mêmes soucis :

Qu'est-ce qui peut provoquer à changer de modèle ?

Comment opérer techniquement. Comment échanger si on ne dispose pas d'un instrument d'évaluation ? Quelles incidences l'abolition de la monnaie a-t-elle sur la justice, la direction des entreprises, l'éducation ?

Quelles orientations prendre dès le départ ?

Choisies et traitées dans la perspective de la transition, elles ont provoqué des réponses et commentaires qui approfondissent la problématique générale de la désargence et préparent à dégager les options de fond qui font l'objet du troisième tiroir.

VI. Abolir les profits monétaires exige-t-il d'abolir l'argent ?

Distributisme I et II

VII. En pleine crise, la désargence est-elle envisageable ?

La désargence : par étapes, par Etats ou mondialement ?

L'histoire et ses leçons

Comment faire l'import-export sans argent ?

Une autre conception du crédit

VIII. Modèles ou modules directeurs

Pas de boucs émissaires.

Comment réconcilier opprimés et oppresseurs ?

Que faites-vous des prisonniers ?

Et les immigrés ?

Le cœur de métier

IX. La transition au quotidien

Le premier jour...

lisble sur desargence.org

X. L'avènement politique du sociotope réel

Comment éviter d'officialiser les responsables ?

Quelle forme donner à l'Etat ?

Transition mentale ou technique ?

VI. Fonder l'économie sur les ressources exige-t-il d'abolir l'argent ?

Une fois compris que l'obligation d'opérer des profits monétaires ruine la solidarité et la planète, qu'elle est responsable de crises cycliques, etc., la seule question qui vaille est : de ces profits-là, comment se passer ? Mais l'Economie distributive²⁹, dont **PROSPER** a rappelé et adopté la thèse centrale, a déjà montré comment : en re-fondant directement l'économie sur les ressources réelles. Alors pourquoi abolir l'argent ? Il reste indispensable pour évaluer et échanger ! En période de crise comme à froid, si vous voulez vraiment en finir avec le capitalisme, le libéralisme, la financiarisation, proposer d'abolir l'argent est un luxe inutile et suicidaire : personne n'y est prêt, vous bloquez la sortie.

Merci de vous souvenir des efforts de **PROSPER** pour sortir l'Economie distributive de l'oubli³⁰. Mais cet oubli s'explique ! A peine avez-vous rappelé ses principes et son histoire, vous suscitez un refus massif, quand ce n'est pas de la haine. Pourquoi ?

L'économie distributive - ou distributisme - s'expose aux objections élémentaires soulevées par toutes les innovations - trop beau pour être vrai, la nature humaine, etc. Mais elle demande, surtout, de longues explications au sujet de la création monétaire, une pratique pourtant courante mais à laquelle on a du mal à croire. Et quand enfin on a compris, on en conclut que c'est un truc « économique », pour spécialistes.

Mentalement, donc, la transition par le distributisme historique n'est pas plus facile à admettre que le passage direct à un monde sans argent. Et à partir du moment où vous savez que d'argent, aujourd'hui, on peut se passer, inutile d'expliquer comment il se crée et « fonctionne ».

Le principe de la désargence se comprend en quelques mots. Se passer d'argent est plus facile à imaginer que d'où viendra le nouvel argent et comment on fait pour l'annuler au moment de la transaction. La description des deux circuits est accessible à tous. Faites l'essai. Sans avoir jamais posément réfléchi à tout ce qui se passe en amont du laser qui lit les codes-barres, n'importe qui constate que ça marche.

Par ailleurs, quand on s'intéresse, comme **PROSPER** l'a fait, au distributisme dans sa version « historique », avec argent donc, on peut difficilement laisser passer des choses comme le « service social » ou « contrat civique », qui met les travailleurs sous surveillance. Il serait malhonnête de notre part de ne pas signaler la planification d'Etat et son accumulation de bureaux, et donc la perspective d'un Politburo. Les décisions prises par une classe politique indépendante agitée par les enjeux de pouvoir sont des choses d'un autre âge. Vous aurez beau dégager tous les avantages que le nouveau modèles apporte. Le risque de soviétisme reste sérieux et primordial.

Mettre en place la création monétaire sans intérêts, chiffrer en prix l'ensemble de la production et des ressources, annuler l'argent au moment du passage en caisse, planifier la production, n'est pas plus difficile que de passer à l'euro. Mais il faut bien voir que si le distributisme « historique » était aujourd'hui appliqué, il se servirait des techniques qui sont celles d'aujourd'hui : informatisation des données, codes-barres. La gestion des stocks fonctionne déjà partout avec.

Plaquer là-dessus l'usage d'une monnaie, même aussi géniale que la monnaie distributiste, c'est comme accoler un moteur de formule 1 à un cheval pour tirer la charrette pourrie des prix. Nous irons plus vite et plus neuf - en obligeant tout le monde à inventer, s'inventer, sur le même pied ou presque - en coupant tout de suite le circuit des prix et en ne laissant que celui du renouvellement.

²⁹ Mouvement, né après la crise de 29.

En économie distributive l'argent est émis sans intérêt, en proportion des produits et services créés ou à créer pendant une certaine période. Il est distribué aux usagers qui peuvent donc acheter tout ce qu'ils ont produit en fonction de leurs « besoins » et non des profits qu'il faut en faire sur un marché concurrentiel et aléatoire. Il s'annule au moment de l'achat. On ne peut donc pas l'accumuler. Il est « anticapitaliste par construction ».

Plus grave... Le fait que l'économie distributive conserve une monnaie semble faciliter sa mise en œuvre. Supposons qu'on offre le choix aux électeurs.

Un parti porte l'idée de revenus tous égaux. Adieu Mérite, adieu Carottes, adieu Bâtons ! Son radicalisme profite, en fait, aux tenants du changement par « les petits pas » sans lesquels il ne se passe rien. Est-ce que « les gens » vont suivre ? Pas si vite !

L'écart tolérable entre les revenus devient donc l'enjeu du débat électoral.

Cet écart était de 1 à 40 après la guerre. En Europe aujourd'hui il est de 1 à 400. « La gauche » proposera courageusement de 1 à 3, le 3 étant exceptionnel. « La droite » limitera l'écart de 1 à 20 avec dérogations possibles. « Le centre » prêchera le cas par cas...

Imaginons que les partis pro-monnaie se mettent astucieusement d'accord pour fixer un maximum à 100% et une hiérarchie de 50 à 100. La vie de certains usagers vaudra quand même deux fois plus cher que d'autres. Les usagers qui auront les revenus les plus élevés auront dans les faits, sans aucun mandat, un pouvoir de décision supérieur, car ils induiront des produits et services qu'ils seront les premiers à pouvoir acheter et leur mode de vie servira de modèle aux usagers de base. Les programmes des partis en tiendront compte pour promettre aux « petits » les avantages dont jouissent déjà les plus riches.

La démocratisation matérielle continuera d'opérer de haut en bas et poursuivra ses ravages.

Et qui décidera du 50, du 60 ou du 100 qui seront attribués ? Et « des augmentations » ? Sur quels critères ? Ou sur « le fait » que certaines activités sont essentielles à l'économie, qu'elles sont pénibles, demandent des études longues ? Ce genre de considérations reconduira la spécialisation des citoyens essentiels à la production. On ne le néglige que trop : la distribution de revenus inégaux fonde l'investissement personnel sur une motivation tout autre que celle qui conduit à participer à une expérience. On continuera de se défausser des tâches pénibles sur ceux qui veulent bien les faire et dès lors pourquoi les supprimer ? Aucun changement profond à attendre, sur ce point, par rapport à ce qui se passe aujourd'hui.

L'abolition des profits monétaires toute seule modifiera certes beaucoup nos rapports avec l'environnement. Les distributistes historiques n'y avaient pas pensé, parce que la planète à l'époque ne comptait encore qu'à peine quatre milliards d'usagers. Rappeler l'existence de l'économie distributive, sur ce point, arrive donc au bon moment, et PROSPER a donc essayé d'en faire la promotion en milieu écolo où le parti vert ne voit toujours pas plus loin que les nouveaux profits monétaires à retirer des techniques « vertes ».

VII. En pleine crise, la désargence est-elle envisageable ?

En 89, en pleine déroute financière on a vu abolir la féodalité. La chute du tsarisme, en 1917 a eu lieu en pleine guerre. On a aussi vu surgir les révolutions « arabes » en pleine paix.

**2011-12 : Les gens un peu partout en Europe sont déjà dans la rue.
Qu'est-ce que vous faites pour les convaincre qu'ils y sont pour abolir l'argent...?**

Ce que nous faisons en ce moment. Montrer les avantages qu'il y a à l'abolir et à surclasser le TINA de Mme Thatcher - there is no alternative - par une alternative originale et qui ne s'adosse pas, comme tant d'autres, aux barbelés de la finance. Montrer qu'elle est faisable, et que le jour A comme Abolition il suffit de couper le circuit des prix et de mettre tous les stocks dans le même pot.

La réunion des infos sur les ressources et richesses connues créera un nouvel intérêt pour des ressources et richesses oubliées. Les effets négatifs de la mondialisation se dissoudront rapidement, puisque ce qu'ils ont de négatif est dû avant tout à la concurrence monétaire. Plein de ressources, négligées parce que ça revenait moins cher d'importer, vont pouvoir être à nouveau reconnues, et les savoir-faire locaux aussi.

Le but est de disposer partout des informations sur la quantité de produits disponibles, où ils sont, etc. On sait le faire depuis longtemps pour des produits particuliers comme les places de train ou de théâtre. Ce sera le travail des banques de données.

Un seul ou trois ou dix usagers qui auront une idée d'entreprise convoqueront les données sur un pupitre n'importe où, dans l'entreprise où ils exercent déjà ou dans n'importe quelle ex-banque de placement ou de finance.

PROSPER n'est pas le premier à proposer d'abolir l'argent. Mais « fonctionner sans argent » ne pouvait jusqu'à présent s'appliquer qu'à des cas exceptionnels : celui de petites communautés vivant en autarcie ou en marge d'économies/sociétés qui fonctionnent sur la base d'échanges monétisés.

L'informatisation des données apporte à cette idée une force de conviction toute neuve. Car elle est désormais partout. Mais partout au service de l'argent, qui l'empêche de donner toute sa mesure, un peu comme la bourgeoisie dans sa condition vassale de la fin du XVIII^e. Supprimez l'argent, le service tient debout tout seul.

*Le passage à l'abolition de la monnaie, il faut le penser comment ?
Par étape, par Etats, ou mondialement ?*

L'intérêt d'abolir l'argent concerne toute la planète. C'est donc sous sa forme mondiale, mondialisée, qu'il faut l'envisager, garantie par l'ONU, puisqu'il existe et qu'il faudra en inventer un autre si celui-là refuse. Mais « garanti par » ne veut pas dire « dirigé par ». Le but n'est pas un gouvernement mondial sur le modèle d'un Etat-Nation.

Penser la transition implique aussi de comprendre que ce genre de centralisme est devenu contre-productif et que l'informatisation des données, justement, permet de l'éviter.

Les banques de données ne se contenteront pas de rassembler des infos sur des ressources déjà répertoriées. Elles vont aussi prendre en compte plein de ressources oubliées, piétinées, parce qu'elles ne faisaient pas de profits suffisants. On ne verra plus nourrir les cochons des Cévennes exclusivement avec du maïs importé quand la montagne croule sous les châtaignes.

Gérer informatiquement, nous le faisons déjà. Croiser les informations aussi : voyez les « mots-clé » qui ornent le bas de tous les articles de revue. Google, Amazon, en ont fait leur cœur de métier. Techniquement, tout est déjà en place.

La simulation par ordinateur traite aujourd'hui couramment les explosions atomiques, le carénage des bateaux, les profils d'ailes d'avion, les prévisions météo ! Les nouvelles conditions vont encore pousser la recherche. N'importe qui doit pouvoir avoir accès à toutes les informations nécessaires pour modifier ou créer des entreprises ou lancer de nouvelles expériences. Vous l'inscrivez dans la Constitution ! - si vous jugez utile d'en faire une.

Un des enjeux majeurs de l'abolition de l'argent est d'exercer UNE VIGILANCE ACCRUE au sujet des pertes sociales et matérielles. Aujourd'hui, il suffit de proposer quelque chose de moins cher pour qu'il soit pris en considération. Ce que ça coûte en aval et en amont n'est pas pris en compte, ou trop tard, sous la forme de décrets qui ralentissent un peu les dégâts et avec lesquels il est facile de ruser. Du fait de l'abolition de la concurrence, les entreprises pourront réunir leurs capacités et les croiser avec celles de « branches » différentes. Ces croisements auront des retombées sociales et environnementales considérables, dans des délais très brefs avec en prime une inventivité libérée. La transition en sera facilitée.

Complètement décentralisée, animée par plaques d'intérêts communs, d'usages relocalisés, la désargence étend à tous les entrepreneurs actuels et potentiels, toutes classes et origines confondues, une liberté d'entreprendre que l'obligation de faire des profits monétaires a toujours réduit à celle d'écraser les concurrents.

Vous parlez de crises périodiques... De l'histoire et de ses leçons...

Les leçons de l'histoire n'ont jamais jeté les usagers dans la rue. A supposer qu'ils la connaissent, « l'Histoire », à ce moment-là, n'a aucune prise sur leurs soucis.

La désargence par contre en a une. L'instituer a l'avantage de faire repartir d'une manière rapide et positive ce dont la machine économique est déjà capable et de prendre en compte à la fois la misère pour ainsi dire classique, les soucis qui tiennent au manque d'argent, et la misère écologique, qui, même si on s'en tenait à 1% de croissance monétaire seulement, insuffisante pour redistribuer des profits d'une manière qui diminue le chômage, nécessiterait au moins déjà deux ou trois planètes comme la nôtre à l'horizon 2050.

Les crises du capitalisme tiennent au fait que périodiquement l'usage de l'argent, qui lui est consubstantiel, conduit dans le mur. La surproduction qui fait chuter les cours, ou la faiblesse de la croissance monétaire, l'apurement des dettes, le crédit raréfié ou consenti à des taux usuraires, empêchent l'économie réelle de fonctionner à pleine capacité.

Si donc vous voulez stopper la nouvelle crise et qu'elle n'en fasse pas une de plus, qui sera suivie d'une autre et d'une autre pendant lesquelles vous verrez dix ans durant des ressources humaines et matérielles interdites d'emploi parce que la mécanique du profit et du crédit s'est bloquée, IL FAUT d'urgence couper le circuit des prix.

Tous les pays aujourd'hui dépendent du Marché mondial pour importer des produits essentiels pour leur survie et assurer des débouchés à leurs exportations.

Sans argent ce n'est plus possible !

Cette interdépendance est actuellement liée à l'argent puisqu'il irrigue le marché. Mais poser cette forme de liaison en principe, poser qu'aucune autre forme de lien n'est possible, entérine la guerre économique, les rapports de force entre pays importateurs et exportateurs et entre les entreprises de chacun de ces pays. La désargence permet tout au contraire de fonder l'interdépendance sur la solidarité et non plus sur la concurrence.

Notre argumentation opère en trois temps.

Le premier consiste à retourner l'objection : car c'est l'interdépendance fondée sur l'argent qui n'est plus faisable !

Dans le cadre de l'usage de l'argent, la solution, pour pallier aux déficits en aliments, en énergie, en outils, en dispositifs sanitaires, est de produire de l'argent pour acheter ce dont on manque. C'est probablement à cette facilité technique (et mentale) de se défausser d'un manque quelconque en payant, que l'usage de l'argent doit sa contagion, considérée comme vertueuse. On attribue à la recherche des profits monétaires d'avoir poussé « le progrès ». Mais elle les a tout autant ralenties et a eu pour contrepartie des complications considérables comme le dépeuplement des zones agricoles, la pression exercée par le bas prix de ce qui vient de l'étranger sur les industries récentes et les procédés qui exigent beaucoup de main d'œuvre. Bref : la perte du droit de se nourrir et travailler « local ».

Au final on voit les pays riches « aider » les pays pauvres et donc entretenir, justifier, en l'exportant, LEUR PROPRE MAL-DEVELOPPEMENT, fait de gadgets et d'obsolescence accélérée.

C'est donc bien « avec » ou « à cause de l'argent » que « ce n'est plus possible ». La mainmise d'une économie destinée avant tout à produire de l'argent sur l'économie « réelle » n'est plus à démontrer. Ni ce qu'elle implique d'insécurité alimentaire, matérielle, sociale (l'emploi !), ou la façon dont elle accroît sans cesse l'écart entre riches et pauvres.

Deuxième temps : montrer les avantages d'une interdépendance sans argent.

Imaginons l'esprit des ressortissants de pays actuellement propriétaires de pétrole, de produits miniers, de terres rares, ou qui jouissent de conditions climatiques ou écologiques favorables ou exceptionnelles, s'ils ne doivent plus les voir à travers le prisme de l'Argent.

Ils verront ce que « faire de l'argent » leur a coûté en énergie, transports, ressources gâchées, indépendance perdue, démocratie réelle et j'en passe. Ils verront que l'argent que leurs Etats en ont tiré pour accélérer leur entrée dans « l'ère moderne » a accéléré l'épuisement des ressources dont ils étaient en principe propriétaires et la perte de leur identité. Il a permis de repousser toujours à plus tard les transformations de fond. Pour contrer les contestataires et faire taire les revendications que nous qualifions de démocratiques, les Pays Arabes, la Russie, l'Algérie, redistribuent à temps, plus ou moins largement, les profits tirés du pétrole.

Supposons que les pays riches en produits « rares » se rétractent sur leur pré carré.

En ce qui concerne les ressources comme le pétrole et le cuivre, l'usage qu'ils en font aura du mal à les épouser ! Au-delà de cet usage, quelle utilité ont-elles pour eux ?

Reste à mettre au point un partage des richesses, mais sans regarder une fois de plus l'avenir dans le rétroviseur ou à la lumière de ce dont nous sommes (in)capables aujourd'hui. Pensons par exemple à ce que va devenir la recherche quand elle ne sera plus sélectionnée et poursuivie en fonction des

profits monétaires. Elle deviendra le premier poste « d'emploi », dont le premier souci sera de faire en sorte que nombre de ressources et de comportements aujourd'hui indispensables ne le soient plus.

La dépendance vis à vis des ressources étrangères n'a rien de fatal. Dans la mesure où elle risque de se prolonger (car même si elle est provisoire on ne trouvera qu'à cet endroit-là le produit essentiel), l'abolition des échanges monétarisés fouettera la diversification des recherches et des formes de solidarité.

La disjonction introduite par l'abolition de la monnaie entre propriété et responsabilité, que nous avons rapidement fait ressortir à propos du logement, revient ici en force. N'étant plus propriétaire mais responsables des ressources locales, et n'ayant plus à faire de profits monétaires à partir d'elles, la gestion des ressources minières ou écologiques devient l'affaire de tous et l'« aide au développement » autre chose que le nouvel habit de la colonisation.

En courte durée transitionnelle (trois ans), dans l'état de sous-équipement où un pays importateur a été laissé, le retrait immédiat des produits alimentaires et des machines qu'il importait semble exclu. On ne voit pas l'Europe produire des bananes, du café, du thé ou du cacao, des agrumes. Mais pourquoi n'en importerait-elle plus ? Et des fraises d'Espagne, qui atteindront vite un niveau de qualité égal à celui du sud de la France s'il n'est plus nécessaire de les produire en masse pour les imposer ?

Attention aux fantasmes d'autarcie. Que le droit des peuples à se nourrir et s'outiller eux-mêmes ne soit plus bafoué par l'argent et que les solutions locales soient partout poussées ne signifie pas que tout doive se faire d'une manière étroitement locale.

Il a toujours été difficile, et ceci bien avant l'industrialisation, de lancer une production et de la gérer avec un minimum de rationalité sans qu'elle déborde des besoins locaux. On ne voit pas pourquoi une région qui peut produire plus que ce dont elle a l'usage n'en ferait pas bénéficier les autres, surtout si cette production est accompagnée de partages éducatifs qui permettront de faire pareil et mieux ailleurs, sans l'avoir comme volé.

Sorti des considérations monétaires, si vous faites mieux, tant mieux ! En désargence, la mondialisation, la concurrence, ne sont plus un enfer, un carcan. Vous pourrez mettre en avant la reconquête de la qualité tout en reconSIDérant les retombées environnementales des transports, de la production en masse, de l'introduction de nouveaux usages. Vous aurez à la fois la mondialisation positive et l'autarcie positive, tournée, celle-là, autant vers l'intérieur que l'extérieur et qui s'enrichit, comme une personne, de ses échanges avec les autres.

Troisième temps : reconnaître que, bien que ralenti par le temps qu'il faut pour débloquer les crédits et générés par les susceptibilités diplomatiques, des rapports de solidarité œuvrent déjà lors de grandes catastrophes. Dans une économie sans argent, les ONG et autres organisations caritatives ne seront plus soupçonnées d'exploiter la misère.

Quand les ressources locales manqueront, ou vu l'urgence, les importations s'imposeront, comme toujours, mais sans être soumise aux profits monétaires. Ces manques seront vécus comme des défaites provisoires. Ils renouvelleront l'esprit de solidarité, sans esprit de charité, et fouetteront la recherche.

Je reprends la question autrement...

S'il n'y a pas de profits monétaires à la clé, qu'est-ce qui peut obliger les pays qui ont des ressources en pétrole, en terres rares, en agrumes ou bananes, à les partager ?

La question paraît concrète mais ne prend pas en compte l'évolution des choses dans le temps. Vous confondez les capacités de l'économie réelle avec l'obligation de faire des profits monétaires pour la faire marcher. Ces capacités sont utilisables par une tout autre économie ! C'est d'ailleurs précisément là qu'a germé l'idée de désargence !

Repronons donc : pourquoi abolir l'argent obligerait-il les pays enrichis par leurs agrumes ou terres rares à stopper du jour au lendemain leur production ? N'est-ce pas plutôt l'usage de l'argent quand il manque ou quand les prix s'effondrent, qui constraint à instituer des limitations - des quotas ? Dans une économie sans argent, vous continuerez d'exporter mais n'y serez plus tenus pour des questions d'argent et le ferez dans un tout autre contexte, celui de la solidarité directe, chiffrée non

plus sur la base de l'argent mais de ce qui est disponible, dont l'assiette sera élargie là où ça manque et réduite partout où c'est possible.

Pourquoi la désargence interdirait-elle d'importer ou d'exporter ? C'est tout le contraire ! Elle autorise la solidarité universelle ! Elle abolit la concurrence ! Vous n'aurez plus à craindre les transferts de technologie. Vous les accélérerez, les partagerez, les multiplierez, avec toutes les études d'impact dont nous sommes déjà capables et la possibilité d'arrêter à tout moment l'expérience sans ruiner quiconque.

Dans ce contexte, les clients, comme les fournisseurs, pourront s'interroger sur les raisons pour lesquelles les ressources et produits manufacturés des uns et des autres sont devenus absolument nécessaires, au point de se coloniser réciproquement, et positiver au maximum les effets induits par la relocalisation des activités. Cette recherche, ils pourront la faire sans attendre les capitaux. Il n'auront en vue que les profits sociaux et écologiques.

Exemple : l'usage du pétrole. Il a cru en proportion de la concentration technologique qui s'est opérée du fait des avantages du moteur à explosion sur la machine à vapeur, et celui de la chimie - notamment dans les matières plastiques. L'usage du pétrole dans tous les domaines l'a rendu de plus en plus indispensable, il a poussé la technologie qui lui est liée et a donc encore facilité son extension. Les profits monétaires immédiats tirés des applications concrètes ont suspendu, sinon interdit, les recherches qui permettaient de s'en passer. Ils ont facilité la colonisation pétro-chimique, prélude à la colonisation politique.

Il a suffi d'annoncer un « pic » de la production de pétrole, et donc le tarissement de leurs profits, pour que les pétroliers sortent de leurs cartons ou accueillent favorablement d'autres façons de produire de l'énergie et des matériaux qui pourraient se substituer aux pétroles pour produire des plastiques. C'était bon pour leur image de marque... Tout en veillant, on s'en doute, à être les premiers sur le nouveau marché, à s'accaparer les nouveaux brevets.

Comment concrètement passer des crédits-monnaie aux crédits-ressources ?

Où est le problème ? Dans une économie fondée sur les profits, comme la nôtre, quelle est la première chose dont on s'inquiète quand on lance un produit ou un service ? C'est de savoir combien il y a d'X, Y ou Z, matériaux, énergie, travailleurs..., pour le faire, et la cadence à laquelle ils peuvent se renouveler ou être employés. C'est des ressources !

Il est déjà possible de savoir en temps réel la quantité de ressources matérielles et humaines disponibles. Aujourd'hui c'est pour spéculer sur leur rareté, demain ce sera pour les protéger. Vous irez à la banque chercher un « crédit-ressources », assorti de conditions d'emploi autrement sérieuses et vérifiables qu'un crédit monnaie.

La première idée qui vient : attribuer des bons comme dans toutes les administrations. On peut toujours, mais ce n'est plus le problème. Le problème du crédit, en désargence, c'est d'abord celui que les acteurs sociaux peuvent faire aux expériences entreprises à l'usine comme ailleurs : pour qu'ils y apportent leur concours, il va falloir qu'ils y croient.

Les ressources humaines et matérielles dont nous pourrions disposer aujourd'hui ne vont pas s'évanouir du fait que l'argent aura disparu ! Elles réapparaîtront au contraire dans des proportions inimaginables, du fait du retour des chômeurs sur la scène productive et de la réduction du nombre d'objets monétairement juteux qui bouffent la planète et distraient leurs usagers de leur misère matérielle et morale.

Dans le cadre des revendications de décroissance, ce tableau devrait donc séduire, mais il reste encore superficiel. L'abolition de l'argent modifie les choses en profondeur : du fait que la notion de crédit s'applique exclusivement aux ressources, une autre approche se dessine, l'approche « usologique », sur laquelle nous reviendrons. Celle d'usagers en prise avec des usages auxquels ils « croient » au point d'engager de l'investissement humain et des dépenses de matériaux, d'énergie, de ressources naturelles.

Dans une économie fondée sur les profits monétaires, si vous avez l'argent vous importez les matières premières, fabriquez en nombre et vendez moins cher. La pénibilité des tâches n'entre pas ou

très peu en jeu : il suffit de payer le travail, de l'acheter moins cher ailleurs ou d'importer « du plombier polonais » (avant c'était du terrassier algérien).

Dans une économie fondée sur les profits, même les droits de polluer s'achètent ! Tout ce qui fait du profit est faisable. Dans une économie fondée sur les ressources, l'offre et la demande réglées par les prix ne jouent plus. Jouent à plein par contre, le temps, la peine des travailleurs, les difficultés rencontrées pour extraire les ressources et produire des richesses, les « retours » écologiques et usologiques.

La transition va rompre avec le système actuel, où chacun se défausse sur les petites mains, les spécialistes, les bassins d'emplois spécialisés dans la réponse aux usages établis. Les travailleurs impliqués, aujourd'hui contraints et forcés par le salariat d'accepter des tâches dégradantes et répétitives, auront cette fois les moyens de refuser. Dans une économie sans monnaie, impossible de se défausser sur des larbins. Mais il faut faire attention de ne pas se défausser non plus sur des spécialistes qui un jour pourraient jouer les indispensables.

Il y a comme un point aveugle de la pensée écologiste. Elle vise le traitement infligé à la planète et passe à côté de celui infligé aux ressources humaines. Dans une économie sans argent, l'acceptabilité de faire ceci ou cela ne se limitera plus aux incidences écologiques, à la façon dont le traitement des « entrants » biologiques et physiques injurie ou non le milieu, du fait des pollutions et déchets qui lui sont associés. Elle s'étendra à la façon dont sont injuriés les usagers chargés de leur traitement - conditions de travail, pénibilité. Elle prendra en compte la capacité des usagers de proposer et d'intervenir tout au long du processus de production, dont ils contrôleront l'expérience en temps réel.

Aujourd'hui déjà, les conditions de travail, les pollutions, font l'objet d'une surveillance. Mais chacun peut constater qu'elle a de gros trous. Et plus grave, mais personne ne semble s'en inquiéter, elle fait intervenir des fonctionnaires extérieurs à l'entreprise, identifiés à des agents de police. Elle est assortie d'amendes et de « droits » à polluer. Pourquoi pas des droits à l'incivilité ou l'assassinat ?

Dans une société où produits et services sont libérés des profits monétaires qu'ils génèrent, les usagers ne s'investiront dans une entreprise que dans la mesure où ils sont convaincus d'avoir l'usage de ce qu'ils font, où, encore une fois, « ils y croient » - ou se préparent à en faire l'expérience, en commençant par le commencement : en mettant la main à la pâte.

Le crédit qu'ils porteront aux entreprises auxquelles ils participeront sera abondé - c'est d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui, dans les limites que nous avons dites - par le sentiment de la qualité des produits et services qu'ils permettent d'offrir. Ils pourront y faire preuve d'exigences toujours plus poussées.

Il sera abondé par ce que l'entreprise leur apporte à titre personnel, qu'ils ressentent à travers la possibilité qu'ils ont de donner ce dont ils sont capables de faire et de faire encore mieux, ou autrement qu'ils l'ont jamais fait.

Il sera abondé par la capacité réelle qu'ils ont de contrôler les risques qu'ils prennent, de conduire les opérations comme des expériences qui peuvent à tout moment être suspendues.

Une vaste désorganisation en vue...

Réorganisation, plutôt, non plus autour de « Combien ça coûte, combien ça rapporte » mais de « Est-ce qu'il y en a, où, combien, comment renouveler ? » et surtout « Quel usage en avons-nous, faut-il le reconduire ? ». Des questions qui modifient de fond en comble la conception du politique ou de la démocratie et les exercent à la base la plus basique.

Techniquement, la réorganisation n'a rien d'effrayant. Mentalement, pour des cerveaux construits comme les nôtres, c'est plus difficile, comme le montre le sentiment d'*« évidence »* qui sous-tend vos objections.

Tous les jours de vastes désorganisations ont lieu du fait qu'on passe d'une technique à une autre parce que la suivante rapporte davantage, et ceci sans nous demander la permission. Passage à l'euro... Passage de l'analogique au numérique... Changement dans les façons de comptabiliser qui ont rendu les entreprises aussi comestibles que des petits pains parce qu'elles font figurer les actifs au prix du marché. « Bâle » 1, 2, 3, Iso 26000, vous suivez...?

« L'organisation » actuelle, l'organisation monnayée, est simple à comprendre et ses solutions directes. Les famines qu'elle induit, par exemple, sont solubles dans le déblocage des crédits

nécessaires pour faire venir d'ailleurs la nourriture, payer les terroristes locaux pour qu'ils ne gênent pas la distribution et sucrer les ONG au passage. Quand l'ONU menace de lancer un programme pour prévenir - plutôt que guérir - les maladies les plus courantes, les laboratoires le font reculer, au motif que cette prévention les ruinerait !

...Pour que ce soit moins effrayant, vous faites quoi ?

Montrer que beaucoup de choses vont déjà dans le sens que nous souhaitons. Nous en tenir fermement aux conditions de faisabilité d'une sortie de l'impasse. Imaginer des modèles ou modules qui entrent en phase avec le projet d'abolir la monnaie. Des modèles qui résistent à tout ce qui peut ralentir l'élan, l'enthousiasme, de la transition !

VIII. Modèles et modules directeurs

Parmi ces modules ou modèles, lequel vous mettez en premier ?

Celui d'en finir avec les boucs émissaires ! Arrêtons de nous cacher derrière ! Derrière « les » capitalistes ou « les pauvres » donnés pour responsables de leur malheur. Ecoutez gémir contre « les profits » (et la « pwofitation », pour faire honneur au créole). A qui la faute ? Aux profiteurs ! Mais si ceux qui les dénoncent devaient tout à coup les remplacer aux commandes, ils seraient à leur tour soumis à l'obligation de faire des bénéfices monétaires et bonjour la corruption, maladie infantile de tous les faux changements de régime.

La désargence a le rare avantage de pouvoir unir dans un sursaut d'inventivité des perdants qui n'ont plus rien à perdre et des gagnants qui risquent à tout moment de tout perdre du fait des aléas systémiques. Le frelon et l'abeille sont aujourd'hui bloqués par la même vitre, celle de l'argent. Pour le frelon comme pour l'abeille, deux tropismes se mélagent : celui de faire le mieux possible dans les conditions qui leur sont imposées et celui de l'argent qui devrait y aider - et au final en empêche. Abolir l'argent fait crédit à la solidarité universelle.

Nous apportons tous notre force de travail à l'économie monétaire. Et pour cause : elle est actuellement la seule qui existe. Toutes les autres lui sont adossées. Nous en avons besoin pour vivre, comme de n'importe quel milieu ! Elle est devenue notre milieu. Une minuscule minorité tire mieux que les autres son épingle du jeu mais navigue au jugé, tout comme la majorité qui place ses sous ici ou là ou participe à l'économie souterraine pour arrodir ses allocations.

Réclamer « une redistribution plus juste » conduit à désigner comme boucs émissaires ceux qui la retardent ou la refusent. C'est entériner l'idée qu'il doit y avoir des riches et des pauvres, que c'est un fait quasiment racial, et que la richesse et la pauvreté signent le mérite.

Le scandale des revenus délirants est-il un argument ?

Le sentiment d'injustice ne doit pas se tromper de cible : c'est le système de l'argent, injuste par construction, qu'il faut abattre. Voir les choses à travers les injustices sociales les plus graves fait partie de l'erreur. Quand la bulle éclate, les conséquences sont de toute évidence plus douloureuses pour « les petits » que pour « les gros », qui se retournent plus facilement. Mais en permanence, les uns comme les autres doivent compter sur l'argent pour vivre, les profits monétaires dont tout le monde dépend.

On entend pester contre les profits. Mais que faire ? Grève des achats ? Dépenser moins ? Mieux... ? Taxer les profiteurs... ?

On en est encore, comme pendant la guerre, à attendre que « leur force mécanique » soit surclassée par une plus forte. Celle de « bons » profits, tout à coup devenus « bons » parce que leur croissance serait dirigée par un parti qui ferait oublier qu'ils sont monétaires et que leur redistribution lui sert de carotte et de bâton.

Comment vous faites pour réconcilier les opprimés avec leurs oppresseurs ?

En montrant que nous sommes tous dans la même galère. Tous bloqués derrière la même vitre. Par la suite, l'engagement choisi, personnel, de tous les usagers dans la production, la disparition des hiérarchies indexées sur l'argent, les décisions prises « à l'expérience », faciliteront des croisements sociaux aujourd'hui impossibles.

La construction du nouveau paysage distraira vite de l'ancien. Quand un nouvel équilibre aura été établi, ceux qui auront survécu à l'ancien et les générations qui en auront entendu parler s'offriront autant de retours qu'ils voudront sur le passé pour savoir « comment on a pu faire ça » : créer des situations qui échappent à tout contrôle, des usages délirants, des usagers qui ne peuvent s'en désolidariser ou qui ajoutent encore au délire avec « des alternatives » adossées au système.

Les hommes ne font pas ce qu'ils font parce que c'est dans leur nature. Ils le font en fonction de leur environnement. C'est la leçon de toutes les paix ou pacifications, et elle va bien au-delà du pardon. Elles oublient ce que les gens « sont », ou « étaient », en réouvrant le crédit qu'on peut leur faire sur la base de nouvelles manières de faire.

Les moyens utilisés anticipent l'image de la fin. La fin est une société aux rapports apaisés et en paix avec la planète. La paix sociale n'est pas soluble au moyen de l'argent, premier responsable de la guerre sociale. Nous sommes tous embarqués dans sa galère, qui distingue ceux du pont et ceux des rames, ceux du pont entre eux et ceux des rames entre eux, s'accusant mutuellement de leurs malheurs ou exigeant des autres d'être plus performants.

Une fois débarqués de ce véhicule d'un autre âge, il n'y a plus de raison de haïr « les dominants » ni d'enrégimenter « les dominés » dans des armées du travail. Vous tirez parti des ressources humaines et matérielles sans devoir les transformer en prix, salaires, profits, propriété, domination, angoisse et violence. Vous faites tout de suite ce qui est déjà faisable aujourd'hui sans argent, avec les techniques dont nous disposons et les connaissances, les affects, les capacités de don maintenus sous le bateau à tous les niveaux de la société.

Les temps semblent beaucoup favorables à la pacification sociale qu'il y a trente ans. La montée en force de la protestation répugne à casser. Le pouvoir en place sait qu'il se fait d'autant plus haïr qu'il emploie « les grands moyens ». On voit mal les gouvernements faire longtemps ce qu'ont fait les tyrannies arabes et qu'ils ont si vertueusement condamnées.

Pourquoi les déclarations d'anti-capitalisme n'ont-elles pas plus de succès, ou seulement dans des sphères restreintes, sensibles au populisme de la redistribution plus juste et de la vengeance ? Personne n'a envie de purges à la Pol Pot qui commenceront par les riches, les intellos, les écolos, et se prolongeront par tous ceux qui passeront, rétrospectivement, pour avoir été avantagés. Elles finiront en nouveaux bagnes de la productivité.

Le diable est dans les détails... Qu'est-ce que vous faites des prisonniers ?

Que font-ils en prison ? Des boucs émissaires ! Leurs crimes et délits, quelle aubaine ! Ils justifient l'ordre établi. Plus il y en a plus ils prouvent le désordre et qu'il faut « visser ». On oublie dans leurs cachots ceux qui ont donné prétexte à une cérémonie dite « procès ». On s'en souvient opportunément pour assurer un surcroît de croissance dans les BTP.

Quel rapport, autre que celui de la vengeance, entre les souffrances causées par ceux qu'on incarcère et leur emprisonnement ? Et eux, de quoi se sont-ils vengés ?

L'argent institue la guerre de tous contre tous. Abolir l'argent abolit sa guerre, ses casernes productives, la prison dans laquelle il tient chacun de nous. Les casernes, les prisons sont la métaphore de notre société. En revendiquant des conditions « plus humaines » pour les prisonniers, ou une redistribution « plus juste », on entretient le désordre établi.

Bien évidemment, on ne peut pas fermer les prisons si on n'a pas préparé l'accueil de ceux qui y sont encore enfermés. Des associations déjà y travaillent, car à la sortie, ils trouvent quoi ? Des usagers qui, eux, n'ont jamais été physiquement enfermés, et qui pourtant sont tous les jours barrés de tous côtés par l'argent.

La nouvelle conjoncture mettra tous les usagers dans le même bain. Voilà à quoi il faut préparer : à plonger dans l'avenir au lieu de rêver de fauteuils « imités des anciens ».

La souffrance des victimes de crimes et délits imputables à la condition monétaire, comme les vols et les escroqueries, prendra un caractère aussi anecdotique que pour les civils d'avoir perdu un membre dans un bombardement. « C'était du temps de la guerre de l'argent ».

Notez qu'en ce qui concerne les souffrances des victimes d'« un » chauffard, d'« un » escroc, « des » pédophiles et « des » violeurs, la prison les entretient plutôt qu'elle ne les apaise : la peine

prononcée ne paraît jamais assez longue et entretient des fantasmes haineux de part et d'autre. Combien de « torts » ne seraient pas ressentis comme tels, ou en tout cas aussi vivement, s'ils ne mettaient pas l'argent en cause?

La question de la peine de prison en déclenche d'autres. Parmi les premières sources de mépris, qui commandent le racisme, la xénophobie, est-ce qu'il n'y a pas l'argent ? La plus courante des punitions n'est-elle pas de manquer d'argent ?

Autre détail et non des moindres : que faites-vous des immigrés ?

Dans le problème des immigrés, il y en a au moins deux.

Le premier, celui des motifs pour lesquels ils ont émigré. On ne commet pas de grosse erreur en imputant cet exil à des raisons vitales, politiquement mal gérées sur place. Autres motifs politiques : les guerres locales incessantes, tontons macoutes et autres joyeusetés qui nous ramènent aux guerres de religion. Sous cet angle, « les » immigrés d'aujourd'hui font le même choix qu'en d'autres temps beaucoup d'Irlandais, Polonais, Italiens - ou protestants français partis en Suisse, Hollande ou Berlin. Ils sont eux aussi « en recherche politique » et s'ils débarquent avec d'autres critères, à nous d'être suffisamment convaincus des nôtres. C'est là que le bât blesse, car ils obligent les indigènes à défendre des principes dont ils savent que la projection sur le terrain est nulle ou laisse grandement à désirer.

La désargence offre aux natifs de tous les pays l'occasion de se réapproprier les ressources locales et d'éliminer les oligarchies et la corruption. Ceux qui ont lutté pour la décolonisation et contre l'appartheid auraient obtenu plus vite et plus sûrement ce qu'ils en attendaient si, au lieu de traiter le colonisateur, l'homme blanc, en bouc émissaire, ils avaient gratté plus profond et proposé d'abolir l'argent. Une fois « libérés », ils se sont retrouvés dans la même situation que le Tiers-Etat après la Révolution française : elle avait aboli la féodalité juridique mais pas l'inféodation à l'argent. Les « classes montantes » du temps de la féodalité ont vite montré qu'elles étaient tout aussi capables que les nobles de tenir le haut du pavé en matière d'avantages, et de les défendre, quelle que soit la couleur du nouveau régime.

En changeant de pays le migrant ne fait souvent qu'avancer sa montre par rapport à ce qui se passe encore dans son pays. Les conditions qu'il trouve en arrivant seront celles auxquelles son pays sera soumis dans quelques années. Il n'en change pas fondamentalement, puisque ici comme là-bas ce sont les profits monétaires qui commandent. Sa mise et son comportement le distinguent de l'indigène européen comme le colon se distinguait de l'indigène africain. Dans les lieux où il est assigné à résidence, il forme des communautés où l'esprit de solidarité est nécessaire et encore vif et où il prend de l'élan pour jouer le seul jeu qui soit offert à tous : gagner de l'argent. Une ou deux générations plus tard, les immigrés sont « assimilés », ce qui veut dire qu'ils luttent comme les autres pour faire leur trou dans la condition monétaire.

D'excellents esprits pensent qu'un meilleur « développement » des pays pauvres cassera les flux migratoires vers les pays riches. C'est possible mais revient - je répète - à généraliser la condition monétaire. Ils ne se demandent pas si elle est acceptable pour les pays qui l'exportent. Ils en ont la religion, et même s'ils lui reconnaissent des ombres, parient qu'elles s'effaceront. Ils présentent donc l'évolution vers notre modèle comme normale, et de ce fait reculent le moment de penser, là-bas comme ici, à l'instauration d'un sociotope sans argent.

Ces remarques vont dans le sens d'une abolition de l'argent étendue à la planète entière.

Imaginons qu'elle ait été accomplie. La circulation d'un pays à l'autre prend une tout autre allure. « Le tourisme » change d'objet. Il s'apparente à celui que pratiquaient les artistes à la Renaissance et qui se reproduit en partie déjà (un « déjà » de plus !) quand les étudiants circulent d'un pays à l'autre non pour voir mais pour faire.

Pour conclure sur ce point, la désargence fait plus encore qu'offrir aux usagers de tous les pays la liberté d'aller voir ailleurs. Elle y engage, pour le plus grand bénéfice de tous, puisque la concurrence n'a plus cours. Penser la transition implique de se préparer à ces migrations de partage authentique. En pratique elles ne mettent en œuvre rien de différent de ce à quoi il faut se préparer si

l'investissement dans telle ou telle production, telle expérience, se fait sur le mode volontaire ou expérimental.

« Les » immigrés, leur type physique, leur langue, leur culture, nous cachent que plein d'autres différences participent au sociotope. Car - en vrac : patrons, policiers, enseignants, passés-par-la-prison ou passés-par-l'armée, handicapés, femmes... - et pourquoi pas « les » hommes ! - font aussi « des différences », des communautés floues et qui parfois tout à coup cristallisent. Commençons plutôt par observer comment ces différences, plus ou moins marquées par l'usage de l'argent, traversent celles « des » riches et « des » pauvres, « des » banquiers et « des » SDF.

« L'immigré » ne fait pas le même selon qu'il « est » riche ou pauvre, ni « le riche » selon qu'il a de l'argent à ne plus savoir quoi en faire ou vient juste de franchir un certain niveau et doit s'y maintenir. La situation d'immigré ou de riche relève aussi des sports de combat ! Quelle que soit la culture d'origine ou locale, ceux qui y participent, qui s'y reconnaissent, pourront-ils du jour au lendemain se déconditionner des comportements et perspectives qu'ils ont connus sous le régime de l'argent ? Vont-ils se départir tout à coup de rythmes, de sensations, d'attentions, liées au versement d'un salaire, à la manipulation même de l'argent, à l'intuition que l'achat de tel objet dépasse leur budget ? Leurs témoins se déconditionneront-ils de l'image qu'ils ont gardé d'eux dans la situation précédente ?

Ces questions « hantent » tout effort de penser la transition vers la désargence comme elles ont hanté la sortie du colonialisme ou de l'apartheid. Elles ont hanté les lendemains de massacre et de guerre. Encore faut-il observer que les sorties précédentes conservaient l'usage de l'argent et ont donc largement raté pour cette raison même, qui laissait le contrôle de l'Etat à la discrétion des entreprises les plus profitables et qui généreraient la corruption.

Dans tous ces cas, l'idée directrice a été celle de la réconciliation. Ce sera également celui de la désargence. Mais « à la sortie », cette fois, ce qu'on a repéré et dénoncé sous le vocable de domination, les multiples défauts que l'usage de l'argent implique (sur ceux dont « c'est le métier », ou délégués, élus pour le faire, ou qui incarnent le négatif - la misère, la paresse ou la délinquance) sont exclus.

C'est le grand vide et c'est lui qui fait peur.

Vous croyez que les banquiers vont se laisser faire ?!

Poser la question à propos du banquier, représentatif des puissants du moment, réduit le problème de la transition à la résistance de ceux qui tirent le maximum d'avantages du système actuel et qui font donc d'excellents boucs émissaires.

Focaliser l'attention sur « le méchant banquier » néglige que la résistance à l'idée même de rompre avec l'argent est partagée par toutes les classes sociales, puisqu'elles n'ont jamais rien connu d'autre que l'argent. C'est notre cas, et il n'y a pas lieu d'en avoir honte.

La question de la résistance de quelques uns ou de tous à ce changement cache une réalité autrement sérieuse : celle de l'effet qu'aura l'abolition de l'argent sur l'exercice de toutes les activités, un effet qui changera du tout au tout, tout de suite, l'optique des usagers sur ce qu'ils faisaient quand ils allaient « au travail », sur ce à quoi ils apportaient leur force de travail.

Gardons bien en tête que l'abolition du salariat libère de l'obligation d'apporter sa force de travail à n'importe quoi pour avoir un salaire.

Retour au thème du « crédit » à visage humain. Ne seront « sauvées » que les activités qui présentent un intérêt personnel et collectif dans une certaine écologie d'usages, qui peut à tout moment être révisée non plus en raison de profits monétaires supérieurs mais pour des questions qui relèvent strictement de l'usologie, c'est-à-dire de l'objectivation de l'usage que nous faisons des ressources humaines et environnementales.

C'est pourquoi, parmi les modules à mettre en premier pour assurer la transition, il y a l'attention au « cœur de métier ». Prendre ce cœur de métier en compte cas par cas aidera la reconversion des grosses pointures du système et des petites aussi. Et surtout permettra d'en finir avec l'impasse actuelle, où les usages auxquels nous sacrifices notre temps et la planète sont décidés pour des raisons qui leur sont extérieures : les profits ou la délégation de pouvoir.

Reprenez l'exemple du banquier. Ils font quoi, « les banquiers » ? A quel métier « les » a-t-on réduit ? C'est par le biais de l'argent, aujourd'hui, qu'ils font leur cœur de métier : faciliter la création et le maintien d'entreprises utiles à la collectivité. Dans une banque sans argent, ils pourront le faire sans devoir ramasser des intérêts au passage ni surveiller si les entreprises font bien des profits monétaires croissants, pour leur prêter un peu plus par la suite.

Et les enseignants ? A quel métier, eux aussi, les a-t-on réduit ? A sélectionner les cracks de l'échelle salariale. Pourquoi l'image de l'école, de la fac, se dégrade ? Parce que les diplômes ne garantissent plus d'avoir même un salaire ! La désaffection des élèves, la désertion des classes s'expliquent : sous les notes il n'y a plus l'argent !

Une société sans argent permettra de naviguer aussi librement d'un ci-devant « emploi » à un autre que sur Internet. Le partage des savoirs, la recherche dans le savoir et savoir-faire, seront motivés pour de tout autres motifs que celui de briller dans un milieu artificiel, déterminé par les programmes scolaires.

Autre exemple. Si je « fais » balayeur, est-ce seulement pour ramasser les détritus ou faire des trottoirs propres ? Mon cœur de métier n'est pas là ! Mon cœur de métier c'est de rendre les trottoirs aussi agréables à regarder que des visages. Il participe de la politesse que nous attendons des choses comme des personnes. Mes ustensiles et gestes de balayeur votent pour ça, qui va plus loin qu'aucun programme de candidat n'ira jamais.

Les journaux, la radio, osent de plus en plus souvent rapporter des témoignages d'acteurs de l'économie - on n'ose plus dire « des professionnels » ou « gens de métier » - sur les difficultés qu'ils rencontrent, les absurdités qu'ils sont payés pour assurer. Mais dans les conditions actuelles, chacun dans sa tranchée s'arc-boute sur ce qu'il doit, par force, défendre, puisqu'il en tire sa survie. Il doit s'adapter à des « progrès » qui vont en sens inverse du bien commun mais que personne ne peut empêcher d'aller dans ce sens-là. Un sens qui a eu du sens tant qu'on a pu lui imputer l'accès partagé à l'instruction, l'eau, l'électricité, le déplacement rapide, mais qui s'est retourné contre tous ceux qui lui ont fait crédit, à commencer par les travailleurs qui acceptaient de souffrir pour des lendemains qui chantent.

Merci Ellul, Illich et Cie de nous l'avoir montré ! Mais dire l'inversion de sens qui s'est produite, la dénoncer, ne sert à rien si on n'invite pas, dans chaque branche d'activité, à s'interroger sur ce qui fait son « cœur de métier » et ce qui changerait s'il ne devait plus battre, ce cœur, et même s'emballe, pour du fric.

Toute la transition de l'argence à la désargence tient à la capacité de poser la question de ce qu'on fait et de la société qui se décide à travers ce qu'on fait.

La réponse à cette question préjuge de la démocratie qu'on veut, qui n'en fera jamais une aussi longtemps qu'elle sera asservie à l'obligation d'opérer des profits monétaires et aux manœuvres de la classe politique.

Cette capacité nous l'avons eu pendant la grève générale de 1968. Le bateau courant sur son erre, ceux qui travaillaient « en bas » sont montés sur le pont et ont trouvé chez certains commandants des oreilles complaisantes. Pourquoi on faisait ça, tout ça, à quoi ça menait ? Et si on s'y prenait autrement ? En filigrane : si on changeait les usages ?

On a touché au cœur de chaque métier et à travers lui au cœur de ce qu'on faisait en général, au cœur du métier d'humain : pourquoi sacrifier sa vie à faire des trucs pareils ?

Dans toutes les réunions on a « refait le monde » et constaté qu'il était doublement verrouillé : par le salariat et la délégation de pouvoir. Mais on n'avait pas les clés, et quand le gouvernement, avec un beau sérieux « démocratique », a sifflé la fin de la récré - le retour aux urnes, au funérarium populaire - tout le monde en a été plus ou moins lâchement soulagé.

*Il y aurait donc, pour chacun, deux « cœurs de métier » à reconquérir ?
Celui dont nous faisons métier, via un « travail » quelconque, et celui de citoyen...?*

La désargence n'en fait plus qu'un ou plutôt : elle achève de n'en faire plus qu'un.

Achèvre, car notre métier de citoyen nous l'exerçons déjà tous les jours à travers nos achats, ce que les écolos ont bien vu, et en allant au travail participer à l'effort de production collectif. Ceux qui sont privés de travail le ressentent très fort : du jour au lendemain ils deviennent « des citoyens de seconde zone ». Mais la première zone n'a rien de glorieux ! Ce que le chômeur ressent cache ou

entérine l'enjeu usologique : le fait que les usages auxquels nous nous identifions, par force ou désir, font l'objet d'une marchandisation qui nous les impose.

Au plan économique, la démocratie actuelle, fondée sur le salariat, est réduite aux acquêts - comme on le dit de la communauté dans le cas le plus courant du mariage civil. Les travailleurs n'ont pas ou guère le choix de leur engagement dans un travail, et ses éventuelles retombées « démocratiques », entendues au sens de démocratisation de l'accès par l'achat, pèsent peu quand elles ne sont pas tristement « vérifiées » par les comptes de bilan.

Au plan politique, c'est pire encore. La démocratie y est acquise aux voix, qui font, elles aussi, l'objet d'une marchandisation. Le choix des électeurs se porte sur des programmes formulés en termes généraux par ce que les partis auront trouvé de plus vendable, et au final la tête de l'élu et les chances de son parti sont déterminants.

« La démocratie » est aujourd'hui « vérifiée » par le fait qu'une majorité s'est portée sur un choix. Mais il y a un hic. Car si on s'en tient à ce mode de vérification génial, que vérifie le nombre des abstentionnistes quand il avoisine et dépasse parfois déjà celui des votants ?

*La crise arrive. Les entreprises ferment. Les gens n'ont plus de quoi acheter.
Vous leur distribuez du pain ou des cours d'usologie...?*

Arrive la crise... Les revenus sont consacrés en priorité à dépenses de base. La spéculation s'en empare. Les prix montent encore ! L'argent fond dans les doigts. L'opposition officielle fait quoi ? Elle n'a pas d'alternative. Et le gouvernement ? Aux slogans « anti » et aux pavés il réplique par des grenades lacrymogène à tir tendu et finit par faire donner l'armée pour qu'elle déstocke la farine. Abolissez plutôt l'argent et offrez-vous de la brioche !

Quant à vos « cours d'usologie », ils mettent les rieurs de votre côté et leur font oublier les aimables cours de conso entonnés tous les jours via les publicités et spectacles de « vies réussies », prouvées sur simple présentation d'une montre Rollex® !

Nous n'arrêtons pas de mettre des façons de faire, des usages, en observation : que faut-il pour le faire, dans quel environnement, social ou autre. De quoi d'autre pourrait-on faire usage, qui modifierait l'environnement le préserverait... C'est de l'usologie !

Abolissez la monnaie, vous serez en prise directe avec les conditions de production réelles et les effets sociaux et écologiques des usages qui nous importent, dont « le prix », le prix réel, usologique (relatif à l'usage que nous en faisons), n'aura plus rien à faire des considérations d'argent et de profits monétaires. Penser la transition n'oblige pas à programmer des cours spéciaux d'usologie. La maîtrise toute nouvelle que les usagers auront de leurs usages n'en sera pas moins ressentie.

Dans le cadre monétaire, ce qu'il a fallu pour faire la table devant laquelle vous êtes assis, les couverts dont vous vous servez, vous n'avez pas à le savoir, sauf au moment de payer, qui vous absout des conditions dans lesquelles ils ont été produits. L'attention usologique, relative aux manières de faire, se concentre sur les prix.

Dans un cadre non-monétaire, l'usologie quotidienne, l'usologie du quotidien s'inquiètera de l'origine des matériaux, des machines, des techniques utilisées, de l'art des producteurs, elle s'intéressera à l'histoire qui fait que vous vous asseyez devant une table et mangez avec des couverts alors que trois parallèles plus au sud on mange par terre et avec ses doigts.

Du fait de l'abolition du salariat, les usagers seront enfin en position d'entreprendre, de faire de nouveaux projets, de les exécuter et d'être en mesure de les abandonner quand ça cloche quelque part, non plus pour des raisons d'argent, prix et profits monétaires, mais en fonction de l'usage qu'ils en ont, qu'ils expérimenteront librement. C'est tout une éducation à faire, et il faut déjà y penser.

Laurence Duchêne et Pierre Zaoui

L'abstraction matérielle

L'argent au-delà de la morale et de l'économie

Le sous-titre n'entretient aucune illusion : il s'agit d'« au-delà », pas d'« après ». La table des matières confirme. Au-delà des impasses morales de l'argent (Chapitre 1: L'impossible résolution morale) et des impasses relatives aux conceptions de la monnaie (2 : Les théories aporétiques de la monnaie), elle affiche (3. Politiques de l'argent) la possibilité d'un usage politique de l'argent et des « propositions pratiques ».

1. « Il semble autrement simple d'établir des règles et des devoirs avec l'argent qu'avec autrui, les plaisirs et les honneurs (qu'est-ce qu'une pièce de monnaie à côté ?) ». Toutefois, « à s'en tenir à l'expérience la plus commune, celle-ci ne nous apprend-elle pas [...] combien la plupart des jugements et discours moraux sur l'argent sont en vérité hypocrites et sans mains ?[□] » « Tout le monde a une morale de l'argent : l'avare a une morale de l'économie et de la prévoyance, le prodigue une morale du plaisir et du *carpe diem*, même le joueur pathologique a une morale. »

Pour mettre à jour « l'illusion transcendante d'une moralité possible de l'argent », Duchêne et Zaoui avancent trois arguments.

Une morale de l'argent suppose par définition une certaine essence immuable de celui-ci : ce doit être un vrai bien ou un faux, ou un bien neutre, mais « dans tous les cas un bien fixe » quelles qu'en soient les variations superficielles. « Or, l'histoire, l'anthropologie et la sociologie nous ont appris combien non seulement les formes de monnaie mais les différents rôles (matériels, symboliques, religieux,, sociaux...) qu'on lui attribue paraissent variables selon les sociétés, au point qu'il paraît bien difficile de lui attribuer une essence définie. » Il n'y a pas de lien nécessaire entre l'ensemble des « morales » conscientes et explicites de l'argent et ses usages concrets.

Le second argument s'appuie sur « les découvertes » [?] de la psychanalyse. « Celle-ci a en effet assez fortement montré combien nos

rapports avec l'argent pouvaient être considérés comme des symptômes privilégiés de nos pathologies mentales.^{□□} [...] Par son extrême plasticité à la fois matérielle et symbolique, l'argent serait l'objet idéal de tous les investissements inconscients. » A la toute fin de cette étude, une remarque : « S'il y a un bon rapport avec l'argent, c'est de n'en pas avoir [i.e. aucun rapport avec lui n'est « le bon » ?], ou en tout cas de ne pas trop répéter le même, puisque l'argent n'est jamais cause mais simple élément, à la fois imaginaire, symbolique et réel, de causes plus profondes. » Elle confirme l'intention déjà lisible dans le titre. Si l'argent n'est jamais à lui tout seul « cause », il n'en sera que plus facile d'innocenter son usage général.

Le troisième argument contre « l'illusion transcendante » se veut plus « pratique ». La « pratique » relève ici tout bonnement de la prudence : « Si les morales de l'argent sont toujours des morales appliquées, elles ont toutes les chances, dès qu'on les regarde de près, de se perdre dans des casuistiques sans fin. » Gardez-vous de la casuistique (« assommante et presque toujours circulaire »)! Ex. : Y a-t-il des métiers intrinsèquement immoraux : usuriers, prêteurs sur gage, huissiers ? Est-il immoral de posséder plus qu'un certain montant d'argent ? Et si oui quel montant ? Peut-on réparer un crime de sang par de l'argent ? Si oui n'est-ce pas faire bon cas du crime ? Si non... » Etc. Quelques lignes plus loin : « Autrement dit, les vrais problèmes moraux ne sont peut-être jamais des problèmes d'argent, mais

[□] Référence à « Ils ont les mains pures mais ils n'ont pas de mains », signé Péguy, auteur d'un essai sur l'argent... Les auteurs ont évité la bibliographie sur l'Argent. Elle aurait doublé le volume de l'ouvrage !

^{□□} Ceux qui envisagent sérieusement l'hypothèse d'abolir l'argent sont souvent invités à « aller se faire soigner ».

des problèmes qui prennent appui sur bien davantage : le bonheur, autrui ou le devoir. » Ce qui s'appelle botter en touche, car la réalisation de ces excellentes choses passe encore *aujourd'hui* par l'argent. « *Et pourtant il faut bien vivre* ». Donc avec l'argent, avec de l'argent. « Or, du point de vue de la vie, il est toujours certain que les différents rapports possibles avec l'argent ne peuvent jamais être considérés comme équivalents, sauf à renoncer à toute morale et courir à sa propre perte. Dès lors on peut bien reconnaître un principe d'insuffisance radicale à toutes les morales de l'argent [...], on n'en demeure pas moins contraint par les nécessités de la vie d'en choisir un. Mais alors lequel ? »

Les auteurs en distinguent quatre, quatre principes qui « seraient tous parfaits en leur genre s'ils ne nous faisaient pas tourner en rond comme un hamster dans sa cage ». Joli.

Ils se distinguent, le premier « par une condamnation vaine ou dangereuse », le second « par une indifférence inquiétante », le troisième « par une réhabilitation douteuse », et le dernier « par un juste milieu introuvable ». Impossible à résumer. Je n'ai encore jamais trouvé dans la littérature de l'Argent d'analyses aussi fines et de références aussi diverses, propres à convaincre de l'inanité d'en discuter au plan moral. Car sa critique, sous l'angle moral, connaît toujours, à un moment ou un autre, comme le font justement remarquer D & Z, son « moment réabilitatif ». Ce sont « les raisons spécifiquement morales et presque invariantes historiquement », les mêmes, « qui permettent de renverser les principaux reproches que l'on fait à l'argent ».

Justice : l'argent circule entre les mains des justes comme des injustes. *Mais* il n'en demeure pas moins la condition d'une justice corrective humanisée et d'une justice distributive précise et individualisée. *Paix* : on affirme que l'argent est à

De la nature de la monnaie et de ce qu'on en fait

2. Chercher « plus positivement » ce que l'argent « est », dans l'esprit des auteurs, « c'est se confronter à ses formes et ses usages réels au lieu de ses hypothétiques *bonnes* formes et *bons* usages. Autrement dit, suspendre au moins pour un certains temps toute position morale de surplomb ou de fausse extériorité pour se contenter d'en saisir les mécanismes objectifs ».

Tournons-nous donc vers la science économique, et comme toute science suppose une réduction, « il faut commencer par réduire notre objet à ses déterminations les plus simples ». Exit l'argent et ses dimensions sociales, psychologique et même politiques (sic), bonjour la monnaie.

l'origine des pires crimes, pillages, rapines, brigandages, qui opèrent dans l'urgence, la hâte. *Mais* il est à lui-même son propre remède, dans le cadre du [doux ?] commerce qui s'étale dans le temps. *Etre...* Difficile à suivre. Je résume sans trop trahir, je crois : l'argent détourne de la question de ce que je suis, de ce qui *est* et donc doit être, au profit de celle de l'avoir. *Mais* il permet aussi de s'arracher à la dictature de la réalité [de l'avoir] pour ouvrir le champ des possibles et des métamorphoses [de l'*être*]. *Liberté* : l'argent est aliénant, etc., *mais* « c'est d'abord parce qu'il a fait de nous tous des individus libres, affranchis des liens de soumission et d'allégeance propres aux sociétés peu monétarisées. Autrement dit, l'argent ne peut apparaître comme un poison qu'à celui auquel il a d'abord servi de remède. » Chacun de ces « *mais* » peut sembler douteux, mais le réfuter pourquoi faire ? C'est tout le problème de l'argent comme *milieu*. Sa critique fait partie de sa cage et ne peut rompre avec. La critique est dans la cage. La critique *est* la cage ou achève de la *faire*, au choix.

« Au final, on dira donc qu'il n'y a pas de bon rapport moral à l'argent, y compris celui de prétendre n'en pas avoir [*de rapport moral avec lui*]. On en a tous non seulement un mais plusieurs, et qui tournent cahin-caha autour de la recherche de justes milieux [hamster, suite]. Simplement, dès qu'on les cherche précisément, ils disparaissent. Dès lors, le plus sage est peut-être de cesser de vouloir « juger » l'argent du haut de sa position individuelle équivoque pour chercher plus positivement ce qu'il est [?], à quoi il sert et comment en user politiquement. Autrement dit, il faut peut-être taire la question de l'argent des philosophes, trop passionnelle, trop circulaire, pour laisser une place à celle de la monnaie des économistes. » Peut-être...

Qu'est-ce que la monnaie ? Brillant exposé de ses données élémentaires et tours de passe-passe (pouvoir « magique » des banques de créer de la monnaie en prêtant de l'argent dans des proportions qui dépassent largement ce qu'elles ont en caisse). Il s'articule en une suite d'interrogations .

Sur les rapports des banques et de l'Etat : l'Etat édicte la législation qui s'impose aux banques mais confie à la Banque centrale de mener la politique monétaire qui régule la création de la monnaie. *Sur sa nature même :* la monnaie scripturale, qui inscrit au crédit de la banque les emprunts qu'elle a consentis à ses clients (donc leur dettes), circule ensuite comme moyen de paiement.

Sur sa propriété intrinsèque, celle de sa liquidité^a (p.83 et suiv.). Sur la façon dont, en tant qu'unité de compte, elle simplifie l'expression des prix et pose en principe la commensurabilité des actifs (le prix d'une obligation et celui d'un pain).

Tout au long de leurs analyses, les auteurs ont, en fait, et obligatoirement, reconvertis la question « qu'est-ce que la monnaie » en « que fait la monnaie ». Sauf à sombrer dans la tautologie classique de l'être qui est ce qu'il est et *qu'on ne saurait définir que par ce mot-là même^b*, comment « définir » l'être de la monnaie, celui-là comme n'importe lequel, autrement qu'à travers ce qu'il fait ? Au terme de leurs analyses force leur est de reconnaître qu'ils se sont bel et bien livrés à une approche fonctionnaliste et que cette « approche fonctionnaliste de la monnaie donne une réponse tronquée à la question de savoir ce qu'est la monnaie : elle conforte sa nature instrumentale en reniant ses autres dimensions, et finalement évacue la question de ce qu'elle est ».

On se retient de s'exclamer « encore !? ». D'autant plus que la suite replonge bravement dans les fonctions, en dépit de formules qui vont *qualifier*, faire être la monnaie comme étant « neutre », « active », « convention » ou « totalité supérieure aux individus ». [...]

^a J'isole ceci : Cette liquidité est aussi à double tranchant : Le premier : « Si les agents ne veulent plus détenir que de la monnaie, s'ils sont méfiants à l'égard de tous les autres actifs, le système économique s'enraye. La trappe à liquidité, comme l'avait surnommée Robertson, survient lorsque les individus ne veulent plus que de la monnaie, lorsque leur demande de monnaie est infinie ; une telle situation se produit lorsque le taux d'intérêt est tellement bas que tous les agents anticipent qu'il va réaugmenter et la politique monétaire devient alors impuissante à relancer l'activité économique et principalement les investissements. La liquidité [l'avantage de la liquidité ?] n'est au fond qu'une croyance qui, si elle se répand d'une manière outrancière, produit une bulle spéculative. » Second « tranchant » : l'éclatement de la bulle, comme en 2001 et 2007, « a renvoyé les titres à leur juste place de promesses qui, en période de crise, ne peuvent combler le manque de monnaie ou, pour le dire autrement, l'irréfragable nécessité de disposer de monnaie ». Cage pour hamster, suite.

^b Ce que « lui » reproche Pascal.

On est évidemment très loin de l'approche basique de l'accès aux choses au moyen de l'argent, mais le pékin de base ne perdrait peut-être rien à le savoir : « Il ressort finalement de ces analyses que la monnaie n'est ni une marchandise, ni le résultat d'un contrat, ni la créature de l'Etat, qu'elle est logiquement antérieure aux relations de marché et qu'elle constitue un lien social plus fondamental que le marché. [...] La monnaie n'est pas une entité économique, mais ce par quoi l'économique est pensable... » Le nôtre, l'actuel, en tout cas, car il y a eu une économie avant la monnaie et il y en aura une autre après ! « Elle n'est pas un objet économique, mais une donnée. Dans cette perspective, il n'y a pas de théorie économique de la monnaie possible car une théorie de la monnaie est forcément extra-économique » (p. 118). Ou se situant hors de cette économie-là, comme c'est le cas de l'Economie Distributive. Par conséquent « quel sens y a-t-il à vouloir fonder sa raison d'être dans une société marchande ? En d'autres termes, la quête d'une justification logique semble vouée à remonter indéfiniment l'échelle des conditions ou des causes nécessaires : pourquoi la monnaie est-elle nécessaire ? » Les théories économiques sont incapables de rendre compte et donc de justifier l'usage de l'argent/monnaie autrement que comme le font les considérations morales : ça existe, on s'en sert, il faut bien vivre avec. Fermez le ban.^c

^c Clin d'œil à l'art du *peut-être* dont les auteurs ont une maîtrise consommée.

^d Retenons au passage quelques questions par lesquelles les auteurs terminent cette partie, comme en surplomb par rapport au texte : « Pourquoi les agents ont-ils besoin de protection ? Pourquoi leur besoin de protection s'exprime-t-il dans la reconnaissance des autres ? Pourquoi la monnaie est-elle par excellence ce que les autres désirent ? Finalement, la recherche d'une origine logique de la monnaie revient peut-être ni plus ni moins à chercher à justifier le besoin de reconnaissance d'autrui. N'est-ce pas aussi vaste et insaisissable que de chercher à justifier l'origine du langage, ou, plus justement ici, l'origine du décompte ? » Pourquoi y a-t-il du décompte plutôt que rien... .

Vous avez dit « nouage » ?

3. L'argent ressortit essentiellement à un questionnement non pas moral ou économique, mais politique, «au sens où il n'est au-delà ni de la morale ni des sciences économiques, mais exactement entre les deux : nouage irréductible entre l'intime et l'échange social, entre l'individuel et le collectif, entre les passions les plus singulières (ou les plus pathologiques) et l'organisation la plus commune de la vie économique. Si l'argent échappe aux prises de la morale comme de l'économie, c'est parce qu'il n'a de sens qu'à unir les deux : il fait des individus capables d'en user plus pour moins bien à travers une certaine maîtrise de leur jouissance dans le temps même où il s'investit dans des circuits d'échange, de production et de consommation qui les nient comme individus singuliers et jouisseurs, les faisant simples agents d'un système qui les dépasse. » (p. 123)

Affirmer que l'argent est (ou se fait) politique enfonce des portes ouvertes ? Ne nous a-t-on pas assez sermonné que « tout est politique » ? Sauf que le slogan « tout est politique » tend à faire oublier que « la politique » la plus immédiate, spontanée, du bonjour-bonsoir qui s'adresse forcément à un supérieur ou égal social, l'usage d'un matelas de laine ou à ressort ou celui de la douche ou du gant de toilette et j'en passe, tout ça marche à l'argent et aux « marquages » par l'argent...⁹

« Il ne faut pas entendre ici “politique” uniquement comme la science d'un bon art de gouverner ou de prendre et de conserver le pouvoir. Une telle politique est radicalement insuffisante, nous allons le voir, parce qu'elle manque à la fois la nature véritable de l'argent et la prise sur l'intime qui le caractérise et qui échappera toujours en partie à toute politique venue d'en haut. Il s'agit donc plutôt de soutenir que la politique de l'argent se préoccupe d'un lien qui relie des sphères tendant à s'exclure mutuellement. [...] En ce sens “politique” ne nomme ici ni une morale ni une science, mais un art de la problématisation : l'art de nouer et de dénouer ce que l'on peut maîtriser à ce qui nous échappe ». (p.124)

Une politique de l'argent ne visera donc pas en premier lieu la création de monnaie mais bien davantage ses usages. Elle implique de prendre en considération les multiples dimensions sociales de la monnaie, c'est-à-dire traiter cette fois

clairement *de l'argent*. « Défendre que la vérité de l'argent n'est ni morale ni politique, c'est soutenir que l'argent est d'abord une exigence d'invention collective. [...] Inventer, c'est toujours bricoler entre des processus disjoints, les connecter les uns aux autres, faire qu'ils puissent “marcher” ensemble à défaut de s'unifier ». Le malheur - ou le bonheur - veut que « ça » s'invente partout ou « de » partout. L'invention se fait dans la cage. Théoriser sur le nouage ou bricolage « proprement politique » de l'argent ou le mettre en observation là où il a lieu, comme se proposent de le faire nos auteurs, ne peut donc les conduire qu'à de très intéressantes analyses et discussions et reconduire le bricolage théorique et pratique tel qu'ils en parlent, qui change au moment même où ils en parlent et contribuent peut-être eux-mêmes à changer.

Je ne boude pas le plaisir que j'ai eu à lire sous la plume d'experts des remarques et « vérités » qui, si j'osais les commettre, passeraient pour celles d'un malade ou d'un caractériel obstinément contre. J'observe néanmoins qu'elles glissent sur leur objet, l'argent, comme l'eau sur les plumes du canard. Après avoir parlé de veulerie et de servitude voulue de prétendus dirigeants et communicants, par ex. : « On a dit “incurie” et l'on aimerait ajouter “irresponsabilité” ou “incompétence” de nos gouvernants, mais si l'on admet cela, on n'est pas loin de se contredire. Car user de tels qualificatifs suppose encore qu'il existerait au fond une politique juste de l'argent, connue par les savants ou au moins par certains d'entre eux, ce que pourtant nous récusons : la juste conduite de l'argent ne relève d'aucune vérité positive. » Vous avez tout compris : la politique, ou la vérité de l'argent, ça s'ajuste. Ce qui ne l'empêche pas de se théoriser, et l'insuffisance de ses théories aussi. Et c'est ainsi qu'après avoir démolí les prétentions à fonder la politique sur une économie politique qui a fini « par jouer le rôle de science normative de la bonne administration ou gestion des questions économiques au seul usage des gouvernants » (où l'économie constitue « le nouveau corps politique », « la nouvelle structure sociale de nos sociétés modernes »), D&Z nous expliquent la raison de cette prétention et de son inanité même par la désarticulation de *l'unité de la société* (donc théorisée comme telle) en multiples politiques distinctes et par « un appauvrissement considérable de la pensée et de l'imagination politique » (elle-même implicitement théorisée comme puissance),

⁹ Au sujet de ce « marquage », *La signification sociale de l'argent*, de Viviana Zelizer (Seuil). V. plus loin.

appauvrissement consécutif à la séparation de la politique monétaire elle-même des autres questions politiques.

« Qu'est-ce qui, dans l'argent est politique et fait politique ? » Au moins quatre dimensions.

La communauté ouverte au partage de la même monnaie et du même destin. « L'argent vole des groupes humains entiers et disparates à vivre ensemble, pour le meilleur et pour le pire. » Merci dollar, merci l'euro.

L'hétérogénéité sans unité extérieure : « appartiennent aux grandes cités-monde tous ceux qui usent de l'argent quels que soient leur origine, la couleur de leur peau, le métier, la sexualité ». Une hétérogénéité dont le régime est double : il homogénéise les pratiques tout en préservant les cultures [?], et en distribuant l'argent de manière inégale. L'argent « est un équivalent général qui, en rendant les biens et les personnes commensurables, non seulement homogénéise autant qu'il "hétérogénéise", mais surtout produit, et reproduit sans cesse, ce double processus contradictoire d'un même geste ». Bien vu !

Nouage : l'argent ne se contente pas de faire exister l'hétérogène, il le noue, fait tenir ensemble le différent, produit une unité immanente et disparate qui surpasse, déborde de partout les nouages de la religion, de la cité qui se nouaient entre eux pour former le célèbre « théologico-politique ». Ces trois nœuds se sont desserrés, mais l'argent sert maintenant de rôle de nœud et de socle fondamental. Bien vu, là encore !

« encastrer » l'argent

Articuler désirs et besoin ça veut dire articuler les plans disjoints sur lesquels se donnent à voir les uns et les autres. On peut en dénombrer d'au moins trois sortes, et donc trois grandes « articulations » servant de lignes directrices « à toute politique sérieuse de l'argent ».

1. *La contradiction dans l'unité* de toute politique qui viserait à articuler les besoins, par nature finis et calculables [?] et les désirs, qui portent toujours à l'infini et sont inévaluables. « Autrement dit, le premier enjeu d'une politique de l'argent est de faire surgir du possible du cœur de la contradiction fondamentale et indépassable de l'argent. » Facile : il suffit qu'un pékin émette un « possible » et de l'accompagner par des mesures argentiques appropriées. Encore faut-il

Ignorance : Le bouquet... « L'argent est d'abord justiciable d'une lecture politique, et non morale ou économique, parce qu'on ne peut le penser que sous condition d'ignorance. C'est cela d'abord la politique : non pas décider en situation d'exception, suivant la définition schmittienne de la souveraineté, mais agir sous condition d'ignorance, c'est-à-dire dans l'incertitude des effets exacts de son action. Et l'argent s'applique pleinement à une telle définition tant il ne constitue ni un bien, ni un mal, ni un instrument neutre : c'est le nœud primordial et indémêlable, ou plus exactement démêlable à l'infini, de sociétés sans Dieu commun et multinationales. » Où la résistance du Nœud gordien s'explique non par ce qu'on ne peut le démêler mais en l'emmêlant encore à chaque essai.

Place, donc, à l'aventure ! *L'argent est le nouage commun de l'hétérogène sous condition d'ignorance relative*. « Relative », attention ! Le fond du tunnel reste certain. Ceci compris, il nous faut penser « non plus en termes de tissage ou de "lien social" à constituer, mais de nœuds à dénouer [tout en conservant le Nœud ou pour mieux le conserver!], non plus en termes de principes ou de ressemblance ne pouvant fonder que des communautés closes, mais en termes de communautés d'emblée ouvertes et hétérogènes ; non plus en termes de programmes et de lignes directrices, mais en termes d'adaptation, de déplacement, de dissémination, d'accompagnement des flux et des coupures ». Et si vous n'y pensez pas, ou le moins possible, ça n'en ira que mieux. Docte ignorance. [...]

que le « possible » en question, comme on ne le verra pas plus loin, soit compatible avec un exercice comptable qui doit d'abord et avant tout « faire » des profits monétaires.

2. *L'intime dans le collectif*. Nos auteurs ayant finement observé que l'argent mettait « spontanément » le bien commun au profit des jouissances privées, « la seconde ligne directrice d'une politique de l'argent, qui, en tant que politique, est nécessairement pour tous [est de] mettre les jouissances privées au service du bien commun par tous les moyens possibles allant de la fiscalité étatique à l'évergétisme privé ». A condition là encore que ce « service du bien commun » se conforme à l'obligation d'opérer des profits monétaires dont la redistribution fait marcher l'économie, mais passons.

3. *La rareté dans l'abondance.* S'étant avisés que « les processus réels de l'argent fonctionnent à l'envers » et produisent sans cesse de la rareté, de la pénurie, du manque, « car du corps comme des biens on n'en a jamais assez, les besoins étant tout aussi artificiels que les désirs », D&Z proposent de faire fonctionner cette machine à l'envers, « c'est-à-dire à produire des fantasmes de rareté au sein de la société d'abondance ». Mais ils se représentent cette « abondance » par une abondance d'argent : « une société où l'argent ne manque pas mais où l'on produise moins. » Là, moi pas comprendre. Comment son abondance sera-t-elle créée ? En produisant moins ? En ne produisant que ce qui correspond aux besoins fondamentaux ? D&Z semblent soudain oublier que la création monétaire ne fonctionne « bien » qu'en proportion de la quantité de produits et services mis sur le marché et à condition qu'ils assurent un taux de profit suffisamment élevé, ce qui suppose qu'on appâte le client avec plein de choses qui n'on rien à voir avec les besoins fondamentaux et tout avec le désir. Détail ?

Une fois brossées à grands traits leurs trois grandes « lignes », quelle « politique concrète, à la fois contradictoire et articulée, intime et collective, source d'autant d'abondance réelle que de rareté précieuse, mettre en place ? »

C'est le moment ou jamais de faire appel à Polanyi, Karl.

D&Z vous invitent avec lui à imaginer un avenir où l'« Argent » sera désormais *embedded*, qui se traduit par « encastré », dans « le social ».[□]

Oui, mais Duchêne et Zaoui, malins, ont vu la difficulté.

« Il n'y a pas d'un côté des sociétés où les faits économiques sont encastrés et de l'autre des sociétés libérales où ils se désencastrent, car toute société a une politique d'encastrement de l'argent qui marche plus ou moins. Dès lors il faut sortir de l'alternative société libérale de marché/société dirigée, pour penser les

modalités possibles, plus concrètes, d'encastrement de l'argent. »^{□□□}

Ils commencent par nous en décrire quelques figures : l'encastrement *religieux*, qui fixe des limites à son usage, l'encastrement *par les citoyens éclairés, par les pauvres, par les riches*, qui consiste à « marquer » l'argent^{□□□}, l'encastrement *par l'Etat*, qui assure « l'égalité de circulation sur le territoire souverain entre riches et pauvres comme entre marchandises et personnes étrangères, la survie du corps social et la prise en compte de l'intérêt commun dans la gestion monétaire. »

Quant à « l'encastrement » de l'économie dans l'obligation d'opérer des profits monétaires pour les redistribuer aux actionnaires sous forme de dividendes, au banquier sous forme d'intérêts, à l'Etat sous forme de taxes et d'impôts, en investissements, et s'il en reste, aux salariés... D&Z n'en disent rien. Il est encore et toujours possible aujourd'hui de parler d'économie, de morale, de politique de l'argent, de dénoncer le capitalisme par tous les bouts sans parler de profits monétaires.

Passons sur l'encastrement religieux. Les deux autres ? *Ils montrent que l'« encastrement » existe déjà.* Il fonctionne tant bien que mal, mais il existe. Tout ce qu'on peut inventer pour justifier telle ou telle « mesure » ou inventer comme « mesure » nouvelle n'y changera rien. Les conséquences seront heureuses, graves, fatales, mais pas plus que d'habitude. Le public concerné réagira, ou ne réagira même pas, il descendra peut-être dans la rue, mais bof, ça fait partie des risques, dont on s'arrangera en changeant de ministre ou de gouvernement...

Et si D&Z avaient parlé de l'encastrement des profits monétaires ? Eh bien ils en auraient parlé aussi, pour montrer que là aussi « l'encastrement » fonctionnait déjà...

Bref, « l'encastrement » continuera son bonhomme de chemin, avec ses exercices de « pratique politique » quotidienne. Il semble donc aussi vain d'en appeler à un tel « encastrement » et à la mémoire de Polanyi que

[□] Parenthèse. *To embed, enfoncer, enchaîner, noyer, sceller* (Dict. Collins). Se traduit généralement par « encastré ». *Encastré* est devenu LE mot de la tribu des coeurs généreux qui veulent croire possible « une alternative positive » au capitalisme, qui donc conserve les éléments principaux de son mécanisme, à commencer par l'obligation d'opérer des profits monétaires.

^{□□□} L'argent est dévolu à un certain usage et « marque » son usager. Ex. Ne pas mettre dans le tronc de l'église de l'argent mal acquis, réservé l'argent pour certaines dépenses, le convertir en bonnes œuvres, les monnaies complémentaires ou alternatives. Ce phénomène est pris en compte par Viviana Zelizer (*La signification sociale de l'argent*, Seuil 2005).

d'en appeler « à vivre enfin ». L'encastrement s'encastre et continuera de s'encastrer autrement tous les jours et son encastrement ne constituera jamais qu'un « habillage rhétorique » (dont cette expression même fait partie). Duchêne et Zaoui nous en avaient en fait d'avance prévenus, p. 132, disant que « l'argent ne peut ressortir à aucune politique réformiste puisqu'il en constitue justement le socle ou la structure fondamentale ». Leurs analyses fouillées, leurs références, la façon même dont ils font « avancer » la problématisation morale, économique et politique, en plaçant le politique en position de synthèse pratique, participent à la mise au dodo générale dans le lit d'une « actualité » de l'argent où... - faites de beaux rêves, et des cauchemars aussi : c'est comme ça.

Le ton du tout dernier paragraphe est d'ailleurs résolument résigné : « Dans une société d'argent, il n'y a que l'argent qui peut nous perdre ou nous sauver, jamais pour toujours et entièrement, toujours partiellement et provisoirement, *mais c'est déjà ça.* » Je souligne. Résigné mais pas sans *peut-être* un petit baroud d'honneur, pour préférer le salut à la perte : « Mieux vaut élaborer une politique de l'argent communément acceptée plutôt que de laisser l'argent nous guider seul^{XXX} vers notre ruine. » Mais à nouveau : où, quand, comment se décide ce qui « vaut mieux » ? « Une » politique de l'argent ne s'élabore-t-elle pas au jour le jour en pratique et en théorie aussi ? Avec son lot de « il faut » et « il ne faut pas » fondés sur n'importe quoi et le contraire, pourvu que ça n'entrave pas la croissance ces profits monétaires et ne déséquilibre par les comptes de bilan ? L'argent est-il, se fait-il jamais « seul » ?

Phrase finale : « Il n'y a pas d'anthropologie de l'argent, seulement de la politique : du début à la fin, ne serait-ce que pour pouvoir penser de temps en temps, dans quelques sanctuaires fragiles et mobiles, à autre chose qu'à l'argent, c'est-à-dire à autre chose qu'à la politique. » Il n'y a donc que « de la politique » pour penser au-delà du politique. Pensez, pensons, pensez politique, mes frères, et

nous pourrons penser à autre chose qu'à *ce et ceux* qui nous gouvernent, à qui fait quoi de l'argent, et qui l'encastre dans sa poche ou dans la mienne... Quel ennui, tout ça, n'est-ce pas ?

La perspective de pouvoir enfin penser à autre chose qu'à la politique par le truchement de la politique, qui arrive *comme ça* au bout de deux cents pages de plaidoyer « politique » en faveur de l'usage de l'argent, a quelque chose d'émouvant. Vanité des vanités du penser politique ! Elle me ramène, je ne sais bien pourquoi, à la page 132, au premier membre de la phrase citée plus haut.

Elle commençait par « Si l'argent est en effet une réalité politique avant d'être un instrument économique ou une question de morale privée, il ne peut ressortir à aucune politique révolutionnaire qui promettrait une société sans argent ». L'usage de « ressortir à » ne m'aide pas. Est-ce à dire que dans une société sans argent, il ne peut (donc) plus y avoir de politique du tout ? Je suppose, puisque les auteurs ont prouvé qu'il ne pouvait y avoir de politique que *de l'argent*, autour de Lui ou à ses pieds, et en (se) « l'encastrant » dans tous les cas !

Mais avec ou sans argent « tout » continuera de se faire « politique » ! Dans une société sans argent, la politique à court et long terme se fera encore au jour le jour comme aux temps argentiques. Les usagers s'intégreront dans les usages reconnus et anticiperont sur de nouveaux usages destinés, comme les précédents, à faire le meilleur usage possible, à inventer toujours de nouveaux usages à partir des contraintes de base et de celles que l'histoire a greffées de dessus. Ils « verront », tout comme aujourd'hui, jusqu'où pousser le bouchon, ils chercheront la meilleure position d'équilibre. Et cette position, reconnaissons-le, soulignons-le même de trois traits, elle ne sera pas plus glorieuse que celle qu'adopte in fine D&Z. Elle ne cherchera pas à l'être, elle cherchera même encore moins à l'être. Sauf que...

Sauf qu'une économie sans argent *fera* autre chose qu'une économie qui mesure l'accès aux ressources et détermine leur utilisation à l'aune de l'argent qu'on a et des profits qu'on peut en faire. Sauf qu'elle éliminera les pauvres et les

^{XXX} Plus clair : « laisser l'argent, seul, nous guider... »

riches, les valeurs qui n'ont de valeur qu'en fonction d'un instrument de mesure standard, extérieur. Sauf qu'elle cassera les hiérarchies prouvées par la hauteur des salaires. Sauf qu'elle mettra au premier plan l'expérience, sans devoir négocier l'usage qu'on fait *de*, la recherche sous toute ses formes, avec une contrainte argentique ajoutée et qui décide au final de l'intérêt de votre en fonction des bilans monétaires. Sauf qu'il ne faudra plus attendre d'avoir de l'argent ou une exceptionnelle position « sans argent » pour entreprendre, ni de retours financiers pour persévéérer. Sauf qu'en s'investissant dans ce rêve-là on sort d'un cauchemar.

On nous objecte qu'une civilisation sans argent ne fera jamais qu'une autre cage. Vue de Sirius, sans aucun doute. Mais sur terre ? Sur terre, une vie en favelas, barres et tours, fait une autre vie que dans les beaux quartiers. Tenons-nous-en à cet exemple. L'usage de l'argent explique la différence. Il *ne permet pas* de la justifier, sinon pour la reconduire et la « réencastrer » indéfiniment dans l'obligation d'opérer des profits monétaires. Or, de ces profits, et même de l'argent, nous avons aujourd'hui les moyens de nous en passer ! Alors on le fait ?

JPL

*Ce hors-série
a été composé
en Mars 2017.*

*La parution de PROSPER s'est
arrêtée en 2014, n° 25.*

*De nouveaux numéros sont en
préparation, ainsi que plusieurs
ouvrages.*

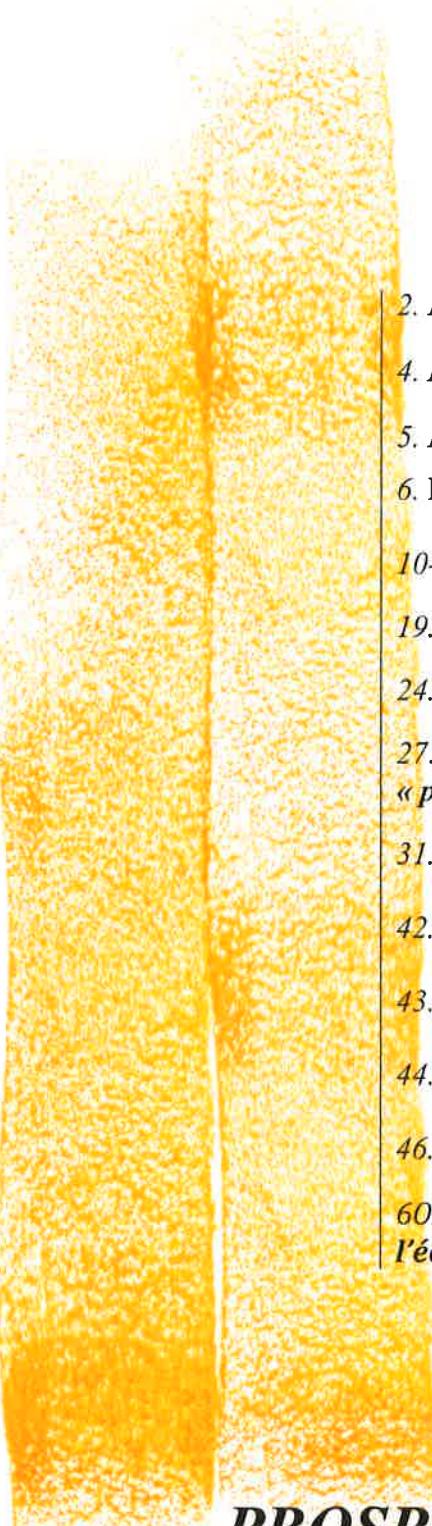
***De nouvelles Rencontres pour une
civilisation sans argent sont prévues.***

*Pour en savoir plus, voyez le site
desargence.org
et les blogs
de J.-François Aupetitgendre,
aptgchronique-overblog.com,
de Billy, abab.overblog.com
et de Marc Chinal : votez-a-m.fr*

*Pour toute correspondance,
prosper.dis@wanadoo.fr*

PROSPER

HORS-SERIE 3

- 
- 2. Pour la petite histoire**
 - 4. Les textes choisis**
 - 5. Pour une démocratie majeure,**
 - 6. Neuf raisons d'abolir la monnaie et trois pour l'abolir d'urgence.**
 - 10-18 Usages et besoins.**
 - 19. De l'écologie à l'usologie**
 - 24. Un budget sans argent**
 - 27. De l'achat à l'accès (*une application générale modérée par le « proche en proche »*,**
 - 31. Une démocratie sans monnaie, *Application aux banques*,**
 - 42. L'argent et après ?**
 - 43. Grille argumentaire**
 - 44. Les décisions prises à la majorité ou du poison dans l'expérience**
 - 46. Un sociotope sans argent – la transition.**
 - 60. L'abstraction matérielle, au-delà de la morale et de l'économie, de Laurence Duchêne et Pierre Zaoui.**

PROSPER

Les Salles, 30570 - VALLERAUGUE
responsable de la publication : Jean-Paul Lambert
ISSN : 1621-5540
Courriel : prosper.dis@wanadoo.fr
WWW : prosperdis.org